Parti Socialiste
Convention nationale de Paris
Samedi 29 avril 1978

Sommaire

Le président (Gérard Jaquet) 2
Casabianca (Haute-Corse) 2
Pierre Noé (Essonne) 4
Roger Fajardie 7
Pierre Mauroy 8
Lionel Jospin 10
André Chandernagor 26
Pierre Mauroy 29
Louis Mermaz 30
François Mitterrand 33
Bernard Constantin 48
Jomain (Pyrénées Orientales) 49
Pierre Delmas (Dordogne) 51
Raymond Douyère 55
Jean Oehler (Bas Rhin) 57
Gisèle Charzat 58
Heyraud (Haute-Loire) 60
Christiane Mora 61
Michel Rocard 63
Bernard Lehmann 71
Pierre Mauroy 73
Bernard Lehmann 73
Paulette Girard 74
Patrick Weill 75
Jean-Pierre Cot 78
Jean-Marie Le Guen 79
Pierre Mauroy 81
Le président (Georges Dayan) 81
Jean Poperen 81
François Mitterrand 83
Didier Motchane 84
Louis Mexandeau 85
Lionel Jospin 85
Pierre Mauroy 86
Pierre Mauroy 87
Georges Sarre 88
Pierre Mauroy 89

Fondation Jean-Jaurès

Samedi 29 avril 1978 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Gérard Jaquet.

Le président (Gérard Jaquet)

La séance est reprise. Je donne la parole à notre camarade de la Haute-Corse.

Casabianca (Haute-Corse)

J'ai reçu mandat à l'unanimité de ma fédération, moins une abstention, de refuser le quitus ; il faut que j'explique pourquoi. Il faut que je dise tout d'abord que ce n'est pas du tout le comportement de notre Direction par rapport aux attaques ignobles et constantes du Parti Communiste, qui est en cause.

En ce qui concerne les débats qui ont été menés par le Secrétariat national, autant à la télévision que dans la presse, et l'organisation de la campagne d'une façon générale, nous sommes absolument solidaires et je peux dire, en passant, que lorsqu'a été annoncé à notre Convention fédérale, le 13, ce que maintenant de nombreux camarades appellent la mascarade du 13, dans notre fédération il y a eu une approbation unanime et des applaudissements nourris.

Sur ce plan là, donc, nous sommes absolument solidaires et je dois dire qu'en particulier la fédération de la Corse du Sud m'a aussi chargé d'intervenir en son nom : elle, en ce qui la concerne, elle ne s'est prononcée pour le vote que sur ce point.

Et j'en viens aux éléments de réserve. Ils sont de deux ordres : nous ne pouvons accepter tout d'abord que certains secrétaires nationaux, que ce soit de leur chef ou avec l'aval d'une partie ou de la totalité de la direction - et, en particulier, le secrétariat aux affaires électorales - aient foulé au pied les décisions de la Convention nationale du 6 novembre concernant la Corse. Je reviendrai là-dessus.

En dehors de la non-conformité aux décision de la convention, cette attitude est grave de conséquences, car elles exprime un comportement en contradiction totale avec les options autogestionnaires dont le Parti se réclame.

Alors, je vais très brièvement, et aussi nettement que possible, vous donner quelques éléments d'information sur ces plans-là. Il n'est pas question de faire un énoncé exhaustif de nos problèmes et de notre tristesse :

Non-conformité. J'ai sous les yeux les termes de la dernière partie de l'intervention de Roger Fajardie à la Convention nationale du 6 novembre, termes qui ont été repris d'une part par le Monde, le lendemain, d'autre part par le Provençal.

Il s'agissait de la partie concernant les relations avec les Radicaux de Gauche. Au terme de cette intervention, il était dit :

En ce qui concerne la Corse - et chaque mot est important - la mise en oeuvre de l'accord électoral est subordonnée à des discussions en vue d'un accord sur le statut de l'île, proposé par les Socialistes.

Or, les discussions ont été refusées ; je ne dis même pas l'accord, je dis que les

Radicaux ont refusé la discussion et j'ai là des correspondances avec moi, au cas où l'on en douterait. Ils l'ont refusée jusqu'au lendemain du premier tour !
De notre côté, nous avions en Congrès fédéral, vu le comportement général tout à fait particulier des Radicaux de Gauche corses, nous avions pris une décision qui avait été communiquée immédiatement à la Direction du Parti disant que pour nous, en Corse, il n'était pas possible, il n'était pas question d'avoir, au sein de la Gauche, des relations privilégiées et des accords privilégiés avec un parti, avec une formation plutôt qui était en désaccord avec nous sur toute une série d'options essentielles, sur toute une série de comportements, en particulier électoraux ; il fallait au moins qu'il y ait sur un point essentiel une possibilité d'accord portant sur le statut de l'île, sur le statut particulier proposé par le Parti Socialiste.
Sur ce plan là, il y avait deux ans déjà que les Radicaux refusaient de discuter et, que ce soit au niveau national ou que ce soit au niveau local, nous ne pouvions, au sein de la Gauche, les considérer comme des alliés, s'il n'y avait pas une discussion et un accord sur ce plan.
Donc, refus de discussion, mais refus de discussion argumenté. Le Secrétaire des Radicaux de Haute-Corse, Henri Zucarelli, le neveu du candidat parce que là-bas, tout se passe en famille évidemment, nous a dit : nous ne discutons pas avec vous parce que nous avons reçu des assurances de la part de votre Secrétariat national aux affaires électorales selon lesquelles nous n'avons pas besoin d'être d'accord sur le statut de l'île pour que vous soyez obligés de nous appuyer.
Bien sûr, on lui a ressorti les textes de la Convention nationale, la presse, etc., et il a répondu : oui, mais nous aurons les preuves écrites, nous les attendons, effectivement, à la mi-janvier, ils ont finalement eu ces preuves écrites, signées du secrétariat aux affaires électorales, disant que notre devoir, le devoir des Socialistes, était de soutenir les Radicaux dès le premier tour.
Bien sûr, cela était en contradiction avec les positions de la Convention nationale, que nous avons toujours défendues.
Nous étions complètement désavoués et par cela même marginalisés.
Cela concernait les circonscriptions de Bastia et d'Ajaccio où il y avait un député radical sortant ; nous, nous étions en accord avec les décisions de la Convention nationale en ce sens que nous n'avons pas présenté de candidat, mais, en conformité avec la décision de la Convention, nous ne pouvions pas considérer les Radicaux comme des candidats communs.
Donc, notre engagement au premier tour était bien nettement assujetti...
Le président - Abrège, veux-tu. Nous sommes déjà très en retard !

Casabianca - Ce ne sera pas long.
Ceci s'est compliqué par l'attitude qui a été adoptée par les circonscriptions où nous avions un candidat. Sur 4 circonscriptions, il y en avait deux où un candidat Socialiste était autorisé. Eh bien, dans la circonscription de Haute Corse où il y avait un candidat Socialiste, Vincent Carlotti, qui avait été désigné par la Convention nationale, le candidat radical qui est le chef radical en Corse, M. François Jacob, n'a cessé de dire pendant toute la campagne qu'il était le

candidat de François Mitterrand, qu'il était essentiellement candidat parce que François Mitterrand lui avait personnellement demandé d'être candidat, et ceci bien sûr nous ne l'avons jamais cru personnellement, mais… allez voir en Corse, posez la question à n'importe qui et vous verrez si c'est nous qui serons cru ou pas.
François Jacob disait, en fin de campagne : la preuve que je vous disais la vérité, que je suis le candidat de François Mitterrand, c'est que je le dis depuis quatre mois et que je n'ai jamais eu aucun démenti du Secrétaire national du Parti Socialiste !
Dans ces conditions, comment pouvait-on faire une campagne ? Nous l'avons faite, mais je ne vous développerai pas toutes les amertumes...

Le président - Il ne vaut mieux pas !
(Rires)
Abrège. Arrive à ta conclusion !

Casabianca - Je dirai donc, sans relever tous les autres éléments, que nous n'avons reçu, au niveau de la Corse, la visite, l'appui d'aucun Secrétaire national pendant la campagne. Je ne sais pas s'il y a beaucoup de circonscriptions en France qui sont dans ce cas. Aucun Secrétaire national !
Il y en avait un qui été prévu, les affiches étaient faites, et au dernier moment on l'a décommandé pour ne pas gêner le candidat radical.
Alors, devant cela, et j'en terminerai, je dirai également, de la part des camarades du sud, que dans le journal "L'Unité", du Parti Socialiste, il y a eu, pendant la campagne, un article qui parlait d'un candidat, sympathique. Eh bien, ce candidat sympathique qu'on présentait comme candidat contre la Droite, ce n'était pas le candidat du Parti Socialiste, c'était un candidat sans étiquette.
Alors, ce sont des choses qui sont gênantes. Je ne suis pas responsable de ce comportement, et nous sommes certainement les premiers à le regretter et à en pâtir. Je dirai simplement que nous avons appris en fin de campagne que cette attitude de concession faite aux Radicaux avait été tenue en échange de leur retrait dans deux circonscriptions parisiennes, pendant le mois de janvier. De toute façon, que ce soit cela ou autre chose, nous préférons ne pas le savoir... (rires dans l'assemblée)... mais vous comprendrez parfaitement que dans ces conditions, et avec beaucoup de regret, il n'est pas possible que nous puissions donner le quitus.

Le président - La parole est à Lianès, du Rhône... Il n'est pas là... Alors, Lemoine, d'Eure-et-Loir... Il n'est pas là non plus. Alors, Noé, de l'Essonne.
C'est le dernier orateur inscrit. Ensuite, réponse de Pierre Mauroy et de Roger Fajardie.

Pierre Noé (Essonne)

Camarades, j'ai éprouvé les mêmes difficultés que les orateurs précédents pour essayer de centrer le propos pour lequel un mandat de ma fédération, disons, est

Fondation Jean-Jaurès

relativement impératif, en regard donc du sujet.
La Convention fédérale de l'Essonne s'est tenue mardi, en l'absence de tout envoi de textes nationaux, "Le Poing et la Rose" nous étant parvenus mercredi et jeudi, c'est-à-dire 48 heures à trois jours avant. Je passe, car ceci est devenu rituel. Je pense qu'il est inutile de poursuivre sur ce sujet.
Abordons donc, si vous voulez bien, les décisions prises par la fédération de l'Essonne, et que j'ai chargé, en tant que Premier secrétaire, de vous résumer, ayant déposé sur le bureau de la Convention les textes votés, afin qu'ils soient pris en compte, je le pense et l'espère, par la Commission des résolutions.
L'Essonne votera donc le quitus, par 67 mandats sur 72. 67 mandats s'étaient exprimés pour, constatant ainsi que les décisions prises par la majorité, à Nantes, ont été correctement appliquées.
Oh ! Je ne vous dis pas qui a voté contre, car vous seriez certainement très surpris.
La Convention fédérale a ensuite constaté que le débat de fond, que les militants souhaitent, et souhaitent ardemment, ne pouvait pas avoir lieu dans toutes ses dimensions dans le cadre de la Convention de ce jour. C'est ainsi que les camarades de l'Essonne, ajoutant à cela une réflexion sur les échéances électorales, les Européennes, les cantonales en 1979, par 53 mandats contre 14, et 5 abstentions, demandent :
Que le Congrès ordinaire du Parti ait lieu fin 1978/début 1979.
Que ce Congrès soit préparé dans le plus strict respect de la démocratie, et que notamment, dès aujourd'hui - c'est une formule... demain, peut-être... - les organes de presse du Parti soient ouverts aux militants afin qu'ils puissent s'y exprimer.
Constatant que depuis le Congrès de Pau la vie de notre Parti est bloquée, bloquée artificiellement, et que les textes qui furent élaborés à Nantes sont devenus, à notre sens, au sens des militants de la fédération de l'Essonne, caducs, avec la défaite électorale de la Gauche, et qu'ainsi les rassemblements dits majoritaires et minoritaires n'ont plus de sans, sauf un, camarades, qui est celui de rendre stérile le Parti au niveau de sa réflexion et de bloquer l'expression des militants... donc, constatant ceci, la Convention fédérale de l'Essonne demande que désormais la préparation de l'élection de la Direction du Parti ne soit plus faite sur une liste de noms cooptés par cette même Direction, et diffusée avant les votes des sections, mais que ces votes aient lieu avant et que chacun puisse prétendre à la Direction du Parti.
Enfin, les militante de l'Essonne insistent sur l'impérative nécessité de tenir un Congrès ordinaire avant toutes autres réunions, que ces réunions soient du type convention ou Congrès, peu importe, et qui auraient pour objet d'établir un programme.
Car il semble que toute intervention de l'ordre des travaux, débat puis programme, n'est pas une bonne méthode, et qu'elle risque de fausser et de limiter ce débat que les militants veulent, et de maintenir les blocages qu'ils souhaitent voir éclater.
Devant limiter son ambition par le fait même du cadre imposé par la discussion,

la Convention de l'Essonne a centré son débat sur la construction du Parti, et manifesté notamment sa réprobation quant aux conventions ou aux Congrès passés, où, dans un superbe élan d'unanimisme, toutes les voix reprennent en chœur : "Priorité des priorités aux entreprises", pour constater ensuite, comme aujourd'hui, un bilan où il est préférable de jeter un voile pudique, bien que celui-ci soit à la mesure des moyens que le Parti a mis en place pour ce problème.
Dépassant néanmoins ce qui ne peut être que critique, les militants de l'Essonne, à l'unanimité, se refusant à écouter les bilans statistiques qui ne sont que des bilans trompeurs, mais ayant constaté, comme vous avez pu le constater vous-mêmes, je crois, les réalités sur le terrain, pendant les législatives, ils demandent qu'enfin des mesures réelles soient prises pour l'implantation dans les entreprises, condition essentielle, et je ne m'y étendrai pas, pour que notre Parti devienne un véritable Parti de masse, ancré dans le monde du travail.
Et à ce sujet, les militants de l'Essonne, dans une motion, et je le rappelle, je l'ai déjà dit, que j'ai déposée en leur nom, font une série de propositions concrètes et précises, que le temps ne permet pas de développer, mais que la Commission des résolutions, j'espère, pourra prendre en compte.
Une troisième motion votée, elle aussi, à l'unanimité des délégués :
« Elève une protestation contre la situation actuelle faite réellement aux femmes dans le Parti »...
Françoise Gaspard s'est déjà exprimée sur ce point ; une seule femme Socialiste à l'Assemblée Nationale ; c'est 1/100ème. Ceci n'est pas conforme à nos discours, camarades. Le discours est à 20% et la réalité ? La réalité, elle est à 1%.
... "Constate que le Parti ne s'est pas donné les moyens d'appliquer ses décisions en ce domaine, et propose une série de mesures concrètes, là aussi, déposées sur le bureau de notre convention, qu'il souhaite donc voir prendre en compte, et voir prendre en compte afin qu'elles soient appliquées... pardon, déconnectées du reste des Secrétariats, mais en collaboration, si je puis dire, avec le Secrétariat d'action féminine."
Enfin, notre convention fédérale, à l'unanimité des 72 mandats, demande - et je n'ai pas entendu de camarades présent ici s'exprimer sur ce sujet - que pour les élections législatives européennes, qui auront lieu en juin 1979, le programme minimum des Partis Socialistes et socio-démocrates européens soit discuté, discuté à la base du Parti, et élaboré sous leur contrôle, faute de quoi, camarades, je pense qu'il est normal que les militants ne se sentent pas tellement; concernés.
Voici les points principaux que j'avais charge, en tant que Premier secrétaire de ma fédération, de vous rapporter, et qui font l'objet de résolutions de notre Convention. Mais j'insiste sur la volonté des militants de l'Essonne pour que dès demain notre presse, au service de tous les militants, sans exception, nous permette d'entamer, d'animer, de préparer démocratiquement les débats, les larges débats nécessaires qui devraient voir leurs conclusions, certes provisoires, car nos conclusions ne sont toujours que provisoires, au Congrès ordinaire, fin 1978, début 1979, afin que nous puissions ensuite, et j'insiste, ensuite, travailler,

travailler tous ensemble, sur le programme.
Camarades, logiquement j'en aurais terminé, mais notre Premier secrétaire, ce matin, a parlé de ma fédération, et je dois donc ajouter quelque chose.
Le Premier secrétaire a bien voulu mentionner que la fédération de l'Essonne avait indiscutablement, et c'est vrai, disons, critiqué, fait en sorte, et en définitive, gagné, et j'en remercie le Secrétariat national - enfin, je le remercie de sa compréhension - dans le fait que la fédération n'avait pas accepté une candidature féminine parachutée.
Là, il y a nuance, il l'oublie. Car la fédération de l'Essonne a désigné, au sein de ses membres, 25% - si je m'exprime en pourcentage, comme cela a été dit - de candidatures féminines, mais elle a refusé, et je crois qu'elle a bien fait, des parachutistes nationaux ; c'est cela la nuance.
Merci, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Je n'ai plus d'intervenants. Pour répondre à cette question, maintenant, Roger Fajardie, et ensuite Pierre Mauroy.

Roger Fajardie

camarades, je ne veux pas laisser passer sans répondre le roman, que Casabianca a évoqué tout à l'heure de la région Corse. Encore lui suis-je reconnaissant de m'avoir fait grâce des tonnes d'injures que les camarades de Corse m'ont adressées ; nombreux, pendant la campagne électorale, pour avoir commis le seul péché d'appliquer rigoureusement, au nom du Secrétariat et du Bureau exécutif, les décisions prises par la Convention nationale préparatoire aux élections.
D'abord, je voudrais dire que c'est vraiment l'aspect romanesque le plus extraordinaire du propos de Casabianca, les circonscriptions de Corse auraient pu être échangées avec les Radicaux de Gauche contre je ne sais quelles autres circonscriptions ! La Corse n'a fait l'objet d'aucun débat avec qui que ce soit, en dehors des camarades qui étaient rassemblés pour la Convention nationale, lors de la Convention nationale où nous avons traité des problèmes électoraux. La décision prise était d'une clarté extrême, elle n'avait pas le mérite d'être originale, et se situait dans un cadre général. Et qu'on ne m'attribue pas ce qui figure dans "Le Monde", le compte-rendu de mon intervention n'est pas dans "Le Monde", le compte-rendu de mon rapport non plus, il est dans les minutes sténographiques de la Convention nationale. J'ai pris la peine de les relire dans le rapport que j'ai fait à la Convention nationale, le texte qu'a cité Casabianca tout à l'heure ne figurait pas. Ce n'est pas « Le Monde » qui fixe les décisions du Parti, c'est le compte-rendu sténotype du Congrès ou de la Convention qui permet de les vérifier.
La décision est parfaitement claire.
Dans les circonscriptions où un radical de gauche était député sortant, le Parti Socialiste a, sans exception, soutenu ce candidat radical de gauche. Par conséquent, Alfonsi et Zucharelli avaient l'appui du Parti Socialiste, cela est

Fondation Jean-Jaurès

parfaitement clair, et ce sont les fédérations de Corse qui, en refusant de les soutenir correctement, ont commis un acte grave d'indiscipline.
En ce qui concerne les deux autres circonscriptions, il y avait effectivement - c'est ce que nous avions décidé - deux candidats Socialistes qui se trouvaient en compétition avec les candidats radicaux de gauche ; c'était, notamment, le cas d'une candidature Socialiste en face de M. Giacobbi, que personne dans le Parti n'a soutenu, et c'est une injure extraordinaire que d'imaginer que le Premier secrétaire ait pu soutenir Giacobbi contre la volonté du Parti ! Telle n'était pas notre décision, telle n'était pas la volonté du Parti, tel n'a été le geste de personne ! Nous avons tous, du Premier secrétaire à tous les responsables nationaux, respecté strictement les décisions prises : soutien aux deux radicaux de gauche dans les deux circonscriptions où ils étaient députés sortants, et naturellement candidatures Socialistes dans les deux autres circonscriptions.
Telle était la décision du Parti et tout le reste n'est que littérature !

Le président - Pierre Mauroy ?

Pierre Mauroy

Il est maintenant près de 16 heures, par conséquent il nous faut très rapidement maintenant aborder le vote du quitus. Je voudrais, par conséquent, être très bref, d'autant plus que le Premier secrétaire a répondu à de nombreuses questions qui avaient été posées par différents orateurs.
Il y a tout d'abord une question que, je crois, les uns et les autres on s'entend poser chaque fois que nous nous rencontrons - par conséquent, il est absolument indispensable d'y apporter une réponse raisonnable - c'est celle de la diffusion du "Poing et la Rose".
Je pense que tous ceux qui abordent cette discussion doivent le faire tout de même en allant un petit peu plus loin que la protestation facile de ceux qui, dans leur fédération, attendent que cela arrive sans se rendre compte exactement des difficultés !
De toute façon, "Le Poing et la Rose", il n'était pas possible de le faire avant le second tour des élections, il n'était pas possible quand même de préparer à ce point la Convention nationale.
Pour ceux qui veulent bien prendre le compte à rebours à partir de la Convention qui se tient maintenant, le 29 avril, ils peuvent considérer qu'il n'y aurait pas eu de difficultés s'il y avait eu des Commissions ou conseils fédéraux, mais beaucoup - et je les comprends parfaitement, nous avons fait cela dans notre fédération - ont eu un Congrès fédéral huit jours avant, ce qui fait huit jours de perdus ; si, comme on nous le demande, il faut trois semaines pour diffuser "Le Poing et la Rose", pratiquement cela nous obligeait à faire "Le Poing et la Rose" dans la semaine qui suivait les élections.
Eh bien, je dois vous dire que, dans la semaine qui suivait les élections, et même dans les quinze jours qui suivaient les élections, il n'y avait personne qui avait fait un texte, il n'y avait pas de décision qui avait été prise ! Les décisions ont été plus tardives, les textes ont été plus tardifs, car si c'est un problème de

Fondation Jean-Jaurès

diffuser "Le Poing et la Rose", c'est aussi un problème de rédiger les textes, d'arriver à la décision politique qui permet de le mettre en oeuvre.
Qu'est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire que je crois qu'il faudra une sorte de règle. Dorénavant, moi, je pense que chaque fois que nous aurons une Convention je demanderai de faire acter par un Bureau exécutif une sorte de bordereau, avec la date officielle à laquelle les textes doivent être remis, la date à laquelle "Le Poing et la Rose" sera diffusé, et j'en ferai une diffusion auprès des secrétaires de toutes les fédérations. Comme cela, les choses seront claires, car on ne peut pas continuer à entendre cette litanie des uns et des autres qui ne reçoivent pas "Le Poing et la Rose".
A ceci s'ajoutent les P.T.T. Vous vous en plaignez souvent, pour des tas de raisons, sur le plan de vos fédérations, quand vous vous adresser aux sections, vous vous en plaignez, pour beaucoup d'entre vous, sur le plan professionnel, alors il est tout de même singulier que tout le monde accable la direction du Parti sans que personne ne parle des difficultés d'acheminement propres à l'administration des P.T.T. !
Moi, j'ai ici les bordereaux officiels de dépôt du "Poing et la Rose". Eh bien, "Le Poing et la Rose" a été diffusé sur deux jours - dépôt en gare - les 18 et 19 avril, pratiquement pour tous les départements. Cela vous est arrivé dans une dispersion et avec des délais qui varient de trois jours, pour ceux qui l'ont eu immédiatement, à 10 jours ou 12 jours. Qu'est-ce que vous voulez que je vous réponde à cela ?
Moi, je suis obligé de vous remettre ici les bordereaux de dépôt, je ne peux rien faire d'autre. Voilà exactement le problème.
En ce qui concerne l'Essonne, les camarades de l'Essonne sont très sympathiques, ils font une motion sur les femmes qui doivent être plus nombreuses - ils ne les acceptent pas en ce qui concerne une proposition qui a été faite, non pas par la direction, mais finalement par la Commission Féminine… enfin bref - mais ils savent très bien que dans ce département il y a eu une grève particulière qui n'a pas permis l'acheminement du "Poing et la Rose". Alors, pourquoi ne pas dire ces choses-là simplement, devant la Convention ? Et pourquoi, quand on sait ces choses-là, par manie de faire une protestation, on fait une protestation ? Cela, c'est excessif, mes camarades !
(Applaudissements)
De plus, j'ajoute que pour la région parisienne, comme pour un certain nombre de Premiers secrétaires, c'est quand même très facile : vous avez des sénateurs, vous avez des députés, et dès lors que "Le Poing et la Rose" est sorti, que nous le diffusion par les P.T.T., rien n'empêche les fédérations - et croyez qu'il y a ici de nombreuses fédérations, plus éloignées, qui le font et qui n'ont pas de protestations à émettre - d'utiliser leurs élus un peu comme des facteurs des P.T.T. ! Nous remettons à tous les députés et sénateurs de ces fédérations un petit paquet du "Poing et la Rose", ce qui permet à tout le monde de l'avoir en temps utile. C'est peut-être une utilisation un peu abusive des élus, mais en tout cas c'est celle que propose la direction. Celui qui s'est exprimé, qui est sénateur

Fondation Jean Jaurès

de l'Essonne, aurait pu faire un petit crochet du Luxembourg au 7 bis, Place du Palais-Bourbon, afin de prendre le petit paquet qui aurait permis aux gens de l'Essonne d'avoir "Le Poing et la Rose" en temps voulu ! Je comprends bien la difficulté, je suis Premier secrétaire d'une fédération où nous sommes 17 000, mais moi-même j'ai pris mon petit paquet et j'ai prévu la distribution dans toutes les sections de ma fédération !... Par conséquent, je comprends parfaitement ce genre de problèmes, mais je voudrais aussi qu'on soit tout à fait logique et, dès lors qu'on est exigeant sur la ventilation du "Poing et la Rose", vos responsables ne vous demandent qu'une seule chose, c'est le respect de délais suffisants pour préparer les Congrès et les Conventions.
Eh bien ! Qu'on s'en souvienne tout à l'heure quand on fixera les dates de Congrès pour le Projet Socialiste et pour le Congrès ordinaire ! Il faut compter trois semaines, et là vous serez sûrs.
Les statuts prévoient, pour le Congrès ordinaire, trois mois. Eh bien, appliquons strictement nos délais, et alors là, si vous n'avez pas "Le Poing et la Rose", nous accepterons toutes vos protestations. Voilà, je crois, le point sur cette question.
Les autres problèmes, on y a répondu, je ne vais pas les reprendre ; pour beaucoup, je les avais traités dans mon rapport. Je mentionne simplement à la Convention que je dépose sur le Bureau de la Commission des résolutions la partie de mon rapport qui concerne les élections présidentielles et que je dépose sur le Bureau de la Commission des résolutions toute la partie de mon rapport qui avait trait au règlement intérieur. Par conséquent, il y aura discussion en Commission des résolutions et, ce soir, vous serez amenés à voter sur ces différents points.

Le président - Le débat est maintenant terminé, nous allons voter sur le quitus. Vote par mandats, bien entendu.
(Il est procédé au vote par mandats)

Le président - Nous commençons le débat de politique générale. Il est 16 h 15, des camarades insistent pour que nous terminions vers 18 h 30 au plus tard et que nous puissions commencer la Commission des résolutions, ce qui veut dire que nous aurons peu de temps pour le débat et je demande aux camarades de se faire inscrire le moins nombreux possible et d'être le plus bref possible.
Nous commençons par le rapport de Lionel Jospin à qui je donne la parole.

Lionel Jospin

Chers camarades, le groupe de travail sur les relations PS/PC créé en 1974 présidé par Albert Gazier, et son rapporteur auraient préféré consacrer à d'autres tâches une partie de leur énergie. Dire qu'ils ont cru que ce serait possible, dans l'euphorie d'une union de la Gauche rendue à l'harmonie et à la raison et chargée de dominer sa victoire, vous ferait maintenant sourire. Ce rapport s'inscrit dans une logique et un contexte identiques à ceux des rapports précédents : la polémique à gauche.
Mais le paysage a bougé. Ce qui était flou s'est figé. Ce qui était seulement

craint, pressenti, a pris la forme de l'événement. Ce rapport est différent des autres, parce qu'il ne se situe plus avant, mais après l'échéance.
L'objet de ce rapport est limité dans l'espace et dans le temps. Il n'embrasse pas l'ensemble de la situation politique, mais seulement la dimension, il est vrai essentielle, de nos relations avec notre partenaire Communiste. Il s'efforce d'expliquer ce qui s'est produit, d'établir les responsabilités. S'il prépare l'avenir, il ne le fait qu'en explorant le passé immédiat. Les perspectives de l'union de la Gauche, les tâches du Parti Socialiste sont au cœur de cette convention. Votre rapporteur n'avait pas mandat d'introduire la discussion.
Au rapport écrit qui est dans vos dossiers, j'ai simplement ajouté depuis le dernier Bureau exécutif des commentaires sur le rapport de Georges Marchais au comité central du Parti Communiste qui est tout ce que nous avons maintenant.
La situation politique avant les élections, pouvait laisser présager la victoire.
L'aggravation de la situation économique du pays, l'étroitesse et la dureté de la politique sociale du gouvernement, l'incapacité de la classe dirigeante à résoudre les problèmes de fond ou à concéder des réformes minimales dressaient contre les partis de la majorité un profond mécontentement.
La Droite, partiellement consciente de son discrédit, tendait à se diviser, l'affrontement entre le Président de la République élu en 1974 et son ancien Premier Ministre, M. Chirac, personnalisant à droite deux stratégies ou deux tempéraments politiques qui s'aiguisaient d'autant plus que la crainte de l'échec s'accroissait.
A gauche, depuis la polémique engagée par le Parti Communiste à l'automne 1974, les querelles n'étaient point absentes. Mais faute d'aliments fournis par nous à la critique Communiste et la perspective des municipales aidant, elles se situaient moins sur le terrain politique que dans le ciel de l'idéologie. Dès les élections cantonales de 1976 dans la moitié du pays, aux municipales de 1977 sur tout le territoire, la vocation majoritaire de la Gauche s'était pour la première fois depuis 1946, inscrite dans les faits. Les observateurs étrangers, notamment ceux des grandes puissances, mesuraient bien l'importance de ce qui approchait dans un pays qui avait plusieurs fois dans son histoire donné le branle à des mouvements d'importance internationale. Les travailleurs, la majorité de l'opinion du pays commençaient à croire à la possibilité d'un changement proche et profond de leurs conditions d'existence et de leurs perspectives d'avenir. Les syndicalistes nous confiaient parfois que le caractère un peu suspendu des mouvements sociaux ne traduisait pas une passivité, un découragement mais au contraire l'espoir considérable mis dans l'arrivée de la Gauche au pouvoir. A l'étranger, chez nos amis du tiers-monde ou dans les pays de l'Europe la plus proche, à Madrid, à Rome par exemple, l'attente était vive aussi. Mais cet immense espoir a été déçu.
Même si le Parti Socialiste a progressé à nouveau sensiblement en mars dernier pour atteindre 23% et si la Gauche tout entière garde son score des élections présidentielles, près de 50%, le recul opéré depuis les municipales et tout simplement le maintien de la Droite au pouvoir, alors que celle-ci pouvait et devait être battue, a conduit le Parti avec lui la masse des travailleurs à ressentir

le résultat des élections comme un échec politique. La satisfaction des revendications, les réformes de structure indispensables, le début de la transition au Socialisme sont renvoyés à plus tard. Renvoyé à plus tard aussi l'appui aux opposants chiliens, argentins ou iraniens, le soutien d'un gouvernement de gauche aux régimes où les peuples luttent pour un nouvel ordre international.
Telle n'est apparemment pas l'appréciation de la direction du Parti Communiste. Le bilan des élections présenté par Charles Fiterman à la réunion des secrétaires fédéraux du Parti Communiste le 29 mars 1978 ne parle pas d'échec, mais met en exergue et exactement sur le même plan ces deux résultats essentiels des législatives, elles ont permis à la coalition de droite au pouvoir de conserver la majorité à l'Assemblée Nationale et que le Parti Socialiste progresse et devance notre Parti mais de manière limitée. Les freudiens rêveront sur le parallélisme des formulations... Ceux qui préfèrent les rédactions explicites feront leur profit de cette appréciation de Charles Fiterman : "Que, dans une bataille aussi difficile, nous soyons parvenus à maintenir l'influence du Pari, à faire échec à l'entreprise visant à nous affaiblir pour ouvrir la voie à une alternance à l'anglaise ou à l'allemande, à réaliser un accord insuffisant, mais positif qui a permis à la Gauche unie de gagner des positions, c'est un résultat non négligeable".
Même si nous avons souhaité et parfois cru le contraire, il est clair que la Gauche, divisée au point où elle l'était, ne pouvait gagner les élections. Relisez les "chronologies de la polémique" que le groupe de travail PS/PC a adressé à plusieurs reprises aux responsables fédéraux, feuilletez vos collections de l'Humanité, surtout faites ressurgir dans vos mémoires les interventions presque quotidiennes de Georges Marchais sur les chaînes de radio et de télévision, vous constaterez que dès le début août s'est engagé contre le Parti Socialiste, et donc nécessairement contre l'union du Parti Socialiste et du Parti Communiste, une campagne systématique qui s'est poursuivie jusqu'au 13 mars. Virage à droite, dérive social-démocrate, volonté d'austérité, alignement atlantiste, désir d'entente avec Valéry Giscard d'Estaing, telles sont les principales accusations portées contre notre Parti. S'y ajoutent celles qui visent directement le candidat commun de la Gauche aux élections présidentielles de 1965 et de 1974.
De ce point de vue, l'historique de la Gauche de 1972 à 1978 fait par Georges Marchais dans son rapport a un caractère presque irréel, puisqu'il ne mentionne jamais cette polémique du Parti Communiste contre nous !
Or, les masses se mettent en mouvement ou s'immobilisent sur des idées simples. Vous avez tous parlé autour de vous, hors de la sphère des militants politiques. L'idée simple qui a pesé sur ces législatives et sur les électeurs de gauche - qui, faut-il le rappeler, étaient la majorité en 1977 - était celle-ci : peut-on faire confiance aux partis de gauche pour gouverner puisqu'ils se déchirent ? Or, qui a systématiquement entretenu le climat de désunion ? Le Parti Communiste qui a planifié une campagne de polémique contre l'un de ses partenaires : le partenaire Socialiste.
La campagne de division du Parti Communiste nous a-t-elle surpris ? Pour une bonne part, non. Les hésitations qui ont été les nôtres face à l'actualisation du

programme commun, notre volonté d'aboutir rapidement, plusieurs fois critiquées par le Parti Communiste, s'expliquent par la crainte que nous avions de redonner au PC la clef de l'union de la Gauche, selon qu'il refaisait ou non l'accord sur le programme, et de lui fournir enfin un prétexte, disons même les textes, pour sa campagne contre nous.
Ce qui était nécessaire à l'union, l'actualisation, dans un climat de confiance pouvait devenir mortel pour elle dans une atmosphère de procès.
Nos inquiétudes s'étaient en effet renforcées dans les années précédentes.
Dès le 8 septembre 1974, le rapport sur les relations PS/PC présenté à une convention du Parti affirmait :
- le caractère systématique et la nature des critiques portées contre nous - injustifiées - risquent de désorienter les militants, de troubler l'opinion qui s'est reconnue dans l'union de la Gauche, de mettre en cause la crédibilité de celle-ci et donc d'apporter, si elles devaient se poursuivre, un singulier réconfort à un pouvoir à la fois menacé et menaçant. Pour élever la qualité de l'union de la Gauche, notre partenaire Communiste choisit de curieux moyens".
Le rapport que je faisais au Bureau exécutif du Parti le 23 juillet 1975 peu de temps après la publication du fameux rapport prononcé par Georges Marchais au comité central du PCF de juin 1972 mais resté secret jusque là se faisait plus précis encore :
La publication du rapport nous conduit à deux hypothèses dont la première surtout nous est familière :
La première hypothèse : inquiète de la montée du PS, la direction du PCF entend avoir un parti, c'est-à-dire des militants sans illusion sur le PS. Il est jugé nécessaire d'inoculer aux nouveaux adhérents du PC le vaccin anti-Socialiste. Pour ce faire, la direction du PC se comporte comme si elle devait apaiser une crainte qu'elle constaterait chez les militants du PC ou dans la masse de ses sympathisants, qu'elle, direction du Parti, ait des illusions sur le nouveau PS. Il est évident que c'est l'inverse qui est vrai : il y a une crainte de la direction du PC qu'une fraction de plus en plus importante des masses populaires soit attirée par le PS.
Une autre question que cherche à éluder, ce faisant, la direction du PC - question qui se pose dans l'opinion, et peut-être même dans l'opinion proche du PC - est celle de savoir pourquoi le PC en France reste fort, mais ne grandit plus dans aucun domaine. Les critiques formulées sur le PS et sur François Mitterrand ont bien pour objet de frapper de suspicion ce parti et son premier dirigeant.
Une telle attitude a malheureusement sa logique qui nous conduit à la deuxième hypothèse.
Il y a dans le rapport Marchais du 29 juin un fort curieux passage qui se lit ainsi :
"En tout état de cause, il nous faut nous placer dans la perspective où nous aurions demain à appliquer ce programme, avec le Parti Socialiste, dans la majorité et au gouvernement. Une telle perspective est tout à fait conforme à notre ligne politique, à notre stratégie. Nous avons clairement affirmé que nous voulions l'union avec le Parti Socialiste pour participer ensemble à la direction

des affaires du pays, non seulement dans le cadre d'un régime démocratique avancé, mais aussi ensuite dans la construction de la société Socialiste. Mais ce que nous devons nous demander, c'est si le moment est bien choisi - et je souligne ce passage - pour aller vers une telle expérience, si la conjoncture intérieure et extérieure est favorable, si elle est de nature à faire progresser notre lutte générale pour la satisfaction des besoins des travailleurs et de tout notre peuple, pour le Socialisme".
Fin de la citation du rapport de Georges Marchais.
Passage intéressant, car il semble indiquer que le PC a une stratégie, une ligne politique : celle de l'unité, à laquelle il pourrait, selon les moments, renoncer par... opportunité. En somme, il a une stratégie que la tactique, le domaine par excellence de l'opportun, pourrait contredire.
Comme les critiques presque injurieuses à l'égard du PS et soudainement rendues publiques, risquent de rendre plus difficiles les relations entre partenaires et surtout d'affecter dans l'opinion la crédibilité de l'union de la Gauche, on peut regretter que la publication du rapport laisse penser que, pour la direction du PC, le moment n'est pas ou n'est plus, opportun pour l'union des forces de la Gauche.
La question qui se pose est de savoir si le PC veut toujours l'unité ou non ? Parce que si nous, nous n'avons pas changé, et souhaitons aller au gouvernement de la France avec nos partenaires, lui donne parfois l'impression d'hésiter.
Enfin, le 11 janvier 1978, peu de temps avant les élections, toujours pour le Bureau exécutif, j'écrivais : "Le PCF prend ses distances par rapport à une alliance qu'il ne dirigeait pas, car il a la hantise d'être une force d'appoint. Le développement de l'union de la Gauche qu'a voulu le PC a des conséquences qui le conduisent à s'éloigner d'elle. Le Parti Socialiste et son Premier secrétaire sont devenus des adversaires. La direction du PC est sans doute de bonne foi lorsqu'elle dit qu'elle ne remet pas en cause l'union de la Gauche comme stratégie à long terme. Elle peut la remettre en cause dans les faits, en 1978, quitte à la reprendre plus tard avec un PS qu'elle aurait cassé ou discrédité. C'est sans doute son rêve secret. Mais il ne dépend pas d'elle qu'elle y parvienne."
Fin de citation.
Craindre ou prévoir une situation ne garantit pas automatiquement contre elle, ce qui me conduit à une autre question.
Le Parti Socialiste est-il responsable de ce qui s'est produit ? Partons d'un a priori. Il n'y a aucune raison pour que le nouveau Parti Socialiste ait raison sur tout. Nulle grâce divine ou historique, rien dans son essence ne le préserve des défaillances ; son partenaire Communiste non plus, cela va sans dire. Des erreurs, nous en avons sans doute commises. Dans le groupe de travail sur les relations PS/PC, la minorité a exprimé les critiques suivantes : la direction du Parti a sous-estimé l'ampleur des problèmes que le PS posait au PC. Elle a commis l'erreur de ne pas discuter du problème du partage du pouvoir. Enfin la conduite des négociations et certaines déclarations ont nourri la polémique du PC.
Sans partager cette analyse, votre rapporteur croit aussi, avec la majorité du

Parti, qu'il y a eu des insuffisances dans la préparation politique et technique de la négociation, dans l'expression politique de certains sur la question du SMIG. La Convention pourra en débattre.
Mais nous n'avons en rien alimenté la polémique, seulement répondu ; en rien renié nos engagements politiques vis-à-vis de nos partenaires.
S'il est vrai que nous avons insisté beaucoup dans la dernière période sur le rôle du P.S., son importance, c'est qu'il devenait difficile de continuer à défendre dans l'opinion celui qui nous attaquait tous les jours, et que la crédibilité de l'union diminuant, nous tentions de la restaurer en faisant du P.S. un pôle d'attraction.
De toute façon, sur cette question "qui a raison en politique", n'est-il pas temps de rompre avec la vision manichéenne selon laquelle un parti devrait avoir raison sur tout contre l'autre ?
Tant que l'alliance des partis de Gauche aura pour l'un d'entre eux un caractère vertical, un parti supérieur aux autres quels qu'ils soient, alors qu'elle devrait être horizontale, des partis représentant des courants historiques différents du mouvement ouvrier, des sensibilités et des visions différentes d'une société libre et complexe à construire, d'une société Socialiste, et donc des partis placés au même niveau, l'antagonisme l'emportera toujours sur le nécessaire compromis.
Nous voulions ce compromis. Aurions-nous dû faire plus pour en obtenir un ?
Devions-nous en particulier accepter les propositions Communistes d'actualisation ?
Je n'ai pas l'intention de reprendre ici le débat sur l'actualisation. Des mois de discussion, le rapport de Pierre Bérégovoy, à la Convention nationale du 6 novembre 1977, ont épuisé selon moi l'intérêt du débat, néanmoins la question de savoir si l'on pouvait aller plus loin dans les concessions au Parti Communiste contre les réticences radicales, est l'objet de la discussion dans cette Convention.
Pour apprécier clairement les chances d'arriver à un nécessaire et fait une alliance avec la Démocratie chrétienne, le grand parti de la bourgeoisie italienne, quand il propose le 13 mars un texte d'accord politique très en retrait de ce que nous pouvions accepter le 22 septembre ou de ce que nous proposions le 9 novembre, à la rencontre Bérégovoy/Loncle/Fiterman, il démontre clairement que le débat entretenu sur l'actualisation servait de prétexte à un procès plus vaste.
Georges Marchais revient sur cette question de l'accord du 13 mars pour le justifier, il dit que nous avons accepté des mesures sociales que nous refusions avant, cela est faux ! Il dit que nous avons accepté la présence de ministres Communistes sans discrimination, ce que nous refusions avant, cela est faux, nous l'avions déjà dit ! Il dit que nous avons promis de reprendre la discussion après le 19 mars, cela aussi nous en avions pris l'engagement.
Accepter l'intégralité des propositions Communistes, en particulier sur la défense où elles mettaient en pièces le compromis de 1972, ne nous aurait pas garanti l'accord du Parti Communiste, la fin de toute polémique contre nous, et donc la reprise de la dynamique unitaire, mais aurait donné à l'opinion le

sentiment que nous perdions notre autonomie politique, ce qui était fatal et à notre Parti, et aux chances de la Gauche à court et moyen terme.
La solution résidait bien, comme en 1973, dans un compromis politique. Pourquoi le Parti Communiste n'avait-il pas posé en 1973 la question des filiales ? Pourquoi avait-il fait preuve de tant de souplesse tactique aux présidentielles de 1974 ? Parce que la volonté politique de préserver l'union, accord loin de nos positions de départ, qui étaient en somme celles du programme commun de 1972, il faut avoir en mémoire que les critiques du P.C. sur nos propositions ont varié constamment sans que l'on puisse savoir ce qui était pour lui l'essentiel.
Au sommet du 22 septembre, par exemple, quand un accord se faisait sur un point, jamais la délégation Communiste n'a accepté de considérer celui-ci comme définitif tant qu'il n'y avait pas accord sur le tout. Le Parti Communiste s'était d'ailleurs ménagé la possibilité de mettre en cause le programme commun lui-même, comme en fait foi la déclaration de Georges Marchais à la rencontre des élus Communistes des 5 et 6 juin 1978 - je cite : "Dans ces conditions il n'est pas possible d'aller à la bataille avec le programme commun tel qu'il est, c'est-à-dire trop imprécis ou insuffisant dans des domaines essentiels".
En outre il faut bien comprendre que le débat sur l'actualisation a surtout servi de prétexte à la campagne du P.C. contre nous. Quand le Parti Communiste retire quatre de ses candidats aux élections devant 2 P.S.U. et surtout 2 Gaullistes qui n'ont jamais signé le programme commun - on notera d'ailleurs qu'il n'a pas du tout été suivi dans cette politique par son électorat puisqu'il recule par rapport à 1973 dans chacun des 4 départements concernés et pas seulement dans chacune des 4 circonscriptions - quand il épargne toute critique à son homologue italien le P.C.I., qui non seulement ne préconise aucune nationalisation, mais encore juge l'austérité ne lui faisait pas défaut à cette époque. Aussi bien le Parti Communiste a mené contre le Parti Socialiste, et donc contre l'union de la Gauche, une campagne systématique.
Ne point parvenir à un accord sur l'actualisation était nécessaire à la direction du Parti Communiste. Depuis 1974 elle en avait été réduite à notre égard aux procès d'intention. Les faits se chargeaient donc de les démentir.
Ne plus avoir d'accord sur le Programme donnait au P.C. la distance par rapport au P.S. dont il avait besoin, d'où le blocage de la négociation.
Mais ce désaccord ne lui suffisait pas, car les possibilités d'écart, par interprétation ou par extension, par rapport à un programme dont les deux partis continuaient à se réclamer, n'étaient pas considérables. Rompre sur quelques filiales ou sur un taux d'impôt sur le capital risquait, compte tenu de l'enjeu, de ne pas être compris, d'où la nécessité pour le Parti Communiste d'aller beaucoup plus loin, et de monter contre le Parti Socialiste un véritable procès.
Virage à droite, soumission aux impératifs de la Social-démocratie allemande, volonté de gérer la crise, désir de gouverner avec Giscard, refus des réformes sociales, en furent les chefs d'accusation principaux.
Une telle orientation a conduit la direction du P.C.F. à, s'éloigner sur plusieurs points de l'orientation définie à son 22ème Congrès en 1976.

Ici une précaution s'impose. Nous n'avons pas, nous, Socialistes, à jouer notre partition dans l'hymne chanté un peu partout actuellement à la gloire du 22ème Congrès. Ce Congrès était celui de l'ouverture du P.C. à des préoccupations ou à des couches sociales que nous avions su rencontrer, mais ce n'était pas l'ouverture vers le P.S. C'était plutôt, comme nous l'avions écrit, le rêve italien d'un parti Communiste remplissant la fonction du Parti Socialiste sans cesser de remplir la sienne.

Nous avions montré également à l'époque que l'union du peuple de France telle qu'elle était conçue par le P.C. avec un parti, le Parti Communiste, autour de lui la classe ouvrière, autour d'elle la plus grande partie de la population, préparait la renaissance de la vieille politique de front national, et non une progression de l'union de la Gauche.

Je pense que le Comité central qui vient de s'achever justifie cette affirmation.

Ce que la direction du Parti Communiste a oublié provisoirement des conclusions du 22ème Congrès dans la récente campagne électorale est pourtant très significatif. Tous les thèmes susceptibles de gagner à la Gauche, au P.S. naturellement, mais éventuellement au PC, ce qui est plus révélateur, de nouveaux appuis dans les classes moyennes frappées par la crise, laissées sans perspective par la bourgeoisie dominante, et donc tentée par le changement, pour peu qu'il n'effraie pas trop, une partie des cadres, des nouvelles couches techniciennes, des agriculteurs, des artisans ou commerçants, ou encore des milieux influencés par l'église, ont été systématiquement laissés de côté. Au contraire, l'insistance mise sur des thèmes tels que "défendre les pauvres", "faire payer les riches" - sont-ce des catégories marxistes ? Depuis quand ? Le ton des interventions de Georges Marchais à la télévision, notamment contre le P.S., l'insistance mise sur le rôle que joueraient les ministres Communistes qui se trouvaient discriminés par leur propre parti, mais de façon positive, la mise en scène du bureau politique réuni en tribunal au siège du P.C. le 12 mars au soir, tout visait à faire peur ; rien ne donnait la dimension d'un vaste rassemblement.

Rappelons cet élément, si le P.C. avait simplement progressé autant que le Parti Socialiste, dans ces élections, la Gauche gagnait les élections.

Or le type de campagne mené par le P.C. ne pouvait lui permettre d'élargir son électorat traditionnel, qui s'est même réduit en région parisienne et dans un certain nombre de bastions ouvriers du P.C. Concluez vous-mêmes.

Mais l'aspect essentiel de la critique du P.C. à notre égard, qui ne peut naturellement être tenue pour scandaleuse dans son principe, c'est que jamais elle n'a revêtu un ton fraternel. Admettons un instant que le P.C. ait eu raison contre nous. Ce qui est frappant, pour un parti qui prétendait vouloir l'union, et se flattait tant de nous pousser en avant, c'est que jamais il n'a tenté de nous faire revenir sur nos erreurs. Il ne nous disait pas : retenez-vous, mais allez-y, c'est votre nature.

Charles Fiterman évoque dans son rapport déjà cité l'enjeu très élevé de la bataille, et le fait que les Français étaient appeler à se prononcer en faveur d'un changement réel et complet d'orientation politique. Croit-il réellement que les Français pouvaient faire ce choix, alors que l'un des partis qui le proposait

passait le plus clair de son temps à déconsidérer ceux avec qui il devait mener ce changement ?
Au fond, jamais le Parti Communiste ne s'est situé dans la perspective de la victoire de la Gauche. Dans l'actualisation, la direction du P.C. se comporte comme un notaire, oubliant, face à l'attente des masses, cette phrase de Marx dans une lettre à Braque, je crois : "un pas en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes". Et je ne résiste pas à la tentation de lire la phrase qui suit, prophétique, dans le lettre de Marx : « si donc on se trouvait - dit Marx - dans l'impossibilité de dépasser le programme d'Eisenach - parce qu'il s'agissait là aussi d'élaborer un programme et les circonstances ne le permettaient pas - on devrait se borner à conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. »
Jamais la direction du Parti, pas plus Georges Marchais en janvier que Charles Fiterman en mars, n'évoque l'idée qu'il valait peut-être la peine de prendre le risque de la victoire de la Gauche. Ce parti qui affirme être en plein essor, qui annonce plus de 600 000 militants - le P.S. en a 200 000 - qui se proclame le Parti de la classe ouvrière, force sociale jugée décisive, qui dispose d'appuis syndicaux importants, d'une organisation permanente sans équivalent en France, d'une réelle assise financière, et s'arroge le privilège d'une théorie scientifique du développement historique, ce parti n'ose pas prendre le risque de faire des concessions, même excessives de son point de vue, au P.S. pour faire gagner la Gauche et ouvrir la voie à une autre époque, en s'appuyant sur la dynamique des masses !
Il a tellement confiance en lui, ce parti d'avant-garde, ce parti révolutionnaire, qu'il ose écrire qu'une victoire de la Gauche sur des propositions d'actualisation proches de celles du P.S. déboucherait sur une politique pire que celle de M. Barre !
On peut conclure au choix de la part du P.C. d'une véritable stratégie d'échec. Il reste à faire des hypothèses sur le pourquoi.
L'attitude du Parti Communiste a-t-elle une explication de caractère international ? Il est malaisé d'en trancher, un parti qui s'est longtemps réclamé de l'Internationalisme prolétarien et qui appartient au mouvement Communiste international justifie qu'on examine ses décisions, surtout quand elles ont une portée historique, sous l'angle international. L'histoire nous a appris que ce facteur ne devait jamais être négligé dans l'étude du Parti Communiste.
Mais il est honnête d'affirmer d'entrée de jeu que la dimension internationale propose plus d'hypothèses que de faits précis, et qu'elle garde sans doute un caractère second.
Certains de ces faits ont pourtant attiré l'attention du groupe de travail. Le 27 novembre 1977, par exemple, à la suite d'une rencontre entre le P.C.F. et le P.C. hongrois un communiqué Georges Marchais - J. Kadar était publié, qui précisait ceci : "les conversations ont été animées par la volonté de respecter les opinions de chacun des deux partis, et de leurs lignes politiques respectives élaborées en toute indépendance, conformément aux conditions de leur pays, à leurs particularités internationales".

Collection Jean Maitron

Ce "en toute indépendance" nous avait frappés, au groupe de travail, car il supposait l'acceptation d'une certaine vision du mouvement Communiste international et de ses rapports avec lui, et cautionnait l'idée difficile à admettre que les partenaires du Pacte de Varsovie jouissent plus que d'une souveraineté limitée, et nous faisait penser que pour le Parti Communiste, au-delà des brouilles passagères ou secondaires, l'esprit de famille l'emportait largement.
Le 22 août 1977, après une interview accordée au Nouvel Observateur, ce journal met dans la bouche de Jean-Baptiste Doumeng, P.D.G. d'Inter-Agra, militant de base mais personnalité importante du Parti Communiste, quelques déclarations tonitruantes.
Staline a fait quelques morts, c'est vrai, mais pas plus que les accidents de la route en Europe.
L'eurocommunisme ? On ne va pas s'associer avec des boiteux ! Avec l'URSS au moins, le drapeau flotte. C'est notre point de référence, et s'il y a une guerre mondiale, moi, j'ai choisi mon camp. Rien du Parti Communiste n'est venu contredire ces points de vue.
Enfin, dans son rapport du 29 mars 1978, Charles Fiterman fournit cette très curieuse appréciation à propos de la volonté de changement des Français, je cite : "Il y a autour de cette question des moyens de changement, une intense lutte de classe, politique et idéologique, des facteurs très variés et complexes entrent en ligne de compte. Par exemple, le fait que la crise sévit dans tous les pays capitalistes, sans qu'il y apparaisse d'issue immédiate - c'est votre rapporteur qui le souligne, car ce passage indique bien que la victoire de la Gauche en France et l'application du programme commun n'étaient pas envisagés par le P.C. comme une issue immédiate, et que les pays Socialistes ne sont pas eux-même à l'abri.
Il faudrait arriver à savoir de quel poids a pu être un simple fait comme l'annonce, à la veille du premier tour, des hausses de prix en Union soviétique.
Là encore, c'est votre rapporteur qui souligne, Charles Fiterman ne croit pas sérieusement que les hausses de prix en URSS aient joué un rôle dans les élections françaises, mais c'est lui qui choisit, au nom du Bureau politique, comme il le précise lui-même dans son rapport, d'attirer l'attention des secrétaires fédéraux et des lecteurs de "L'humanité" sur l'importance de la crise mondiale dans laquelle sont engagés l'Est et l'Ouest pour la détermination de la politique du P.C.F.
Au-delà de ces faits qui ont seulement valeur d'indices il y a le maintien de certaines réalités. D'abord, il est clair que les positions de politique étrangère défendues par le Parti Communiste, particulièrement dans la dernière période, recoupent pratiquement toujours, Elleinstein lui-même le notait récemment, les orientations de la politique extérieure de l'Union soviétique. Ensuite, il faut constater que, malgré les critiques émises sur certains aspects de la réalité des pays de l'Est, la reconnaissance du caractère authentiquement Socialiste de ces pays n'a pas jusqu'ici été mise en doute.
Or, il semble bien que le P.C. d'Union soviétique ait opéré dans la dernière période un durcissement idéologique non seulement à l'égard de la social-

démocratie internationale mais aussi à l'égard du mouvement Communiste européen. Les journaux praguois, et même de hautes personnalités soviétiques ont à plusieurs reprises sévèrement critiqué l'eurocommunisme ou les illusions électoralistes, et souligné l'importance de l'internationalisme prolétarien ou de la prise du pouvoir par la violence.
Certains signes montrent également que la pression du P.C.-US sur les P.C. extérieurs, s'est sans doute accrue. Le Général Lister est de retour en Espagne, le PC grec dit "de l'extérieur" n'a pas été invité aux cérémonies du soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre, des scissions ou des menaces de scission orthodoxes se font jour, par exemple dans les partis Communistes Scandinaves.
Ce phénomène de pression doit être suffisamment fort pour que Jean Kanapa s'en soit inquiété en ces termes, dans France-Nouvelle du 12 décembre 1977 : "Il va sans dire que toute tentative de se livrer à des ingérences dans les affaires d'un Parti, de faire pression sur les décisions d'un parti ou d'encourager des scissions est inadmissible."
Cette pression s'est-elle exercée sur le P.C.F. ? Y a-t-elle trouvé des défenseurs ? Disons pour le moment que la Direction du P.C. avait déjà ses propres raisons pour opérer son tournant stratégique qui n'entraient pas en contradiction avec la volonté soviétique de maintenir le statu quo politique et social en Europe.
Le problème du rapport des forces dans la Gauche reste en effet fondamental pour le P.C.
A chaque étape de la polémique depuis quatre ans et dans les derniers six mois, le Parti Communiste a montré clairement ses préoccupations. En janvier, quand Georges Marchais pose le problème des 21 ou 25% des voix pour son parti, en mars quand Charles Fiterman évoque en termes positifs la limitation apportée à la profession du P.S., c'est le même souhait et la même crainte qui s'affirment.
Le Parti Communiste n'accepte pas que s'instaure un nouveau rapport de forces, non seulement dans la classe ouvrière mais même plus largement dans la Gauche. Il prend ses distances par rapport à l'alliance conclue si ses chances de la diriger diminuent. Qu'il le fasse parce qu'il ne veut pas être une force d'appoint est parfaitement compréhensible. Qu'il le décide parce qu'il pense avoir le devoir de diriger n'est pas acceptable par nous. Le Parti Communiste n'a pas encore rompu avec la vieille conception du Parti de la classe ouvrière justifié à être le Parti guide. Donc si le Parti Socialiste progresse trop, c'est lui qui devient l'adversaire principal. La dialectique du développement de l'union, qui nourrit la croissance du P.S., conduit le P.C. à rompre avec elle.
Régis Debray exprime bien cette situation lorsqu'il écrit dans son dernier livre :
La pièce est devenue monotone. Premier acte : on appelle à l'unité, parce que sans elle rien n'est possible. Deuxième acte : l'unité faite, reste à la défaire, parce que la classe ouvrière ne servira pas de marchepied à la social-démocratie. Alternance régulière, la seule pratiquée jusqu'à présent, qui exclut toute alternative sérieuse au gouvernement de la bourgeoisie. Cette bizarre incohérence, à première vue, rend votre politique à la fois irrationnelle et prévisible. Unitaires pour deux dans votre ghetto, vous voilà sectaires pour trois

dès que vous en êtes sortis. L'alliance vous est vitale ? Vient-elle à décoller qu'elle vous parait fatale. Vous ne parlez que de la renforcer : à peine prend-elle des muscles qu'il convient de l'affaiblir.
La Direction du P.C. est sans doute de bonne foi quand elle dit qu'elle ne remet pas en cause l'union de la Gauche - je l'ai déjà dit - comme stratégie du long terme. Elle peut s'en écarter dans les faits en 1978, et provoquer la défaite aux élections, pour la reprendre plus tard, avec un P.S. qu'elle espère "cassé", par l'exacerbation de divisions internes, ou "discrédité", par une alliance avec la Droite, à laquelle on le pousse.
Mais une telle attitude a sa logique négative. Si le Parti Socialiste est trop faible, notamment électoralement, la Gauche ne peut en France être majoritaire. Si le Parti Socialiste est trop fort, selon les critères du P.C., le Parti Communiste s'oppose au succès de l'union. La victoire n'est donc jamais possible.
L'opinion de la Gauche, les travailleurs, les Socialistes et de nombreux Communistes sont donc fondés à demander à la direction du P.C.F. : que voulez-vous ? Quelle est votre véritable stratégie de l'alternance et de passage au Socialisme en France ? Quand les conditions seront-elles plus favorables qu'en 1978 ?
Que traduit, en vérité, l'attitude du P.C. ? La difficulté de ce parti à changer.
Le P.C.F. a du mal à poursuivre son évolution. Il s'est délesté des excédents qui pouvaient le gêner dans la société française et le contexte international des années 70, modifiant ses positions sur les voies de passage au Socialisme, la dictature du prolétariat, la question des libertés, l'identification au modèle soviétique, etc., pour rester ce qu'il est.
Il a des traits de conservatisme. Conservatisme de l'héritage marxiste-léniniste revu par Staline. Conservatisme de sa propre histoire puisqu'il n'a jamais fait le bilan du stalinisme en France même. Conservatisme des structures, puisque le fonctionnement du centralisme démocratique et la puissance exceptionnelle de l'appareil permanent interdisent que tout débat critique interne puisse sortie de la cellule de base... ou de la haute direction elle-même.
On discute naturellement au Parti Communiste mais jamais horizontalement d'une cellule à l'autre, d'une fédération à l'autre, toujours verticalement, chaque niveau censurant la part qui lui revient de la critique d'en bas.
Parce qu'il tente de s'adapter à la société française, pour agir sur elle, ce qui est fort positif, parce qu'il a partagé avec le PS pendant cinq ans le même programme, parce que la vieille génération Communiste est en passe de disparaître en même temps que décroît le prestige de l'URSS, le Parti Communiste a un problème d'identité. Il ne peut retourner à l'ancienne ; il a du mal à s'en forger une autre. C'est pourquoi j'ai dit déjà qu'il était "au milieu du gué", mais au moment où le courant arrive, c'est-à-dire où les masses aspirent au changement. D'où l'idée d'un P. S. freiné dans son essor doutant à nouveau de lui-même, se déchirant, cédant à des alliances à droite, lui redonnerait son leadership sur le mouvement ouvrier français et en tout cas le temps de souffler.
C'est pourquoi le P.C. ne peut accepter fondamentalement l'idée que le P.S. a changé. Depuis Epinay, ce n'est pas un nouveau P.S. qui s'est affirmé. Le P.S.

garde une essence social-démocrate. Qu'un parti social-démocrate soit d'abord un parti de masse et un parti à base ouvrière, ce que notre Parti est insuffisamment encore, qu'il repose sur une imbrication étroite, presque organique, avec un mouvement syndical généralement unifié, qu'il signifie le refus de la rupture même progressive avec la société capitaliste, ne gêne apparemment pas les analystes Communistes. L'essentiel est bien de disqualifier.

D'ailleurs, si l'actualité ne propose pas d'aliments suffisants, on les réchauffera à la flamme du passé. La réapparition fréquente dans l'Humanité d'articles évoquant 1947 ou 1956, les références répétées faites à cette période par des intervenants de la Conférence de Janvier du P.C., par exemple cette analyse étonnante de G. Friechman expliquant les difficultés actuelles des travailleurs des P.T.T. non par vingt ans de gaullisme mais par l'action de ministres Socialistes de 47 à 56, a donné aux analyses du P.S. dans la période, un curieux parfum de guerre froide.

Ce type de rappel historique n'est pas indispensable aux responsables et militants Socialistes qui ont fait le bilan de cette période qu'ils n'ont d'ailleurs pas vécue, pour la plupart. La Direction du Parti Communiste sait fort bien également qu'on pourrait trouver dans le passé du P.C.F. ou de plusieurs de ses dirigeants, de quoi construire quelques procès qui ne seraient pas... en béatification. Le goût pour l'analyse "rétro" n'est rien d'autre qu'une façon de remettre en cause cette idée sur laquelle beaucoup de gens ont fondé leur engagement dans l'union de la Gauche. La dynamique de cette union provoque l'évolution des partis qui la composent.

Les choix actuels du P.S. étant clairs, c'est le P.S. qui tient la clef de la situation. Beaucoup spéculent sur sa fragilité ou sur les tentations qui pourraient y naître. Si nous résistons à la pression conjointe de notre partenaire et de la Droite, c'est au P.C. que s'approfondiront les problèmes, car si le Parti Communiste a le temps pour lui, ce n'est pas un temps sans crise.

La crise interne du Parti Communiste nous oblige à proposer un début d'appréciation.

Tout débat n'est pas un indice de crise. Le Congrès du P.C. espagnol vient d'en fournir la preuve. Divergences, contestations sont normales dans une organisation vivante. Elles s'expriment chez nous. L'étonnant, le scandaleux seraient qu'elles n'existent pas au P.C.F., surtout après mars 1978, et le cours politique qui l'a précédé.

On se demande comment Georges Marchais peut, lui, s'en scandaliser dans son rapport !

Nous ne demandons pas aux militants du P.C. qu'ils donnent raison au Parti Socialiste contre leur parti. Ce n'est pas ce qu'ils font généralement dans leurs "tribunes". Mais, nous pouvons souhaiter qu'ils demandent raison, ses raisons, à leur direction pour la politique qu'elle a effectivement menée, ce qu'ils commencent d'ailleurs à faire.

Ne nous donnons pas le ridicule de supputer qui incarne telle ligne et qui s'oppose à qui au sein du Bureau politique ou du Secrétariat du Parti

Communiste. Laissons ce privilège à des analystes mieux informés que nous ou parfois plus légers.
N'exagérons pas les conséquences possibles du processus de critique engagé. Dans son histoire, la Direction du P.C.F. a eu à affronter d'autres vagues de contestation : 1939, 1956, 1968 par exemple, et a toujours su y faire face, la puissance de l'appareil et l'interdiction des courants aidant. D'ailleurs, ce n'est pas la crise en soi qui nous intéresse mais son issue, politique ou non.
Dans le débat actuel, plusieurs points nous semblent intéressants. Pour la première fois, les critiques ne portent pas sur une situation ou un problème affronté à des milliers de kilomètres, mais sur une question de politique intérieure française, vécue par les travailleurs.
La Direction du P.C. a-t-elle mené une politique qui conduisait à la victoire de la Gauche ? Ce processus ne concerne pas seulement des intellectuels du P.C., même si leurs possibilités de s'exprimer sont plus considérables, mais aussi des permanents notables de ce Parti et des militants ouvriers.
Enfin, toutes les contestations se rejoignent sur un problème effectivement décisif : celui de la démocratie interne au Parti Communiste.
Or, le caractère hétérogène, voire contradictoire, des critiques exprimées, telles du moins qu'elles apparaissent à l'extérieur, la valeur un peu mythique qu'elles semblent accorder au 22ème Congrès, la façon assez abstraite dont elles sont parfois menées, offrent un grand champ de récupération. D'autant que la direction du P.C.F. va vraisemblablement, dans la perspective d'une candidature Communiste aux élections présidentielles de 1988, substituer un cours "à l'italienne" au cours politique sectaire qui a atteint son objectif. "Va vraisemblablement le faire", pourtant, la lecture du rapport de Georges Marchais m'amène maintenant à nuancer ce que j'écrivais un peu avant.
Le rapport de Georges Marchais montre sans doute que ce cours, elle n'a pas les moyen de l'emprunter aussi tôt qu'elle l'aurait souhaité, qu'elle va passer d'abord par une phase de rétractions politiques, de rassemblement du Parti, même s'il faut qu'il se sépare d'un certain nombre d'éléments qui l'avaient rejoint sur une autre politique.
"Il ne faut pas toucher aux structures, dit Georges Marchais, car elles sont notre raison d'être, et il ne faut pas prêter trop d'attention aux contestataires car ils n'ont pas de formation politique et ne connaissent pas la réalité de la lutte des classes en France. Il ne faut pas confondre le Parti et les masses, il ne faut pas oublier que nous sommes un parti d'avant-garde. Et quant aux tribunes libres, eh bien, on en parlera au Congrès de 78, pour savoir si on en décide.
A propos du caractère abstrait de certaines critiques formulées au sein ou à l'extérieur du Parti Communiste, j'aimerais prendre un instant l'exemple de Jean Elleinstein. Ses articles dans "Le Monde" sont très intéressants, mais c'est à la conférence de janvier de son parti qu'il avait la possibilité d'accomplir, s'il le souhaitait vraiment, un acte politique. On sait ce que fût son attitude à l'époque et comment l'apprécia Georges Marchais.
Il est utile certainement de s'en prendre aux "concepts" (dictature du prolétariat, internationalisme prolétarien, voire centralisme démocratique). Mais il y a les

mots et les choses. Nombre de réalités concrètes (refus du pluralisme dans les faits, attitude à l'égard des pays de l'Est, puissance et politique du secret de l'appareil permanent) mériteraient qu'on s'y attaque. Ce mouvement n'est qu'esquissé, notamment de façon passionnante par Louis Althusser. Il prendra du temps. Peut-être n'aboutira-t-il pas. Nous serons, en tous cas, à chaque étape, concernés. Comment conclure ?

En posant quelques questions au Parti Communiste, d'abord.

- dans l'alliance politique que nous avons conclue, nous pensons, nous Socialistes, qu'il n'existe pas de parti dirigeant. Dans l'expérience de passage au Socialisme, et dans le Socialisme lui-même, il ne saurait y avoir de parti guide. Quelle est la position réelle du P.C.F. sur cette question ?
- rien ne justifie la prétention du P.C.F. à s'affirmer "révolutionnaire" et à nous taxer de "réformiste". A-t-il obtenu d'importantes conquêtes sociales par sa seule lutte ? Elles sont toujours venues d'une action conjointe (1936, 1956, 1945). A-t-il fait la révolution ? Non. A-t-il l'intention de la faire ? Si oui, comment ? Par une voie démocratique, pacifique, légale et graduelle ? C'est la nôtre. Autrement ? Il lui faut l'expliquer clairement.
- les élections de mars 1978 pouvaient permettre un pas en avant décisif. C'était selon nous une occasion historique. Est-ce l'appréciation du P.C.F. ? Sinon, quelles conditions plus favorables pour la Gauche peuvent être réunies ? A l'issue de quel processus se produiraient-elles ?
- le Parti, Socialiste récuse toute alliance avec les forces conservatrices. Sa politique reste celle de l'union de la Gauche.

Est-ce le cas du P.C.F. ? Pourquoi n'a-t-il jamais critiqué le Parti Communiste italien qui prône l'austérité et a conclu une alliance avec la Démocratie chrétienne (en passant, quel est le Parti du grand capital en Italie ?). Le P.C.F. récuse-t-il la perspective d'une politique de "compromis historique" ?

- l'Union soviétique et les autres pays de l'Est sont-ils des pays Socialistes ? Si oui, pourquoi ? Jusqu'à quel point ? Quelle est la position officielle du P.C. sur ces questions ?

A toutes ces questions, qui ne sont pas fondamentales parce que je les pose, mais parce que les militants Socialistes, beaucoup de militants Communistes, l'opinion de gauche, et peut-être même l'opinion tout court, se les posent, la déclaration du Comité central du Parti Communiste unanime et le rapport de Georges Marchais n'apportent aucune réponse.

Le rapport dur et fermé du Secrétaire général du P.C., prononcé au nom d'une direction qui n'accepte aucune critique, qui passe pratiquement sous silence l'offensive actuelle de la Droite, contre les travailleurs, parce que c'est le fruit amer de la défaite provoquée de la Gauche, qui ne clarifie aucune question stratégique mais propose seulement, comme le titre aujourd'hui "L'Humanité", de construire pas à pas les conditions du changement, ne satisfera pas ; ces questions sans réponse, il faudra que le P.C. les affronte.

Il faut aussi nous interroger nous-mêmes.

Comment aborder la nouvelle phase de notre lutte contre la Droite et pour la Socialisme ? Comment vivre dans l'union de la Gauche sans dépendre à l'excès

Fondation Jean Jaurès

du P.C. (s'il voulait à nouveau provoquer la défaite) ? Comment redonner sa crédibilité à l'union en amenant le P.C. à évoluer davantage ? Quelle attitude adopter à court terme vis-à-vis du P.C. ? Quel type de parti faut-il pour la période qui vient ? Comment mieux préciser notre projet de société ?
Ces interrogations, et d'autres sans doute, sont celles de la Convention et de la vie du parti, qui se poursuit avec la vie. Il est temps que je vous laisse à nouveau en débattre.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, après le rapport de Lionel Jospin, nous allons aborder le débat, mais auparavant je vais vous donner le résultat du vote sur le quitus.
Nombre de mandats : 6933.
Pour : 6368.
Contre : 198.
Abstentions : 306.
Refus de vote : 38.
Absents : 23.
Maintenant nous allons aborder le débat, mais dans des conditions évidemment difficiles. Il est 17 h J'ai déjà environ une trentaine d'orateurs inscrits, et les inscriptions continuent. Ce qui veut dire que si nous n'organisons pas le débat nous terminerons probablement au petit matin. Il faut donc organiser le débat, ce qui veut dire tout d'abord fixer un temps de débat, et ensuite répartir entre les courants le temps du débat. Vous êtes d'accord ?
Alors, 17 h 2 heures de débats, 3 heures de débat ! A vous de choisir.
Je prie ceux qui sont pour 2 heures de débat de lever la main ?
Ceux qui sont pour 3 heures de débat ?
Manifestement il y a une majorité pour 2 heures.

Pierre Mauroy. La Convention, naturellement, est libre de ses décisions, mais je crois que 2 heures de débat c'est vraiment très court. C'est un débat essentiel. Vous êtes mandatés par vos fédérations. On ne peut pas souhaiter qu'il y ait un manque d'expression, et finalement, le limiter à ce point. Je crois qu'en 2 h on n'y arrivera pas. 3 heures de débat me paraissent indispensables pour un sujet comme celui-là.

Le président - N'engageons pas de longue discussion sur la durée de débat. Alors, 3 heures de débat. Cela veut dire, pour le courant 2, 45 minutes, et pour le courant 1, 2 h 15. La répartition est fonction de l'importance des courants.
Nous allons suspendre pendant quelques instants ; on ne peut pas faire autrement pour organiser.

Un délégué - Cela ne veut rien dire.

Le président - C'est le seul moyen d'organiser un débat.

Fondation Jean-Jaurès

Un délégué - Les fédérations se sont prononcées autrement, c'est arbitraire.

Le président - On ne peut pas organiser un débat autrement qu'ainsi. Je m'excuse, tous ceux qui sont ici sont soit du courant 1, soit du courant 2. Alors, vous allez vous réunir.
Je demande aux camarades du courant 2 de se réunir dans le hall. Ils ont droit à 45 minutes, et je leur demande de se réunir et de répartir ces 45 minutes entre leurs orateurs, pour revenir dans dix minutes environ nous donner la liste de leurs orateurs avec leur temps de parole.
Je demande aux camarades du courant 1 qui désirent intervenir, et j'ai une très longue liste pour ce courant, de se réunir près de la tribune et de répartir leurs 2 h 15 en un certain nombre d'orateurs.
La séance est suspendue, elle reprendra dans 10 minutes.
(La séance est suspendue)
(la séance, suspendue à 17 h 09, est reprise à 17 h 44)

Le président - La séance est reprise. Comprenez, camarades, que nous sommes déjà très en retard et que plus vous tarderez, plus nous terminerons tard.
Le premier orateur est Chandernagor, pour 10 minutes.

André Chandernagor

Mes chers camarades, j'en donne volontiers acte à Pierre Guidoni, à Claude Estier et, avant eux, au Bureau du Parti : c'est bien, en effet, sa désunion qui a causé l'échec de la Gauche. Et si le Parti Socialiste en sort meurtri, malgré une progression non négligeable du nombre de ses voix, c'est peut-être qu'il avait trop étroitement lié sa vision d'un avenir immédiat à l'espérance du succès électoral de la Gauche unie.
Une analyse lucide de l'état du rapport des forces dans le monde et des précédents historiques aurait dû constamment nous rappeler que le point faible de l'union, c'était, et ce sera malheureusement longtemps encore, que le Parti Communiste détient, en définitive, la clé de l'échec ou du succès de toute la Gauche. Nous avions à ce point sacralisé l'union que beaucoup de nouveaux militants se sentaient volontiers plus unionistes, si j'ose m'exprimer ainsi, que Socialistes ! Oubliées, les leçons de l'histoire, les difficultés rencontrées par nos anciens ! C'est tout juste si on ne leur imputait pas à charge : ils n'avaient pas su s'y prendre, ou alors peut-être n'étaient-ils pas assez purs...
La campagne interne au Parti sur le thème de l'identité du Parti Socialiste avait précisément pour objet de dissiper les illusions. Elle est venue trop tard.
Et voici que l'événement immédiat nous place dans une situation à maints égards comparable à celle qu'ont connue nos devanciers, sans interruption ou presque depuis 1920 : rien de possible sans le Parti Communiste, rien non plus avec lui ! Une fois de plus, dans l'histoire du Socialisme français, c'est l'impasse.
Notre premier devoir vis-à-vis de nous-mêmes et des autres est, me semble-t-il,

Fondation Jean-Jaurès

d'analyser les faits tels qu'ils sont, de cesser d'entretenir l'équivoque et de nous bercer d'illusions.
La Gauche s'est divisée parce que les équivoques non résolues au départ de l'union, et qui en constituaient les points faibles, n'ont pu être résolues au cours des années, qu'elles se sont, au contraire, révélées au grand jour et que, les échéances se faisant plus proches, elles sont devenues autant de motifs de rupture.
Ces équivoques portaient à la fois sur le programme et sur l'identité respective des deux grands partis de gauche.
Sur le programme, d'abord.
La Gauche s'est divisée parce qu'en réalité elle n'avait jamais pu parvenir qu'à un accord de compromis sur plusieurs problèmes essentiels : l'échéancier des mesures économiques et sociales, la défense, la politique étrangère. Quelles qu'aient été les motivations réelles du Parti Communiste dans sa décision de faire échouer la Gauche, il est certain que tôt ou tard nous devions arriver sur l'une ou l'autre de ces questions.
Dès lors, qui pourrait désormais, honnêtement, croire qu'il suffit d'ajouter quelques codicilles au contrat pour résoudre ces problèmes fondamentaux, alors que six années de vie commune et de discussions ne l'ont pas permis ?
Ces problèmes, ils tiennent en effet à l'identité même du Parti Communiste, à sa conception de la révolution, à sa conception de l'internationalisme, à la conception de ses relations avec l'Union soviétique. Je vous renvoie à la lecture des débats du Congrès de Tours - pour ceux qui ne les auraient pas lus - et, pour confirmation s'il en était besoin, au récent article d'Elleinstein dans "Le Monde" et au récent rapport de Jospin.
D'où les équivoques. Quand nous parlons, les uns et les autres, de rupture avec le capitalisme, nous n'en donnons pas la même définition.
Pour eux, c'est du point de vue économique la collectivisation largement étendue et, en tout cas, jusqu'au point où la planification l'emporte sur le marché dans l'orientation de l'économie. Plus vite on atteint ce point de rupture, plus sûrement on aura fait oeuvre révolutionnaire. Prolonger la période transitoire, sous quelque prétexte que ce soit, c'est se mettre en position de céder à la tentation réformiste, social-démocrate, d'être contraint à l'alternance - voyez ce qu'en dit Marchais - bref, à l'enfer.
Et nous, Socialistes, qu'entendons-nous par rupture ?
Je vois bien notre double refus, celui d'une démarche trop rapide qui conduit soit à une réaction violente, soit à une dictature de type soviétique, et à l'inverse celui d'une démarche trop lente à la faveur de laquelle on perd de vue l'objectif de transformation que l'on s'était fixé.
Mais le pragmatisme qui permettrait - je reprends la terminologie de la contribution du courant 2, et je cite - « de transformer ponctuellement, mais à des endroits stratégiques, la répartition du pouvoir, et qui constitue un seuil d'irréversibilité » apparaît infiniment moins clair.
Raison de plus, j'en conviens, pour essayer de le mieux définir ensemble.
Le malentendu ne proviendrait-il pas, en définitive, tout simplement de ce que

nous avons cru que le Parti Communiste devenait peu à peu réformiste, et feint de croire que nous avions nous-mêmes cessé de l'être ?
Nous comprenons la motivation d'Elleinstein, lorsqu'il écrit, je cite : "Le mode a changé et la France s'est transformée. Il s'agit de trouver une nouvelle voie, qui n'est ni la ligne social-démocrate traditionnelle, ni l'orientation Communiste de Tours et du Kominterm". Mais, une hirondelle ne fait pas le printemps... et d'ailleurs nos partenaires excellent à couper les ailes aux hirondelles !
Et puis surtout, l'interrogation de fond demeure, sans réponse valable depuis Tours, sans réponse de nos partenaires, bien sûr, mais sans réponse non plus du Parti Communiste Italien, qui tergiverse sur le bord du Rubicon sans s'être encore décidé à le franchir, et sans réponse valable de nous-mêmes ; la voici : dans l'état actuel du rapport des forces dans le monde et de l'évolution de la société française et des sociétés occidentales en général, cette nouvelle voie existe-t-elle ? Et si elle existe, comment la définissons-nous ?
Ce n'est pas un problème de foi, nous ne sommes pas une église, mais d'analyse scrupuleuse et sans dogmatisme des réalités.
Certes, notre tâche permanente, notre mission de Socialistes est de faire évoluer le Parti Communiste. Mais, prenons garde de nous y enfermer : nous nous y stériliserions ! Nous avons nos missions propres, notre vie propre, notre autonomie de pensée et d'action.
Cette Convention nationale était nécessaire. Elle n'est que le début de notre réflexion. Nous sommes, en effet, trop proches de l'événement pour en mesurer toutes les conséquences et le résultat des élections fait encore écran à la réalité des problèmes.
Voici cependant qu'ils ressurgissent peu à peu dans leur évidente clarté : faveurs au patronat, hausse des prix, chômage aggravé, etc. Retrouvées aussi, les querelles de la Droite ! Rivalité d'ambitions ? Pas seulement...
Le R.P.R., tel qu'il s'est constitué depuis un peu plus d'un an, rappelle aux plus anciens d'entre nous des souvenirs amers, par son aspiration à devenir un parti populaire fort, encadré et discipliné, par sa philosophie sommaire - la loi et l'ordre, le chauvinisme, la République autoritaire, l'appel à l'homme fort - par ses méthodes, dont nous avons eu un avant-goût pendant la campagne électorale - attaques personnelles, diffamation, menaces... et j'en passe ! - par l'attrait qu'il exerce, et nous aurions tort de nous le dissimuler, sur une partie de la jeunesse. Une expérience douloureuse nous a appris qu'en période de grandes difficultés économiques et sociales, lorsque la Gauche cesse d'incarner l'espérance, le fascisme ou en tout cas l'autoritarisme, s'offre toujours comme un recours.
Oui, nous aurions grandement tort d'exclure cette menace de nos réflexions.
Celles-ci ne doivent d'ailleurs pas être seulement doctrinales ou programmatiques, elles doivent porter sur le fonctionnement même du Parti. Et je m'excuse de revenir un peu sur ce qui s'est dit ce matin.
Il nous faut organiser le terrain conquis, c'est-à-dire le grand acquis positif de ces dernières années. Cela suppose une présence militante plus active, plus ouverte aux problèmes, aux difficultés des couches sociales que nous représentons. Cela suppose aussi une amélioration du fonctionnement de nos

structures internes.
Nous avons, au cours de ces dernières années, souffert, me semble-t-il, de deux excès : un excès de technocratie, au cours des deux dernières années, et puis, disons-le, un excès de féodalisme.
Dans la perspective de l'arrivée au pouvoir, le Parti s'était, au sommet, assez fortement technocratisé... Vous savez, j'avais connu à la S.F.I.O. l'insuffisance. Nous avons connu le trop-plein ! Le flux du pouvoir les amenait… le reflux va les emporter ! Mais, en cours de route, cette technocratie parisienne nous a fait un peu oublier qu'il existait une France rurale et qu'elle avait ses problèmes...

Le président - Ton temps de parole est épuisé.

André Chandernagor - Oui, j'ai terminé... Deuxième observation : je parlais du féodalisme. C'est un bien grand mot. Oh ! Nous avons toujours eu nos grands feudataires, cela tient à la manière dont nous décomptons les cartes sans compter le chiffre des populations, mais enfin, cela, c'est inhérent au Parti depuis tellement de temps... Mais, nous avons beaucoup de petits barons, et les baronnies, ce sont les sous-tendances, enfin les sous-courants, et je dis que ce n'est pas possible, je dis qu'être obligé de passer par un sous-courant pour accéder à ceci ou à cela, ce n'est pas possible ; je ne rends personne responsable, je crois que cela tient à l'histoire même du nouveau Parti, mais enfin nous devrions être attentifs à cela. La politique des clans, si elle devait durer, nous ferait le plus grand mal.
Voilà, camarades, simplement, les quelques réflexions que je voulais vous livrer ; au début d'une période où nous n'en avons pas fini de nos réflexions, faisons qu'elles soient sereines. Nous avons un certain temps devant nous, raison de plus pour réfléchir bien.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy, pour une très courte intervention.

Pierre Mauroy

On me mentionne que des Premiers secrétaires de fédération, qui ont leurs obligations, doivent reprendre des trains. Alors, je rappelle que ceux-là - je crois que le débat est clair - peuvent laisser leur mandat, ou bien à quelqu'un de leur fédération, c'est très simple - c'est un devoir de laisser le mandat de sa fédération - ou bien, s'il n'y a pas de camarade de leur fédération qui puisse aller jusqu'au bout du débat, à Raymond Vaillant ou au président de séance, sur le bureau.
Comme cela, les choses sont claires. Il serait tout à fait dommageable vis-à-vis de leurs militants et des adhérents que des fédérations soient absentes, alors qu'elles étaient présentes. Merci.

Le président - Maintenant, la parole est à Mermaz, ensuite à François Mitterrand.

Fondation Jean Jaurès

Louis Mermaz

Je voudrais partir des deux rapports, et celui de Pierre Mauroy, et celui de Lionel Jospin.

Le Parti Socialiste a dû faire face à une double attaque : celle de la Droite - c'était prévu, normal - et celle du Parti Communiste.

Cependant, le Parti Socialiste a progressé.

L'échec électoral de la Gauche, pour nous, tient à la volonté Communiste. Les Communistes ont fait semblant de vouloir la victoire, mais l'ont rendue impossible.

Nous n'échapperons pas, nous ne devons pas échapper, à la nécessité d'établir la responsabilité historique du Parti Communiste dans cette affaire.

Nous devons en tirer des conséquences, car rien ne sera désormais comme avant. Rien ne prouve, en effet, que les Communistes ne feront pas à nouveau ce qu'ils ont fait de juin 1977 à mars 1978, surtout si le Parti Socialiste demeure le premier parti de France, comme nous le voulons. Le rapport de Georges Marchais devant le Comité Central du Parti Communiste nous incite à nous attendre au pire.

Il faut donc réfléchir sur les motivations du Parti Communiste et agir en conséquence.

Qu'a voulu le Parti Communiste ? Que voudra demain le Parti Communiste ?

Cela amène à se poser le problème ou à se rappeler la nature du Parti Communiste qui, c'est vrai, n'est pas un parti comme les autres. Il faut réfléchir sur les objectifs du Parti Communiste.

Mais il faut également analyser l'ensemble de la situation politique française, car le Parti Communiste, lui aussi, fera cette analyse. Le projet économique et social du pouvoir aura une influence sur l'avenir du comportement Socialiste, mais aussi sur l'avenir du comportement du Parti Communiste. Si le pouvoir doit poursuivre une politique de concentration capitaliste ; si, tandis qu'il offre les perspectives d'une ouverture de façade et de parade, dans le même temps il se fait plus dur, plus centralisateur plus capitalise, si au lieu de faire l'ouverture il pratique la destruction d'un certain tissu économique et social français, cela aura des incidences sur le comportement des partis de gauche.

La Direction nationale de notre Parti doit être solidaire. Il ne faut pas rechercher à l'excès d'autres causes que La cause et nous ne devons pas nous reprocher de ne pas avoir fait ce que nous ne pouvions envisager de faire tant que les résultats électoraux de mars 1978 n'étaient pas tombés.

A la Direction nationale, personne n'a jamais proposé de ne pas signer le programme commun de gouvernement ou de revenir sur cette signature, personne n'a jamais remis en cause l'union de la Gauche, personne n'a jamais affirmé que les revendications qualitatives étaient sans liens avec les revendications quantitatives.

Il serait illusoire et ce ne serait pas poser le vrai problème que de dire, par exemple, que si le Parti en tel ou tel moment, avait mieux fonctionné, nous aurions gagné les élections, le problème est d'une autre ampleur, bien entendu.

Fondation Jean Jaurès

Nous dirons à notre minorité : il serait intéressant qu'elle réponde à cette question : comment peut-elle soutenir sérieusement que la ligne de Nantes - qu'entend-elle par la ligne de Nantes ? - nous aurait empêchés de gagner les élections ? Quelle innovation est intervenue à Nantes par rapport à la ligne définie une fois pour toutes à Epinay ? Est-ce que le courant n° 2 aurait découvert avant nos partenaires de l'union de la Gauche, avant le Parti Communiste, une dérive à droite du Parti Socialiste ? Il faut que nos camarades nous l'expliquent, non pas pour régler les comptes du passé, ce qui n'aurait qu'un intérêt relatif, mais pour continuer du bon pas.

Ne recherchons pas à ce qui s'est produit d'autres causes que la cause fondamentale, à savoir la volonté du PC. Et puis, préoccupons-nous, Pierre Mauroy nous y invite, de renforcer le Parti.

On parle beaucoup de démocratie. C'est normal et c'est toujours populaire dans un parti démocratique, mais il faut aussi parler d'organisation et de force, l'un ne va pas sans l'autre. L'aspiration démocratique sans l'organisation ne serait que du vague à l'âme. Il y a au sein du Parti une sorte d'aspiration démocratique qui pourrait d'ailleurs conduire à rechercher cet idéal qui ferait qu'à tout moment du jour et de la nuit, les militants dans leur section, seraient mobilisés pour être consultés sur les faits et gestes de toute direction locale, fédérale, nationale, pour mandater, pour juger, pour trancher, punir... révoquer.

Cet idéal s'est parfois produit dans des mondes géographiquement relativement restreints, c'était l'idéal de la section des Piques à Paris en 1793, et cela a été assez efficace jusqu'au jour où ladite section s'est découragée et a abandonné Robespierre dans un moment particulièrement tragique.

Il ne faudrait pas arriver à une sorte de caricature de la démocratie, d'autant plus que certains dans le parti, dans la minorité, mais peut-être aussi dans la majorité, qui invoquent beaucoup la base, eux, sont très bien organisés, très centralisés, obéissent à une discipline, ont le sens de la concentration du pouvoir et des responsabilités.

A l'heure actuelle, on assiste à une sorte de gestion du Parti par la presse et par les mass média. Nous pouvons riposter à cela par la lecture attentive de l'Unité et puis aussi en lisant et en faisant abonner nos sections à la Lettre de l'Unité, qui est en train de devenir un très bon outil d'information dans le Parti.

Il ne faudrait pas non plus répondre à ce désir de la presse, à ce souci journalistique d'ouvrir une sorte de guerre de succession qui affaiblirait le parti. La presse spécule sur des envies de candidatures diverses à l'élection présidentielle, un humoriste disait : faudra t-il constituer une sorte de syndicat des candidats à l'élection présidentielle ? C'est tout de même une élection d'une autre envergure qu'une élection cantonale ! Les mises en scène d'un journal qui parait le matin - je ne le nommerai pas - qui donne parfois dans le roman politique, risque de créer une atmosphère assez étrange et qui ne correspond pas, c'est évident, aux préoccupations des militants.

Il ne faudrait pas non plus qu'en passant à côté d'une vraie démocratie, le Parti Socialiste devienne, pour reprendre le titre d'un film qui passe à Paris et en France, non pas l'Etat sauvage, mais le Parti sauvage, dans lequel la masse des

militants serait ballottée au gré d'intrigues ou d'opérations politiques ; à la brutalité de certaines manœuvres, alors risqueraient de répondre des débordements de la base qui serait déçue.
Ne cultivons pas les démons du Parti qui sont ceux de toute organisation humaine, mais, au contraire, encourageons, aidons à se développer les revendications légitimes, revendications qui demandent plus de démocratie. Il faut chasser les fantasmes et les obsessions pour répondre aux désirs profonds du parti. Il ne faut pas avoir peur de la base. Nous connaissons tous des sections qui s'interrogent en se disant : tel ami a envie d'adhérer au parti comment va t-on faire, car lorsqu'il sera dans la section, ce sera épouvantable, tout va être changé, il va faire comme ci ou comme cela. Il ne faut pas avoir peur de la base ; il ne faut pas non plus utiliser la base, il faut parfois, dans le parti, parler de coordination, de gestion et d'autorité, ce qui n'est pas une idée antinomique de celle de démocratie.
Nous avons adopté un programme de travail, et nous allons probablement adopter un programme de travail qui nous offre la perspective d'une année entière de Congrès, le Parti, de Convention en convention, de Congrès en Congrès, se construit, peu à peu, s'interroge, mais il est vrai que parfois cela exacerbe la lutte des courants et aussi parfois la concurrence des sous-courants.
Plusieurs l'ont dit, il ne faut pas que le Parti soit trop introverti, s'intériorise trop, il faut que le Parti se tourne vers l'extérieur pour combattre, pour conquérir, expliquer. Il faut que le Parti se développe, notamment à l'intérieur du monde du travail, c'est-à-dire qu'il faut faire deux choses à la fois : se concerter, réfléchir sur notre identité, nous définir nous-mêmes et nous lancer à l'attaque du monde extérieur.
Tout le monde souhaite un parti tourné davantage vers l'extérieur, un parti plus cohérent.
Nous avons en face de nous, à côté de nous, comme vous voudrez, une armée Communiste très bien organisée. L'union à la base est une bonne chose, nous voulons la pratique de l'union à la base, les Communistes, là où nous nous organisons bien, se disent hostiles à cette attitude, mais pour que l'union à la base l'emporte, il faut que le Parti ne se livre pas aux délices de la contestation à tous les étages, il faut que le Parti soit aussi une force militante, aguerrie. Il faut réfléchir sur notre doctrine, nos méthodes d'organisation, nos stratégies et non pas nourrir les luttes internes pour des combats fictifs, cela est nécessaire.
Nous croyons tous sincèrement à l'union, nous voulons l'union, nous avons tous conscience que le sociale-Communiste n'a jamais existé pas plus que les Centaures dans l'antiquité, et que la France sera un jour ou Socialiste ou Communiste ; nous pensons que le jour où le Parti Socialiste sera suffisamment fort, suffisamment organisé, il pourra à la fois et ce sera nécessaire, faire l'union à la base, ce qui suppose qu'il ne se déchire pas lui-même et pourra également, en préservant et en promouvant les chances historiques du Socialisme, engager une négociation un jour d'un type nouveau sans dangers pour lui et pour notre pays, avec le Parti Communiste, en posant peut-être le problème du partage du pouvoir.

Fondation Jean Jaurès

Mais cela suppose un Parti Socialiste infiniment plus fort encore que celui d'aujourd'hui et qui pourtant existe.
(Applaudissements)

Le président - François Mitterrand ?

François Mitterrand

Chers camarades, je réserverai cette intervention au sujet qui est à l'ordre du jour et m'efforcerai de limiter toute considération extérieure à ce débat engagé par Lionel Jospin. La seule extrapolation sera que Lionel était chargé d'analyser, de présenter, un historique, d'amorcer des conclusions, et lui-même indiquait pour finir que ces conclusions nous appartenaient. C'est ce que je ferai moi-même.
Considérez ce qui s'est produit au cours de ces derniers mois, ce qu'on appelle "l'échec de la Gauche", ce que, par extrapolation, on appelle - les médias ont cette expression dans la bouche, si j'ose ainsi m'exprimer - "l'échec du Parti Socialiste".
Si le Parti Socialiste avait tout misé sur la victoire de la Gauche, ce serait son échec, je sais bien que tel est le thème développé, et à l'extérieur, et dans nos rangs, je le disais ce matin, je m'identifierais, avec mes amis du Secrétariat, à je ne sais quelle stratégie du pouvoir - cela est répété dans les journaux de ce matin - nous ne servons à rien d'autre qu'à gagner des élections, et nous les perdons.
Sortons de cet aspect polémique qui n'est pas sans signification par rapport aux conjurations qui tendent à nous abattre ou à nous transformer, mais, en fait, la Gauche n'a pas gagné, malgré nous. Nous avons rempli notre contrat... pas assez ?... si, nous l'avons rempli.
Nous avons gagné 4% de citoyens, et de citoyens électeurs, qui n'étaient pas des nôtres, nous n'avons pas gagné 3% qui pouvaient être des nôtres... ceci, sur le plan des moyennes nationales, bien entendu, en vous faisant observer que nous avons gagné fortement en suffrages dans 19 régions sur 22.
Nous n'avons pas réussi à nous seuls à faire gagner la Gauche, c'est vrai. Qui donc le croyait ?
Songez à l'endroit d'où nous revenions ! Nous étions tellement loin derrière le Parti Communiste que déjà, vivre, exister, s'affirmer, c'était cela l'objectif.
Ensuite, avons-nous dit, pas tellement loin, peu après Epinay : équilibrer. Et quand nous disions "équilibrer", c'est qu'il s'agissait pour nous d'équilibrer la force Communiste, et pas le contraire.
Tout ceci a été fait en 3, 4 ans.
Ensuite, loin d'équilibrer, nous avons contraint le Parti Communiste à souhaiter à son tour équilibrer, c'est-à-dire que nous étions passés nettement devant. Voilà le travail accompli.
On nous demande maintenant de faire plus, c'est-à-dire de gagner sans le Parti Communiste, et malgré lui. C'est vrai, je le confesse, c'est l'aveu, nous n'y sommes pas parvenus. Mais qui nous demande cela, qui a prétendu que c'était possible ?

Généralement ceux qui n'ont pas cru à notre capacité de redresser le Parti Socialiste en 71, sans oublier les efforts qui étaient faits dans les deux années précédentes ou bien ceux qui nous ont combattus quand nous avons fait l'union de la Gauche, qui n'ont pas cru que nous pourrions équilibrer, qui n'ont pas cru que nous pourrions ensuite dépasser. Et ce sont ceux qui aujourd'hui nous reprochent, qui croient que nous pouvions gagner malgré le Parti Communiste, sans le Parti Communiste, et le cas échéant contre le Parti Communiste, et pour un peu, constatant que le Parti Communiste était contre nous, désiraient finalement que nous soyons, nous aussi, contre lui.

Eh bien, moi je n'ai jamais pensé cela... combien de fois ai-je dit au Bureau et au secrétariat : mais le choc est certain, il est écrit dans l'histoire. Dès lors que le Parti Communiste aura le sentiment que le Parti Socialiste se nourrit de l'union de la Gauche, parce qu'il a retrouvé son authenticité, parce qu'il a retrouvé la confiance des travailleurs, à partir de là, le choc est certain... j'espère qu'il n'aboutira pas à la rupture, je n'en sais rien.

Deuxième interrogation sans réponse : est-ce que cela aura lieu avant les élections ou est-ce que cela aura lieu après les élections ?

Si je n'ai pas dit cela dix fois aux principaux responsables du Parti, alors je ne l'ai pas dit.

Et tous ceux qui imaginent que nous avons été assez naïfs pour penser que cela se passerait comme ça, que nous pensions que le Parti Communiste avait changé de l'intérieur... je ne me suis jamais perdu dans ce genre d'analyse, j'ai toujours dit qu'il s'agissait de créer des conditions objectives pour que cela change, sans me perdre dans la psychologie ou dans les analyses que je serais d'ailleurs incapable de mener à leur terme... et qui pourrait le faire ici ?

Donc, nous avons réussi dans nos entreprises, sauf à faire gagner la Gauche malgré notre allié. La plupart des militants Socialistes l'ont parfaitement compris, mais une fraction d'entre eux, ceux qui n'ont pas cru à toutes les étapes antérieures, nous reprochent l'échec de celle-ci.

Etrange paradoxe ou bien quoi ? Désir de revanche ? Qu'est-ce que cela signifie ?

J'ai dit ce matin que le Parti Socialiste avait atteint le 19 mars ou le 12 mars 1978 un pourcentage jamais atteint dans l'histoire du Socialisme, y compris au temps du Front Populaire, dans les élections législatives. Voilà le bilan de détresse, d'échec, de honte et de perdition que je vous présente au nom de la direction du Parti Socialiste.

Mais la direction du Parti Socialiste, chers camarades premiers secrétaires des départements, c'est vous aussi ! Vous ne pouvez pas vous isoler de nous, ne croyez pas ça ! Vous êtes l'objet, dans votre ensemble, de la même critique. Il n'est pas concevable que ce faux basisme qui a toujours le reproche à la bouche à l'égard des dirigeants nationaux ne soit pas la persécution quotidienne des premiers secrétaires de département, qui ont naturellement les mêmes comportements parce qu'ils sont responsables, et qu'ils savent bien comment sont les choses et comment sont les hommes.

Nous avons été l'objet, j'ai été l'objet d'une somme d'attaques pendant des

Fondation Jean-Jaurès

mois, quotidiennes, saisissant à la gorge des millions de Français, de la part de Georges Marchais, installé par le bon plaisir du pouvoir, relayé par Barre, Chirac, Giscard et les autres.
Qui assurera le relais dans nos rangs désormais ? C'est déjà fait. Pendant des mois... et vous voudriez qu'on soit indemne ? Naturellement, il y a des blessures. Mais aucune de ces blessures, croyez-moi, n'est encore mortelle.
Ah ! Ma foi, ce que j'admets, c'est que l'attaque a été encore plus rude que prévue, d'autant qu'elle est venue de toutes parts, et j'ai mieux compris, je vous prie de le croire, l'embarras de Napoléon Bonaparte - pardonnez la comparaison, cela me réconciliera avec Casabianca ! - à Leipzig quand il a vu les troupes saxonnes retourner les armes contre lui. Quand les troupes saxonnes représentent un monarque et un pays étrangers, on s'en console et on s'en remet. Quand les saxons viennent de ses propres rangs, c'est plus dommage.
Seulement sur le plan de l'histoire, qui se souvient du nom du vainqueur de Leipzig ? Personne ! Personne ne sait qui c'est, sauf un terme abstrait, la trahison.
Pour ce qui concerne les relations du P.S. et du P.C., mes conclusions sont simples, on les trouve trop simplistes. Elles n'éliminent pas les responsabilités ou les erreurs de conduite ou de tactique à un moment donné. Je rejette les erreurs stratégiques ou alors il faut les partager tous. Les erreurs stratégiques, cela aurait été quoi ? La signature du programme commun à l'union de la Gauche, ou bien alors d'y avoir manqué. Je regrette, je refuse. Il n'y a pas de ligne de Nantes, il y a la ligne d'Epinay...
(Applaudissements)
Tout le reste, c'est de l'histoire à dormir debout.
Le Parti Communiste a voulu l'échec. Pourquoi ? Jospin vient de l'expliquer, j'ajouterai quelques considérations.
Mais quelle est sa perspective aujourd'hui, à lui, Parti Communiste ? Il y en a deux. L'une, c'est la victoire d'une alliance de la Gauche dominée par lui, parti Communiste, dominée électoralement et idéologiquement. Une autre hypothèse, un gouvernement d'union nationale. Parmi celles qui sont exclues, celle d'une alliance de la Gauche qui gouvernerait avec une présence plus forte du Socialisme qui est le nôtre.
Electoralement et idéologiquement, ai-je dit. Une alliance dans laquelle le Parti Socialiste eut été électoralement plus faible, c'était la situation de 1973. C'était la situation quand le Parti Communiste et nous-mêmes avons signé le programme commun. Idéologiquement plus faible, à compter du moment où nous sommes devenus électoralement plus forts, il était nécessaire au Parti Communiste de faire la démonstration, s'il voulait aller jusqu'au terme de l'expérience, c'est-à-dire jusqu'à la victoire de la Gauche, qu'idéologiquement il avait définitivement pris le dessus, d'où la nécessité pour lui d'une actualisation qui eut été acquise par l'abaissement idéologique du Parti Socialiste.
S'il ne pouvait réunir les deux conditions, électorale c'était déjà fait, idéologique, c'est le résultat utile de la rupture du 22 septembre, alors en effet le Parti Communiste tel qu'il est aujourd'hui ne pouvait pas aller au pouvoir.

Fallait-il par souci d'avoir à tout prix le pouvoir renoncer à faire du Parti Socialiste la première force électorale du pays ? Fallait-il à tout prix, pour réussir l'accès au pouvoir, avant qu'on ne reproche de le vouloir à tout prix, baisser les bras - pardonnez encore l'expression - idéologiquement ? Baisser les bras politiquement ? Nous avons refusé et nous avons bien fait.
Quelles sont les hypothèses du Parti Communiste - j'ai dit les perspectives - ?
A compter du moment où est éliminée l'hypothèse d'un gouvernement à dominante Socialiste sur le plan électoral et idéologique, il reste le gouvernement d'union nationale, de compromis historique. Passons là-dessus, cela a occupé assez de temps. Je dirai simplement qu'il n'y a encore pas de cas dans l'histoire de l'Europe où un parti Communiste ait accepté une seule expérience d'un gouvernement d'union de la Gauche, alors qu'il a dû le plus souvent accepter des hypothèses de gouvernement d'union nationale avec les partis de la Droite. Je citerai le comportement Communiste en Italie, le comportement Communiste en Espagne, je citerai, plus original, le comportement du Parti Communiste Portugais qui refuse les Socialistes de Soarès, mais qui accepte les militaires.
Le Parti Communiste n'a été présent que dans deux gouvernements, dans les années passées pendant le programme commun, le gouvernement militaire du Portugal et le gouvernement conservateur de Finlande. Même dans notre pays, pas une seule expérience. Le Parti Communiste a accepté le gouvernement d'union nationale du général de Gaulle, il a refusé le gouvernement d'union de la Gauche de Léon Blum. C'est donc une ligne d'action, ce n'est pas un hasard. Osent-ils nous reprocher le refus dans la réussite assurée d'une Gauche unie ? Mais tous ces exemples démontrent qu'à compter du moment où il a considéré cette perspective, il s'y est refusé.
Il y a eu alliance objective du Parti Communiste et de la Droite dans le même moment où il y avait alliance objective du gouvernement de l'Union soviétique et de la Droite française. Dans quelle mesure ces deux alliances sont-elles articulées ou bien découlent-elles l'une de l'autre ? Je n'en sais rien, cela mérite examen, mais cela est concomitant ou confluent.
Qui n'a pas aperçu les sourires entendus, les mots d'encouragement, surpris les collusions ? Si un parti en France a reçu la bénédiction étrangère du Communisme international pour rester à Paris maître du pouvoir, c'est le Parti de M. Giscard d'Estaing !
(Quelques applaudissements)
Nous pouvons aligner la liste des exemples vécus, certains authentiques, avec bien entendu tout de même une réserve pour le cas où les choses se seraient passées autrement.
Quelle est notre perspective à nous ? Je le dirai aussi franchement, camarades. Le Parti Communiste a exclu l'hypothèse d'une victoire de la Gauche dominée par le Parti Socialiste électoralement, idéologiquement, eh bien c'est vrai, moi j'ai exclu aussi une alliance de la Gauche dont la finalité serait la société Communiste. Nous attaque-t-il là-dessus ? Il a raison ! Que ceux d'entre vous qui acceptent l'union de la Gauche pour installer un système Communiste le

disent. S’il s’agit de faire cela, moi je regrette, je serai contre. J’ai été contre, je continue à être contre. Il est exclu que le Parti Socialiste participe à une alliance de la Gauche pour donner au Parti Communiste la chance d’installer une société Communiste.
Il faut qu’il m’entende par delà ces murs, c’est non !
Heureusement pour nous, le problème ne se pose pas dans ces termes.
Nous avons par contre accepté la compétition. Certains d’entre vous l’ont trouvé imprudente. Après tout, cette compétition, nous l’avions engagée à l’époque où nous étions bien faibles. Nous avons accepté la compétition dans l’alliance, ce que les Communistes ont appelé "l’union est un combat", afin de parvenir à l’affirmation d’une primauté Socialiste. Mais bien entendu, pas pour rien ! Pas simplement pour un langage politique ! Parce que nous faisions une analyse sociale et parce que nous considérions qu’il y avait une lutte de classes, et parce que les Communistes et nous, nous étions dans le même camp, du même côté. Dans l’affrontement des classes nous sommes ensemble, et à partir de là il convenait que le Parti Socialiste put restaurer son authenticité de représentant véritable des classes sociales rassemblées dans ce que nous appelons le front de classe.
D’ailleurs nous avons déjà reçu récompense de cet effort, car après tout, au-delà de tous ces différends, de ces querelles souvent sordides, qu’est-ce qui s’est passé le 12 mars ? Qu’est-ce qui s’est passé le 19 ? Il s’est passé que nous avons continué d’affirmer, nous seul parti en France, pas assez sans doute, mais un progrès. Si nous avons perdu quelque chose, c’est à notre droite !
Ce que chacun ici regrette, les 3% - 2%, même 1% aurait suffi - qui ne sont pas venus à nous, en dépit des promesses des sondages, aux élections partielles ou aux élections municipales, c’était nos électeurs de droite. On peut faire une défalcation, un certain nombre de manque à gagner dans la classe ouvrière, c’est vrai, comme le disait Mauroy ce matin, à travers le "misérabilisme", de "poujadisme" Communiste, qui en effet pouvait attirer dans les régions pauvres un certain nombre de petits paysans ou de sous-prolétaires. Mais grosso modo, faites le compte circonscription par circonscription, vous constaterez que le Parti Communiste, qui a d’ailleurs perdu 1% en moyenne, a rarement, très rarement progressé, et que c’est simplement, s’il a eu quelque succès, le fait que le Parti Socialiste n’ait pas réussi à remplir son contrat. Autrement dit, là où le Parti Communiste a réussi, ce n’est point parce qu’il avait progressé, c’est parce que nous sommes restés à nos bases antérieures. Et pourquoi ? Parce qu’il nous manquait quelques électeurs venus de notre droite.
Pleurons, chers amis, sur les électeurs venus de notre droite, et trouvons, si vous voulez bien, pour accabler la direction, le raisonnement idéologique qui permettrait de démontrer que c’est à cause de notre politique de droite que nous les avons perdus !
(Applaudissements)
C’est vrai, nous avons fait des concessions sur notre présentation, sur notre langage. Mais pourquoi l’avons-nous fait ? Pour sauver l’union de la Gauche. Nous n’avons pas la même liberté d’allure et de démarche dans une période or:

nous sommes comptables de nos seuls programmes et dans une autre période où nous sommes comptables d'un programme commun qui suppose un compromis ou alors nous sommes déloyaux. Ou alors nous signons pour n'en pas tenir compte. C'est ce que nous reprochons au Parti Communiste...
Nous avons fait des concessions pour sauver l'union de la Gauche, et je vous demande, à certains d'entre vous, s'il n'y a pas parfois, dans le reproche de ne pas avoir assez affirmé la personnalité Socialiste, l'autre reproche sous-jacent mais réel d'avoir maintenu envers et contre tout l'union de la Gauche jusqu'au soir du 19 mars.
Car je m'en fais honneur et orgueil, en tant que Premier secrétaire du Parti Socialiste, en dépit de tous les obstacles, des injures, des trahisons, j'ai avec vous maintenu jusqu'au bout l'union de la Gauche, y compris en dépit de la dérision. Jusqu'au bout ! Jusqu'au soir du 19 mars, c'est-à-dire au terme de l'expérience.
Fallait-il, ne fallait-il pas signer le programme commun de la Gauche qui a altéré notre personnalité ?
Alors là, on retrouve tout un autre débat, mais j'apporte ici cet argument ; vous ne pouvez pas, Chers camarades, ceux d'entre vous qui y pensent, vous ne pouvez pas invoquer d'une part la politique qui nous a conduits aux résultats heureux, progressifs de 1973, 1974, 1976 et 1977, qui nous ont permis de bons sondages et une bonne image, pour refuser la politique qui nous a conduits à la réalité plus modeste de 1978, puisque c'est la même politique ! Trop facile d'empocher tant que ça va, et, au moment où cela va moins bien, de vouloir faire dégorger de la poche des autres ! C'est la même politique, et si l'on m'entend bien, ce sera demain, et je serai plus précis, oui je serai plus précis, la même politique !
Or, je réponds à Chandernagor : il n'y a pas eu de malentendus, il n'y a pas eu de malentendus, il n'y a pas eu spéculation sur les changements intérieurs du Parti Communiste. La crise ne nous a pas surpris. J'ai simplement, avec ceux que vous avez chargés de cette tâche, veillé à ce que la crise nous surprenne en position de force. Est-ce le cas ? Oui et non. Oui, dans les chiffres, nous étions derrière, nous sommes devant, pour la première fois depuis 40 ans. Oui, nous avons une génération nouvelle qui arrive aux responsabilités. Oui, nous avons un parti de 180 000 adhérents. Oui, et en même temps, faiblesse interne de ce parti qui doute de lui-même. Cette position de force risque d'être altérée par une sorte de faiblesse à aborder les difficultés, à dominer l'épreuve, à regarder l'histoire d'assez haut pour savoir que finalement le trait s'affirme en dépit des détails qui marquent, ici et là, des retours, des évolutions, des erreurs.
J'ai cru que nous serions en position de force pour supporter cette épreuve. Je ne savais pas quand elle aurait lieu, et, dans mon esprit, elle a eu lieu, elle se déroule aujourd'hui. Nous sommes et nous serons en position de force, si vous le voulez.
Etonnant résultat, les reports de suffrage des électeurs Communistes au deuxième tour de scrutin, malgré la dénonciation de Georges Marchais et de ses compagnons, ont été supérieurs à toutes les prévisions de sondage, et, combien

êtes-vous dans cette salle qui êtes aujourd'hui députés de la République parce qu'au deuxième tour de sondage, en dépit même des coups fourrés de certaines fédérations Communistes qui invitaient à voter contre vous, les électeurs Communistes ont refusé la trahison de leur Parti pour choisir, avec le Parti Socialiste, l'union de la Gauche ! Sans quoi, nous n'aurions pas 102 députés, 103 députés, mais 40 ou 50 !

Le résultat que nous avons obtenu a démontré doublement que les électeurs Communistes sont venus à nous parce qu'ils savaient bien que le mouvement était de notre côté, mais aussi que les électeurs Socialistes ont assuré l'élection dans les pires conditions, l'élection pour le Parti battu par nous, l'élection de 14 députés Communistes de plus. Ce sont nos élus, ceux-là. Non seulement, nous avons élu les nôtres, mais nous avons élu les leurs, ce qui prouve que la classe ouvrière, les travailleurs de la campagne, les classes du tertiaire qui ne peuvent être assimilées à l'ensemble des couches dominées, n'ont pas suivi massivement le mot d'ordre Communiste ou plutôt la manœuvre Communiste !

Certains ont suivi, oui, puisqu'à un demi point, nous avions 50 députés de plus. Naturellement, nous avons même réussi à nous faire battre, je ne vais pas plaider le contraire, mais considérez que, pour la première fois dans l'histoire, depuis 1920, pour la première fois, les travailleurs, refusant d'obéir à la manœuvre honteuse, déshonorante, du Parti Communiste, ont préféré assurer le succès d'un Socialisme désormais le premier Parti de la Gauche.

Est-ce que cela n'est pas déjà immense ? Je veux dire par-là que si ce n'est pas suffisant, et ce n'est pas suffisant - la preuve ! - est-ce que cela ne nous montre pas la ligne à suivre ? C'est pourquoi je terminais ma lettre en disant : il n'y a plus qu'à continuer, il n'y a plus qu'à continuer, c'est à dire, dans une situation objective que nous n'avons pas voulue, qui posait en effet des problèmes extraordinairement difficiles au Parti Communiste comme à nous-mêmes, qu'avons-nous fait, nous, Parti Socialiste ? Nous avons maintenu. On n'a pas gagné pour la Gauche, on a avancé pour nous-mêmes, on a fait avancer le Parti Communiste. On a eu le soutien d'immenses masses populaires. Est-ce que vous croyez que c'est un changement de cap dans les rangs ? Situation objective qui ne nous permet pas de dire que, demain, il y aura un autre programme commun, qui ne nous permet pas de dire qu'il est possible d'engager un dialogue sérieux et positif avec les dirigeants Communistes. Cela ne dépend pas de nous.

Mais, pour ce qui dépend de nous, ne rien négliger pour que les masses en question continuent de voir dans le Parti Socialiste le grand parti de la relève des espérances ouvrières. Et donc, ne pas dire "union de la Gauche" simplement comme un perroquet, mais la faire, chaque fois que cela est possible, et là où elle est possible. Elle n'est pas possible avec des états-majors ? Faisons-la ailleurs ! Elle serait possible avec les états-majors, mais dans les lignes que j'ai fixées et dans les perspectives historiques que j'ai dites et celles que je refuse. On pense bien que ce qui est dit ici sera connu ailleurs ! Tant mieux ! Si cela n'était pas le cas, je le répéterai demain ailleurs !

Bien entendu, le Parti Socialiste exclut de ces perspectives la possibilité de contribuer en quoi que ce soit à l'installation d'une société Communiste et

entend, avec les Communistes, parvenir à la création d'une société Socialiste où, en dépit, ou au-delà des mots, des vocables et des querelles les travailleurs et les classes sociales opprimées ayant à leur tour dominé et vaincu les classes opprimantes, seront en mesure de gouverner, d'être l'Etat, le cas échéant de le défaire si elles le veulent, d'inspirer l'ensemble de notre peuple et d'imprimer à l'histoire du pays le grand changement qu'il attend !
(Applaudissements)
J'ai peu de choses à dire encore.
Le programme commun de la Gauche, chers camarades, tel qu'il était, je l'ai dit, tout le monde le sait, était un compromis. Il a été accepté par le Parti Communiste et je m'adresse à ceux qui sont encore en train de guerroyer contre le programme commun, ils ont tort. Le programme commun de la Gauche, c'était un compromis, on peut discuter lequel a le plus cédé, mais la réponse est dans le résultat. Il a été accepté par le Parti Communiste qui a fait aussi d'énormes concessions, parce que le même Parti Communiste pensait supputer qu'il compenserait les concessions qu'il avait faites par une position de force. Or, cette position est devenue une position de faiblesse, de relative faiblesse par rapport à nous, à cause du programme commun et de l'union de la Gauche. Et, du coup, le programme commun ne présentait plus, pour le Parti Communiste, que des inconvénients ; il fallait donc prouver, par son actualisation, que la Gauche était rentrée ou allait rentrer dans la logique du système et de la pensée Communistes, voilà pourquoi l'actualisation ne pouvait aboutir qu'à l'échec ; elle a été faite pour cela.
Je sais bien qu'un certain nombre d'entre vous veulent démontrer, le font de bonne foi, ils y croient, ils ont bien le droit de le dire et je respecte leur pensée, que le 22 septembre, telle ou telle concession Socialiste aurait permis l'accord. Moi, je ne le crois pas, je pense que c'est une vue tactique qui dispense de considérations stratégiques ou historiques, ou qui pense qu'un peu plus d'actions à la base aurait permis de gagner les états-majors.
Chers camarades, moi je suis pour les actions à la base, mais j'ai devant moi - c'est notre grande chance - les premiers secrétaires qui sont à l'écoute du pays, à l'écoute des militants... vous pouvez, vous, faire des actions à la base avec des gens qui ne veulent pas ? Je ne sais pas comment vous faites ! Vous invitez les responsables Communistes ?... comme vous n'êtes pas regardants, vous êtes même prêts à aller chez eux !... Oui, on va se réunir... mais ce n'est pas très commode !
J'ai raconté, dans ma fédération, cette histoire bien connue, celle de Marius, qui illustrera parfaitement ma pensée - et ce n'est pas une offense que je fais à la fédération des Bouches du Rhône !... (rires)…
Marius est courageux, il est toujours volontaire pour les corps francs, c'est un héros, il est à 200 m, au-devant des lignes, dans une mission spécialement héroïque, et il pousse un cri de victoire vers ceux qui sont derrière lui, sa section et puis le lieutenant : "Venez vite, venez vite, j'ai fait 50 prisonniers"
Bravo, Marius, lui crie-t-on dans la nuit ! Ramène-les ! Il dit : oui, mais ils ne veulent pas !

(Rires)
Et oui ! Voilà ! Avec le Parti Communiste, l'élection à la base, moi je veux bien... en ayant tous les Marius dans les lignes... Ils vont certainement ramener les prisonniers, naturellement, ils parlent si fort, et ils sont si sûrs d'eux-mêmes... seulement voilà, si les autres ne veulent pas ?... Alors, direz-vous, il faut créer les conditions objectives qui feront qu'ils ne pourront pas ne pas vouloir ! Bon... très bien... je ne sais pas comment sont fabriqués les secrétaires de cellules... ils ne sont pas facilement maniables !... Vous avez peut-être, chez vous, des gens faciles, aimables, conciliants... chez nous, c'est plus simple : on n'arrive pas à les saisir ! Et lorsqu'on essaie de faire une action à la base - nous avons des problèmes de fermetures d'usines - on n'arrive pas à les rencontrer ! Nous sommes toujours demandeurs.
Donc, revenons à l'essentiel de ce sujet : le Parti Communiste, à compter du moment où il s'est rendu compte que les concessions qu'il avait faites en 1972, qui lui auraient permis - comme les concessions du 13 mars, la mascarade du 13 mars... le Parti Communiste a tout consenti, en cinq minutes, de ce qu'il avait refusé - d'aboutir à la victoire de la Gauche au mois de septembre 1977 - et pourquoi les a-t-il faites ? Parce qu'il savait bien que c'était faux, que cela n'avait pas de sens, que c'était simplement signer la tragi-comédie, il a signé le programme commun avec des concessions énormes que nous lui avons imposées parce qu'il pensait qu'il aurait la situation de force qui lui permettrait de gommer ses concessions - du jour où il s'est rendu compte qu'il n'avait plus cette position de force, il a voulu dépasser le sujet, reporter la discussion plus loin pour retrouver les avantages politiques et idéologiques.
Alors, cette situation extraordinaire pourrait ressembler à un syllogisme de l'époque de l'école scolastique : ou bien, nous, Socialistes, nous ne gagnions pas, nous ne devenons pas un plus grand parti, mais nous gagnions les élections ; ou bien nous grandissions, ce que nous avons fait, et nous les perdions. Mais, comme la Gauche ne peut pas gagner les élections, si on ne gagne pas, vous voyez, on peut tourner cela longtemps... Cessons ce genre de ritournelle et cherchons à trouver une issue autrement !
J'ai dit les perspectives du Parti Socialiste. A partir du moment où l'on admet - on a le droit de ne pas admettre - que le Parti Communiste a voulu l'échec pour les raisons que j'ai dites, vous avez le droit de contester, que ses concessions du programme commun étaient destinées - par rapport à une hypothèse qui ne s'est pas réalisée en sa faveur et sur laquelle il est revenu - que ses concessions du 13 mars étaient destinées à avoir quelques députés, pas davantage, il faut penser que les élections prochaines, européennes et présidentielles, seront des élections où, par nécessité, chacun jouera pour soi ; européennes ? C'est la proportionnelle. Présidentielles ? Le Parti Communiste a déjà annoncé la couleur, en indiquant qu'il présenterait un candidat. Encore une fois, il en a parfaitement le droit. Personne ne l'a empêché de le faire en 1974. Mais cela veut dire aussi que le même Parti Communiste ne pourrait désirer un accord commun dans l'intervalle étroit de ces prochaines années, que pour nous juguler !

Au nom de quoi pourrions-nous nous affronter sur la base d'élections où nous serions antagonistes, si nous avions une aventure qui ressemblerait à celle que nous connaissons depuis le 22 septembre 1977 ?
Et cependant, il faut bien continuer d'aller, pour les masses que nous représentons, pour la capacité dynamique qui peut s'emparer d'elles, avec le Parti Socialiste. Et une gauche où le Parti Communiste serait contraint, par la justesse de nos propositions, de suivre, de marcher, d'y être, sans quoi il se déconsidère et il se retrouve dans la situation que je lui avais promise et dont il s'est souvenu - les alentours de 15% -, je continue à penser que ce serait une excellente situation. Là, ne dites pas : il y en a encore pour 5 ans, mais je pense que c'est un objectif désirable.
Mais je pense qu'il est plus désirable encore de battre la Droite. Voilà pourquoi, dans l'échelle des priorités, je dis : il faut trouver toutes les issues pour préserver, à la base, et aussi autant que possible dans les structures, l'union de la Gauche, pratiquer en toutes circonstances, avec la plus grande rigueur et fermeté, la discipline de la Gauche, et le désistement de tout Socialiste qui se trouvera placé dans une élection majoritaire derrière le candidat Communiste, je vous demanderai de continuer de le faire à travers les années qui viennent.
Je ne sais pas si la pareille nous sera rendue. Bien entendu, si systématiquement nous apercevions une volonté de sabotage, je pense que le Parti finirait par ne plus suivre les recommandations de son Premier secrétaire, il finirait, pour la première fois, par se rebeller contre l'impérialisme de son Premier secrétaire. Car, qu'est-ce que j'entends depuis quelques années ?... Bien entendu, si je vous demandais de vous sacrifier pour le Parti Communiste, avec le Parti Communiste qui nous assassine, à la limite, je finirais quand même par me taire. Mais vous jugerez et apprécierez.
Tels doivent être aujourd'hui les mots d'ordre du Parti Socialiste. D'autant plus que la volonté et la tactique du P.C. c'est de nous déporter à droite, voyons, c'est si simple et si visible... Le moindre passage, même d'un discours, qui tenterait de nous confondre avec je ne sais quelle formule centriste, avec un langage dit social-démocrate... parce que je ne suis jamais de ceux qui auront chargé la social-démocratie, comme on le fait si aisément, commodément, et parfois si lâchement, et parfois de façon anti-historique, mais, pour employer un langage commode, puisque le mot social-démocrate est devenu un langage familier aux orateurs de la Droite et du centre... ils sont tous socio-démocrates... j'ai entendu cela dans la bouche de Giscard, de Chirac, etc. Nous, nous devons à la fois respecter la discipline de la Gauche, entraîner les masses par nos mots d'ordre, être en contact avec elles, être le grand parti, de la Gauche, le grand Parti Socialiste, d'abord, Chers camarades, et avant tout, par notre base sociale... Tout le reste est du verbiage, et ceux d'entre vous qui s'étonnent que le Parti Socialiste n'ait pas une plus grande emprise dans le monde ouvrier, qu'ils se regardent, qu'ils ouvrent leurs vestons, qu'ils cherchent le portefeuille, et qu'ils présentent leur carte d'identité.
Il faut donc aujourd'hui que nous soyons en mesure de démontrer que nous sommes capables d'entrer et d'être présents dans les entreprises, sans confondre

notre tâche politique avec des tâches syndicales, sans accepter d'être la courroie de transmission des grandes centrales syndicales, quelles qu'elles soient, d'être un parti politique dans l'entreprise, afin surtout de donner une base sociale ouvrière et de l'ensemble des couches d'employés et du secteur tertiaire, ainsi que du groupe paysan qui représente la bonne santé de tout parti, Socialiste, et sa réalité.

Et c'est pourquoi je vous ai dit ce matin - cela a provoqué quelques mouvements qui m'ont amusé... car moi aussi je peux vous sortir ma carte d'identité, moi aussi personnellement j'ai l'intention de m'occuper assidûment, à partir de la semaine prochaine, du secteur Entreprises du Parti Socialiste, et je me considérerai comme responsable devant vous, dans un an, lorsque vous observerez les résultats atteints... On verra ! Je ne suis pas du tout sûr. Disons simplement que de la foi, de l'énergie, le sens de l'amitié avec tous ceux d'entre vous qui voudront bien aussi contribuer, avec une solide doctrine Socialiste, un bon élan, de bons militants, et une sorte de relance, en laissant de côté les miasmes, en oubliant tout ce qui jusqu'à 13 h ce matin était la nécessaire contradiction autour des responsabilités mutuelles, peuvent y aider. Là, regardons devant nous, et acceptons de fixer comme priorité celle-la ; c'est celle de l'année prochaine...

A partir de maintenant... là, où nous sommes seulement par notre base sociale, mais aussi par notre stratégie politique... et ce que j'ai dit doit être suffisant... notre stratégie politique pêche par un manque, mais ce manque ne vient pas de nous, notre partenaire est défaillant, notre partenaire se présente, à travers le rapport de son Secrétaire général adopté à l'unanimité par son Comité central, comme un adversaire déterminé, irréductible, du Socialisme français que nous représentons. Cela, ce n'est pas nous qui le voulons, c'est lui qui le veut. Je le regrette, mais cela ne me fait pas changer d'idée, parce que cela ne m'intéresse pas ce que dit Georges Marchais. Ce qui m'intéresse, c'est ce que feront demain les millions d'hommes et de femmes qui continuent de voter Communiste, et qui demain devront voter, ou Communiste, ou Socialiste, et en tous cas, pour la victoire de la Gauche, avec le consentement Communiste et, le cas échéant, contre l'empêchement Communiste. C'est cela qui m'intéresse.

Alors, il faut rester là où nous sommes, c'est cela la ligne. Et le programme commun, on n'a pas le droit de dire qu'on fait un trait dessus. Le programme commun que nous avons signé en 1972, il est arrivé à son terme, politique, mais il reste bien des données structurelles esquissées, que nous n'avons pas le droit d'abandonner, une certaine façon d'être que nous devons préserver. Et si le Parti Communiste, si cela arrive jamais, je n'en sais rien, se trouve placé dans la situation politique que nous désirons créer, et désireux, en raison de ses propres évolutions, par les actions, les interactions de toute l'alliance politique, contraint, de revenir aux termes de 1972, il faut que le Parti Socialiste soit disponible pour s'engager dans une action qui sera celle que nous aurions voulu réussir s'il n'y avait pas eu la trahison.

Dernier point : vous me direz, c'était un peu le discours de Chandernagor, mais les données ne changeant, pas, les causes étant les mêmes, les effets risquent de

Fondation Jean Jaurès

ne point changer... Je n'ai rien à redire à cette réflexion de bon sens, mais je crois que l'histoire bouge, je crois que rien n'est jamais semblable. Ou alors, où en serait-on ? On ne serait pas Socialistes si on croyait que rien ne peut jamais changer. Vous connaissez le thème de base, les deux thèses... Je ne me pose pas en profondeur, mais enfin, il y a à la fois la thèse de la nécessité, des conditions historiques sociales et économiques - économiques surtout - mais il y a aussi la thèse de l'initiative ; tout homme fait son histoire.

Je crois profondément à cela, à la nécessité... Bien, naturellement, c'est celle où nous nous trouvons, et elle est tellement impérieuse ! Et cependant, à l'intérieur même de cette nécessité, un Parti Socialiste actif, tranquille, sûr de lui, pas dominateur qui serait capable, ce soir et demain, de dire : "Nous, Parti Socialiste, nous appelons naturellement tous les Français qui le veulent, mais d'abord ceux qui produisent, ceux qui travaillent, ceux qui sont exploités, à constater que si la Gauche ne l'a pas emporté - sans se lancer dans un procès interminable, toute analyse faite, et j'accepte les critiques que l'on voudra - nous sommes disponibles pour assurer la victoire des classes sociales et des masses populaires qui ont cru se reconnaître pendant quelques années - un immense moment d'espérance - dans la victoire de la Gauche". C'est à ceux-là que je m'adresse, pas aux autres, et en tous cas je m'adresse d'abord à ceux-là.

Nous restons disponibles, mais pour être entendus. Eh bien, nous ne l'avons pas dit assez en mars 1972, à Suresnes, disons-le davantage, cela a été estompé par le programme commun et par la nécessité du compromis et des concessions. Eh bien, écartons toutes les lignes générales du programme commun, élargissons-les, ajoutons tout ce qui n'y est pas, et beaucoup de choses ne s'y trouvent pas.

J'aurai fini en vous disant, Chers camarades, que l'un des grands torts du Parti Socialiste - mais cela n'est pas un tort tactique, ou stratégique, ou organisationnel, c'est parce chaque chose se fait en son temps - c'est que nous n'avons pas encore réussi à surmonter les complexes de l'histoire ; nos complexes, c'est-à-dire nos trahisons et nos erreurs historiques, sur un demi-siècle, et nous vivons là-dessus, parce qu'il y a sensibilité, scrupule et conscience du Parti Socialiste, affirmation de l'individu, devant la volonté collective. Mais, si d'autres avaient les mêmes difficultés de conscience, ils pourraient songer aux stratégies classe contre classe - 1924 et 1928 - ils pourraient songer à l'alliance germano-soviétique, ils pourraient songer à Staline, à la trahison du Front Populaire, à quoi encore)... Et c'est nous qui avons des complexes ?

Et c'est vrai, nous n'avons pas - et c'est une tâche que je vous demande, Amis, qui m'écoutez, de mettre en oeuvre - nous n'avons pas assez établi la distinction entre Marx et Lénine, nous n'avons pas assez établi la distinction entre Lénine et Staline, nous n'avons pas assez réussi la synthèse entre les théories, celle de Marx, bien entendu, mais aussi l'héritage proudhonien - je n'aime pas beaucoup ce personnage mais il y a beaucoup à apprendre dans ce qu'il a dit - l'héritage de Dower et du travaillisme, c'est-à-dire la coopération, l'héritage chrétien et l'héritage de Mounier. Nous n'avons pas encore réussi la synthèse, nous avons rassemblé les hommes et les idées, le flot coule et cependant on peut encore

distinguer, comme avec des matières de densités différentes, qu'à l'intérieur de ce fleuve les courants ne se sont point mêlés. Voilà la tâche prochaine.
Autogestion, bien entendu, exaltation et réalisation de la responsabilité de chaque individu et des groupes de base dans la société à construire, appropriation sociale, nécessité des nationalisations, de l'élargissement du secteur public, de la maîtrise du crédit, de la planification, je dis que tout cela est nécessaire et ne peut être séparé de notre projet sans faire peser que le Parti Socialiste a fait l'impasse sur le Socialisme pour ne retenir qu'une morale ou qu'une philosophie qui se briseront, comme toutes les tentatives philosophiques depuis 2000 ans, qui n'ont point réussi à organiser une société de justice qui ne soit exploitée par la classe dominante. Pas plus que nous n'avons réussi à réaliser encore la synthèse. Est-elle possible ? Sachons-le, elle est peut-être impossible, (Si l'on constate qu'elle est impossible, il faudra le dire) avec l'existence de l'économie de marché. Et pourtant c'est ce que vous avez dit et ce que j'ai dit. Aucun d'entre vous n'a aussi proposé une perspective de collectivisation intégrale. C'est-à-dire que vous avez tous présupposé que - plus encore pendant la campagne électorale, par prudence, raisonnable, avec les petites et moyennes entreprises, et le reste - si les Socialistes l'emportaient, dans l'union de la Gauche, l'économie de marché continuerait d'être la forme d'économie dans laquelle nous voudrions être. De même, si la planification avait joué le rôle, à mon avis prédominant qu'elle devait exercer, avons-nous posé le problème.
Et je me souviens d'un débat très riche, où je me souviens de l'apport de Rocard et Joxe, et c'était si intéressant que nous nous sommes situés comme des spectateurs intéressés... Et puis le Parti en tant que tel n'a pas apporté la conclusion. Eh bien, il faudra le faire. Est-ce que la synthèse est possible entre l'autogestion, la démarche Socialiste d'appropriation sociale, et l'économie de marché ? Est-ce que l'on peut définir une période de transition pendant laquelle ces trois chevaux marcheront ensemble, ou à peu près, sans disloquer l'attelage ? Si ce n'est pas possible, alors il faudra qu'après la Convention du mois de février de l'année prochaine nous le disions au pays, et que nous nous déterminions en faisant un choix qui amènera peut-être des révisions déchirantes.
Mais si nous y réussissons, alors, en prenant en compte - mais je ne vais pas faire un discours que vous allez entendre, que vous avez déjà entendu, où je serais moins habile que ceux, spécialistes, qui les font - en prenant en compte les réalités du vécu, la réalité quotidienne... (je connais la liste)... et j'ajoute qu'il y a de bien meilleurs orateurs que moi pour aborder cette page-là... Je reprendrai le discours d'un militant de base qui a une idée infiniment supérieure sur la façon de monter dans un autobus, de conduire les enfants à l'école... Pas de chance, il m'est arrivé de conduire les enfants à l'école, de monter dans un autobus...
Pour le reste, qu'est-ce qu'on va faire ?
Eh bien, reprenons un peu foi en nous, quoi !
La Gauche, c'est la base sociale de classe. Etes-vous d'accord ou n'êtes vous

pas d'accord ?
La Gauche, c'est une stratégie politique qui doit tendre à forcer les formations politiques de gauche à se retrouver quand il le faut, même quand elles ne veulent pas ! C'est cela, la Gauche.
La Gauche, c'est aussi - pardonnez-moi de vous le dire - un programme ou un projet décidé. Si le projet dont nous avons parlé ce matin est mis en oeuvre et aboutit, est-ce qu'il n'y a pas de quoi passionner les Socialistes, à condition de ne pas jouer double jeu entre nous, de ne pas faire semblant de croire que nos 180 000 militants vont bâtir le monde, en connaissant toutes les théories, et toutes les techniques, et tous les langages, ésotériques de préférence, comme les médecins ont un langage ésotérique pour que le malade ait confiance, comme les avocats ont un langage ésotérique pour que le client revienne, comme les techniciens ont un langage ésotérique pour qu'on croie qu'ils savent tout, comme l'Etat a un langage ésotérique ? Tous les moyens du pouvoir ont été énumérés par le Parti Socialiste, sauf un : les modes de langage qui permettent de s'enfermer dans la forteresse du savoir, dorée par tous les prestiges, afin de parler au nom de ceux que l'on fait semblant d'écouter !
Alors là, prenez garde, il y a dans le Parti Socialiste, de ce point de vue-là, une formidable distorsion avec la vérité, et je m'adresse à des Premiers secrétaires qui savent que je dis vrai, parce que telle est leur vie quotidienne à eux-mêmes, lorsqu'on les appelle à faire des réunions, où ils vont, après des résolutions de Conventions et de Congrès, et où ils trouvent le plus souvent le Secrétaire de la section, quand il n'est pas à la première communion des enfants ! Voilà.
Les relations avec le pouvoir, et j'en aurai fini.
Je dois vous apprendre que je suis allé voir le Président de la République. Vous le saviez ?... Bon.
Ai-je amorcé - ce sera ma conclusion - un virage de plus à droite ? Qui le suppose ?
J'ai parlé aussi clair que possible. Je pense cependant qu'il est important que le Parti Socialiste ne s'enferme pas dans une attitude de mauvaise humeur en étant de lui-même éloigné de tous les circuits dans lesquels se fait la vie de la nation.
J'ai dit au Président de la République que jamais le Parti Socialiste n'accepterait quelque avance que ce fut qui pût correspondre à une confusion ou un confusionnisme politique, ou à quelque acceptation que ce soit de toute action de l'exécutif national. Tout ce qui pourrait être la projection de l'exécutif, du gouvernement, de la majorité, le Parti Socialiste - tant que je serai aux responsabilités où vous m'avez placé - ne s'y associera pas.
J'ai dit au Président de la République qu'il avait tort, par contre - ou qu'il aurait tort - d'entretenir un clivage absolu dans des histoires de Commissions parlementaires... vous en avez entendu parler, avec le refus d'accorder des rapports à un Socialiste, parce qu'il ne serait pas un patriote assuré, dans le domaine de la défense nationale !
Oui, j'ai dit que nous nous associerions, non pas à la politique, mais à la démarche sur le plan international. Oui, il faut que le Parti Socialiste soit présent partout, mais qu'il dise avant, et qu'il dise après, ce qu'il pense de la démarche

Fondation Jean Jaurès

présidentielle ou gouvernementale, qu'il ait toujours sa liberté de langage, avant et après, de telle sorte que nous apparaissions comme ceux qui participent à la vie de la nation, sans aucune compromission avec le pouvoir, mais avec la légitime ambition d'employer nos hommes et nos femmes, quand ils en sont dignes, là où la nation - et non pas le pouvoir - a besoin de leurs services.
Voilà ce que j'ai dit.
Alors, j'ai entendu des critiques. Il fallait faire autre chose ? Est-il normal qu'il n'y ait pas un seul Socialiste qui puisse être directeur d'une Société nationale ? Est-il normal que les Socialistes soient écartés de tous les grands caps de l'Etat ? Est-il normal qu'il y ait ségrégation à l'E.N.A. ?... Elle ne se produit pas, quelquefois… on en entend parler. Et peut-on, à la fois, protester contre cette ségrégation, et en même temps affecter je ne sais quel splendide isolement, en disant que nous refuserions toute consultation ?
Celui qui vous parle, et ce sera, alors, cette fois-ci, la fin, est très libre de ses propos. Personnellement, je n'attends rien, je ne demande rien... que dis-je ! Je refuse tout ! Et je finirai, croyez-moi, mes jours sans décoration particulière.
Je parle pour le Parti. Moi, je veux que ceux qui le représentent se sentent capables, demain, de diriger l'Etat, d'animer la nation, et il faut qu'ils se forment aussi pour cela. Je ne considère pas ceux qui dirigent l'Etat comme des ennemis ; ce sont simplement les représentants de classes sociales qu'il faut écarter, auxquels il faut arracher leurs privilèges, auxquels il faut arracher des mains le système dont ils tirent les plus-values, c'est-à-dire le pouvoir. C'est tout. Après cela, ils sont dans la nation nos frères comme les autres, et soumis à la loi commune, dominés par le peuple des travailleurs.
Pardonnez-moi, j'ai parlé trop longtemps... Qu'est-ce que j'ai voulu, en vous parlant comme cela ?
Qu'on sorte un peu de cette désolante séance d'opéra-comique, où chacun répète les mêmes choses en croyant, parce qu'il lève le bras, insulter l'adversaire en une sorte de fausse Iliade... Enfin ! Sérieusement ! Regardons devant nous ! Nous sommes un grand parti, démontrons-le !
L'échéance du 10 juin 1979, nous sommes tout seuls devant la nation, nous pouvons faire la démonstration, si l'on arrive à exalter le peuple, qu'à travers une action d'un caractère particulier - l'Europe - nous pouvons être en France, de nouveau, le grand parti de l'espérance, sur des thèses que nous allons rédiger, mettre au point, tous courants confondus. À partir de là, si nous réussissons cette prochaine expérience - pourquoi pas ? - nous n'aurons plus les empêchements voisins - si nous y parvenons, eh bien ! Celui que vous aurez choisi pourra aller plus hardiment et plus tranquillement vers l'échéance qui suivra, qui ne doit pas aujourd'hui occuper nos esprits...
Elle occupe le mien, quelquefois... J'ai entendu avec peine et quelquefois avec douleur certains d'entre vous s'exprimer. Enfin ! Est-ce qu'ils ont l'impression que c'est dans ma nature d'être le mendiant de quoi que ce soit, et d'abord - comme un mendiant tend la main - de vous la tendre à vous ?
Je ne vous demande rien à vous non plus. Sachez-le.
Merci.

Fondation Jean Jaurès

(Vifs applaudissements prolongés)

Le président - La parole est maintenant à Bernard Constantin, pour 5 minutes, ensuite Jomain.

Bernard Constantin

Camarades, notre Parti, je crois, n'a pas montré une capacité de résistance suffisante face à l'offensive du Parti Communiste. Nous devons en tirer la leçon en approfondissant la ligne d'Epinay et en nous donnant les moyens de devenir le moteur de la dynamique unitaire.

L'échec électoral de la Gauche, malgré l'avancée indéniable du Parti Socialiste, peut quand même avoir un effet positif s'il nous incite à renforcer notre organisation et notre démocratie interne, à devenir une force de proposition crédible parmi les travailleurs, à devenir l'axe politique du front de classe majoritaire que nous devons rassembler.

C'est pour répondre à cette tâche qu'il faut poursuivre la construction de note Parti, sa transformation en un grand parti des travailleurs. C'est pour répondre à cette tâche qu'il faut donner la priorité à l'implantation et à l'organisation des Socialistes dans l'entreprise, parce que c'est là, sur les lieux de travail, que l'union trouve sa raison première et sa traduction la plus concrète et la plus vivante.

Certes, l'union sur les lieux de travail s'avère difficile avec nos partenaires Communistes, qui tolèrent mal qu'on leur députe ce terrain. Mais qu'importe, il ne s'agit pas de faire plaisir au Parti Communiste, il s'agit d'être présent là où il se trouve, là où sont les travailleurs, là où est, en définitive, notre place.

L'union suppose au minimum qu'on se rencontre, même si la rencontre est très souvent conflictuelle. Je ne crois pas que ce soit notre présence excessive, sur ce terrain que le Parti Communiste entend se réserver, qui ait mis l'union en péril. Je crois, au contraire, que là comme ailleurs - et là surtout - nos problèmes viennent plutôt de nos abandons que de nos conquêtes.

C'est vrai pour l'union, c'est vrai également pour les résultats électoraux. Nous l'avons vérifié à Paris où la priorité que nous avons donnée au secteur Entreprises n'a pas entravé, loin s'en faut, notre progression électorale.

Le Parti Socialiste, dans la Capitale, est devenu - c'est un événement - la première force électorale de gauche. Pour notre part, nous entendons poursuivre et accentuer notre effort dans les entreprises au-delà des 110 sections d'entreprises que nous comptons déjà et qui regroupent le tiers de nos adhérents.

Nous faisons les propositions suivantes, élaborées par une Conférence du secteur fédéral Entreprises, proposées à l'ensemble des sections de Paris et adoptées par la Convention fédérale du 27 avril à une très large majorité. Je ne vous lis pas l'ensemble de ces propositions, mais j'en dégage quelques points.

L'allocation du quart du budget d'intervention du Parti pour le secteur Entreprises est une base significative de cette volonté politique d'accroître notre implantation sur les lieux de travail. Le budget doit correspondre à nos choix politiques.

Fondation Jean-Jaurès

Un Secrétaire national de plein exercice doit avoir la charge de ce secteur.
Chaque G.S.E. national devrait, à terme, être doté d'un permanent.
Il se pose aujourd'hui, d'autre part, la nécessité d'une école de formation permanente du Parti, répondant à des objectifs précis. Parmi ceux-ci, des stages adaptés quant au contenu et au langage, et réservés en priorité aux militants d'entreprises, doivent être multipliés tant au niveau national que dans le cadre régional.
Le Parti doit privilégier, pour la réussite de cet engagement, la prise en charge financière des stagiaires.
Ainsi, des cycles réguliers doivent être institués et largement diffusés dans la presse de notre Parti, pour mesurer les avancées faites dans ce domaine.
Un autre objectif à satisfaire est celui de l'amélioration de l'information du Parti. Au stade de notre développement et compte tenu de la situation, le problème global de rendre plus efficiente l'information du Parti se pose. Le Parti Socialiste se doit de se poser très concrètement cette question pour pouvoir y répondre très clairement dans les mois à venir.
Dans ce cadre, la diffusion d'un quotidien national de masse est un élément qui serait très utile, et pas seulement pour les militants des sections d'entreprises.
Une conférence nationale Entreprises devrait être convoquée et se réunir sur deux jours dans les prochains mois, pour approfondir les axes de notre action et mettre en oeuvre les moyens locaux.
Une Commission nationale Entreprise, instance statutaire, devrait être constituée sans délai.
Enfin, dans tous les cas, des G.S.E. doivent être consultés avant toute déclaration publique, toute prise de position concernant les problèmes de leur branche.
Camarades, voilà quelques propositions concrètes qu'au nom de ma fédération je vous soumets. Je vous demande de ne pas considérer ces questions comme subalternes... mais le manque d'attention que vous apportez à cela me fait craindre que vous les considériez comme subalternes ! Elles ne sont pas subalternes. Elles sont essentielles, elles sont au cœur même de notre projet.
Je vous demande de ne pas vous contenter des paroles incantatoires que, trop souvent, nous avons l'habitude de prononcer à ce sujet dans notre Parti.
Il s'agit d'accorder notre pratique à notre discours, notre volonté à nos rêves. Il s'agit de démarrer le processus social de la construction d'un grand parti des travailleurs qui entraînera la Gauche unie enfin à la victoire, car elle gagnera, la Gauche, la Gauche des travailleurs.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jomain.

Jomain (Pyrénées Orientales)

Dans notre fédération, camarades, les Pyrénées Orientales, nous nous sommes efforcés de préparer cette convention de façon la plus démocratique possible, c'est-à-dire que nous avons adressé dans toutes nos sections un texte émanant du

Bureau exécutif qui n'était pas un texte de référence ou un projet de motion, mais qui regroupait un certain nombre de questions pour permettre aux sections de délibérer et lors de la conférence fédérale que nous avons tenue le 24 avril 1978, la majorité des sections du Parti a apporté des textes de contribution que nous avons réunis au sein d'une Commission de résolution dans un texte commun dont je voudrais donner rapidement lecture.

Je passe sur la première partie, puisqu'on en a parlé ce matin, il s'agit du fonctionnement du Parti, et nous rejoignons les conclusions qu'ont tiré certains camarades, en particulier Pierre Mauroy, à savoir donner davantage de participation aux militants dans la désignation des dirigeants, etc.

Sur le plan de l'identité du Parti Socialiste, celle-ci a pu paraître s'estomper au cours des derniers mois, dans la mesure où tout avait été sacrifié à l'union de la Gauche.

Le programme commun de gouvernement, qui a eu certes son effet mobilisateur jusqu'en 1977 et qui était un fait historique capital, n'a pas été suffisamment approfondi ; il est devenu progressivement une référence un peu fétichiste, brandie comme une panacée électorale.

Il aurait fallu lui donner un peu plus de chair, définir de façon moins technique, mais plus claire, un véritable projet de société capable de mobiliser les Français, non pas seulement sur des revendications quantitatives, mais sur des objectifs visant vraiment à changer la vie.

Notre Parti aurait dû réagir plus vivement et plus fermement contre la volonté des dirigeants du PC de pratiquer la surenchère et le détournement du programme commun de gouvernement vers une société de type bureaucratique - chiffrage Communiste de mai 1977, fixation du SMIC à 2400 F, allongement de la liste des nationalisations, ralliement sans conditions au nucléaire, abandon des projets novateurs sur la propriété des sols urbains et agricoles.

Notre parti aurait, avait pourtant là des propositions très originales, profondément décentralisatrices et autogestionnaires qui rompaient avec le mode de croissance et de consommation conditionné par le capitalisme.

Sur le plan de notre stratégie, à l'unanimité, les militants Socialistes des Pyrénées orientales rejettent tout retour à la social-démocratie, c'est-à-dire à l'acceptation de situer nos objectifs dans le cadre de la société capitaliste.

A l'unanimité également, ils pensent que seule une stratégie d'union de la Gauche, c'est-à-dire l'union de toutes les forces, politiques, syndicales, associatives, qui ont à souffrir de la domination des forces de l'argent, est possible pour l'avenir.

Bien sûr, parmi ces forces figure le Parti Communiste qui demeure pour nous, en tant que représentant d'une partie importante des forces sociales aspirant au changement réel, un partenaire nécessaire.

Certes, nous savons bien qu'elle est sa responsabilité écrasante dans l'échec de l'union. Pour des motifs sur lesquels les militants Communistes s'interrogent actuellement, les dirigeants du PCF ont voulu l'échec de la Gauche, ils ont tout fait pour cela.

Quelle qu'ait été d'ailleurs l'attitude du PS et de ses dirigeants, cela n'aurait

Fondation Jean Jaurès

d'ailleurs rien changé quant à l'issue du scrutin. Alors que la Gauche avait l'occasion historique de prendre durablement le pouvoir l'appareil du PCF a délibérément, cyniquement, mobilisé toutes ses forces, en attaquant sans cesse le Parti Socialiste et en développant la surenchère, pour que la Gauche ne gagne pas en mars 1978.
Mais cette "victoire" qu'elles ont remportée pourrait bien sonner le glas des tendances sectaires et staliniennes qui dominent encore la direction du PC.
Les exemples italien et surtout espagnol montrent bien qu'un parti Communiste, dont les structures et la mentalité restent marquées par le Communisme de guerre de 1920, peut, dans le cadre des démocraties occidentales, évoluer vers un parti ouvert, tolérant et inscrivant son action dans le respect des nécessaires et vivifiantes diversités du courant Socialiste.
En conclusion, le Parti doit se mobiliser, en surmontant l'amertume de la défaite pour reprendre partout l'offensive : sur les terrains de lutte, sur le plan de la démocratie, au sein du mouvement Socialiste. C'est à notre parti, en liaison étroite avec toutes les autres forces populaires, d'être le fer de lance de la construction d'une société, en rupture avec le capitalisme et abordant audacieusement un type de rapports économiques et sociaux où l'homme ne sera plus un exploité ou un assisté, mais, au sein d'une collectivité fraternelle, l'acteur de son destin.
Ce texte a été voté à l'unanimité dans la fédération et nous avons vécu ce combat électoral comme une déception bien sûr, mais pas comme une défaite, car à cette occasion nous avons mobilisé l'ensemble des militants tel qu'on ne l'avait jamais fait dans le passé et dans un département où le Socialisme avait pris l'allure d'Alduy ou d'Arthur Conte, c'était encourageant pour l'avenir de voir cette mobilisation dans le département et nous avons fait 12 sections nouvelles.
J'engage à reprendre l'offensive. Le PC n'a plus ni stratégie, ni programme crédible, à nous d'être présents sur le terrain et d'être le fer de lance de la construction du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Delmas ?

Pierre Delmas (Dordogne)

camarades, la fédération de la Dordogne a organisé une large consultation des sections ; plus des deux tiers des militants ont participé à cet effort de réflexion collective dont on peut tirer la conclusion suivante :
Nous sommes tout d'abord persuadés que la désunion qui a suivi les élections municipales a fait perdre toute crédibilité à un gouvernement de gauche. C'est la désunion qui a été sanctionnée et non la stratégie d'Epinay.
Les partis de gauche ont gagné les cantonales de 1976 et les municipales de 1977 grâce à la dynamique de l'union, mais aussi parce qu'à ce niveau l'accord est toujours plus facile entre partenaires et que les choix électoraux se posent plus alors en terme d'acte social : amélioration du cadre de vie, qu'en terme

politique, conquête du pouvoir d'Etat et remise en cause des privilèges économiques et sociaux.
On peut également penser que les Français restent encore en majorité fidèles à un comportement historique qui fait qu'ils sont à la fois contestataires et légalistes, éternels rouspéteurs et bons contribuables, ce qui les conduit tout naturellement à souhaiter le changement et à assurer la continuité, à renforcer les contre-pouvoirs pour ne pas avoir à changer le pouvoir.
Nous sommes ensuite unanimes à estimer que le Parti Communiste porte une responsabilité historique écrasante dans l'échec de la Gauche, tout cela, parce qu'il ne veut pas participer au pouvoir, mais seulement détenir le pouvoir.
Sa nature et son caractère dogmatiques les conduisent à penser, comme l'a écrit très justement Guidoni, qu'un Socialisme dont il ne définit pas les normes n'est plus le Socialisme, qu'une gauche qu'il ne domine pas n'est plus la Gauche.
Il a donc préféré la rupture de l'union et la défaite plutôt que d'assurer une position dominante du PS au gouvernement et dans le pays.
De là sa nouvelle tactique tendant, dès 1976, à refuser l'action unitaire à la base, à s'opposer par CGT interposée aux luttes unies Parti/Syndicats, puis tout naturellement à remettre en cause le programme commun de gouvernement.
Le chantage aux désistements et l'accusation de double langage et de virage à droite lancés contre le Parti Socialiste sont autant de preuves de la volonté délibérée du Parti Communiste de provoquer l'échec de la Gauche pour les raisons précitées, mais peut être aussi par peur de l'eurocommunisme.
Le Parti Socialiste pour autant n'est pas totalement exempt de responsabilités. Le suivisme qu'il a pratiqué par rapport au PC surtout depuis septembre 1977, le SMIC à 2400, en est un exemple, l'a fait passer aux yeux de beaucoup comme ayant une position ambiguë, due en grande partie à un manque de fermeté par rapport au Parti Communiste.
Notre manque de rigueur du fait des déclarations contradictoires de certains de nos responsables, notre souci excessif d'honnêteté et de probité qui nous a conduits à faire une campagne trop digne et trop courtoise, notre manque d'agressivité face à la Droite, sauf pendant les huit derniers jours ont fait que notre campagne manquait de dynamisme et de mordant.
Notre action et notre langage ne nous ont également pas permis de toucher certaines catégories de citoyens, les jeunes en particulier, insensibles aux discours politiques traditionnels, et dont les aspirations ne sont pas suffisamment prises en compte par les grands partis de gauche, ce qui explique probablement le taux d'abstentions élevé enregistré chez les jeunes.
Il faut dire aussi que pris dans le carcan du programme commun et obnubilés par le souci de ne rien faire qui puisse envenimer la polémique avec le PC, nous n'avons pas assez affirmé notre identité, pas assez insisté sur notre projet autogestionnaire, sur la décentralisation, sur les réformes capitalistes.
Notre crainte d'effrayer les classes moyennes nous a également conduits à taire notre volonté de rupture avec le capitalisme, ce qui a été très bien perçu par ce jeune qui a dit à un de nos candidats pendant la campagne : "On a besoin d'un grand dessein, d'un grand souffle, vous nous proposez un programme

d’assistante sociale".
Enfin, pris sous les coups convergents de toutes les autres formations politiques, en but à une campagne de dénigrement savamment orchestrée par le pouvoir, par le patronat, la grande presse et les milieux financiers, nous n’avons pas eu les moyens humains suffisants pour déclencher un puissant mouvement d’opinion qui nous aurait permis d’emporter tous les obstacles.
Nous avons résisté, nous avons gagné une bataille, c’est déjà remarquable, dans des conditions, mais nous n’avons pas pu gagner la guerre.
Quelles sont donc les conditions de la victoire future ?
Tout d’abord, une évidence historique : la division des forces populaires s’est toujours soldée par la défaite de la Gauche. Donc, la Gauche ne l’emportera demain que si elle est à nouveau capable de s’unir.
Autre évidence actuelle : l’échiquier politique est tel qu’il y a un double blocage qui assure le maintien des forces conservatrices au pouvoir.
Premier blocage dû au fait que la Gauche ne sera crédible que lorsque le P.S. occupera véritablement une position dominante au sein de l’union.
Deuxième blocage, qui subsistera tant que l’évolution du Parti Communiste ne le conduira pas à admettre que la condition nécessaire de la victoire de la Gauche passe par une forte progression du P.S.
Il est donc nécessaire de tout faire pour faire sauter ces 2 verrous et la solution passe nécessairement par l’affirmation de l’identité Socialiste, l’adoption d’un projet mobilisateur, le développement de la démocratie interne.
Pour ce faire, il ne suffit pas d’affirmer que nous voulons changer la société, il faut dire aussi nettement, clairement pourquoi nous voulons la changer et comment nous la changerons.
Il sera donc nécessaire de mettre en concordance nos propositions pratiques avec nos affirmations théoriques.
Nous l’avons fait pour les municipales et nous avons gagné.
Il faudra faire également un effort considérable de pensée et de langage, pour proposer un projet qui réponde véritablement à la volonté profonde de changement et au besoin de démocratie qui s’affirment de plus en plus.
Le Parti Socialiste devra être plus Socialiste, plus novateur, et beaucoup plus critique à l’encontre de la société libérale.
Notre projet doit dégager en particulier quelques grandes idées mobilisatrices et définir les moyens de les réaliser. Il doit pouvoir répondre aux questions suivantes : comment rompre avec la société capitaliste ? Comment régler dans la pratique le difficile problème de l’autogestion ? Comment changer véritablement la vie dans la cité, dans l’entreprise, dans la famille ? Comment assurer pleinement à tous les individus le droit à l’instruction, le droit au travail, le droit à la santé, le droit aux loisirs ?
Autant de questions auxquelles nous devrons apporter des réponses nouvelles, en tenant compte des données culturelles, car tout passe en premier par une véritable révolution culturelle, qui remette fondamentalement en cause la situation dans laquelle nous sommes aliénés, à l’école, dans l’entreprise ; en un mot, repenser profondément la qualité de la vie.

Contribution Jean Jaurès

Nous devons approfondir aussi les thèmes de la coopération, de la vie associative, en prévoyant notamment la consultation des associations pour toute décision concernant les problèmes de leur compétence.
Pour présenter ces choix, nous devons trouver une formulation simple et à la portée de tous. De grâce, camarades, ne parlons plus aux Français comme s'ils étaient tous diplômés de Sciences Pô ! Plaçons-nous aussi en permanence à l'écoute des jeunes et des travailleurs.
Mais une condition essentielle de la victoire de la Gauche, c'est qu'il y ait un P.S. fort, un P.S. qui applique en son sein les pratiques autogestionnaires, qui développe au maximum la démocratie interne, en organisant par exemple des référendum sur les grands problèmes nationaux et internationaux, qui démontrerait un nouveau type de fonctionnement donnant en permanence la parole aux militants.
La pratique autogestionnaire passe bien évidemment par le développement de l'information et de la formation, en prévoyant par exemple dans tous les cas une indemnisation totale pour les stagiaires de condition modeste.
Un parti qui se dote rapidement de règlement intérieur, et en reprenant les propositions faites par Pierre Mauroy, et en y ajoutant aussi les dispositions nécessaires à l'exercice d'un véritable contrôle des élus.
Le P.S. est aujourd'hui à l'écoute de sa base et du pays, nous nous en réjouissons. Il doit y avoir ensuite un temps pour la synthèse, en précisant bien toutefois que celle-ci implique pour tous une rigueur fondée sur le respect des droits et des devoirs pour tous les responsables, quel que soit le courant auquel ils appartiennent. Car nous pensons qu'un refus systématique de la synthèse risquerait de provoquer un complexe de minorité, un repliement sur soi de l'opposition, et par-là même de figer les positions au sein du Parti.
Ceci étant dit, nous condamnons vigoureusement certaines déclarations du CERES, dans les mesure où elles continuent d'alimenter l'anti-Socialisme primaire du Parti Communiste ! C'est ainsi que le paragraphe de la contribution du courant 2 rendu public, qui accuse nettement notre Direction nationale de pratiquer une politique droitière, va à l'encontre du souhait unanime des militants de ne rien faire qui puisse entraîner l'évolution du P.C.
Ce ballon d'oxygène, camarades, offert à l'appareil Communiste au moment où il est contesté par une partie de sa base, est un véritable coup bas porté au Parti Socialiste et à la Gauche tout entière !
N'oublions pas, camarades, qu'il est avant tout nécessaire de définir une nouvelle pratique de l'union, que celle-ci doit se développer à la base, et que le P.S. doit y affirmer sa capacité d'expression et son autonomie.
La prise du pouvoir se fera par la base et non par le sommet. Le développement - et j'en termine - et la victoire de l'union des forces populaires passent nécessairement par une position plus forte et par des propositions plus ambitieuses du P.S. mais aussi par la redéfinition de la place des partis, des syndicats et des associations à l'intérieur du front de classe. Elles passent aussi par l'affirmation que le Parti Socialiste est prêt à assurer la direction politique du nouveau front populaire. La décision nous appartient aujourd'hui, camarades.

Créons ensemble dans l'unité, par l'imagination et par la rigueur, toutes les conditions de la victoire !
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement pour dix minutes.

Raymond Douyère

Jean-Pierre Chevènement vient de me donner l'occasion de débuter. En effet, tu nous as dit qu'il n'y avait pas eu une ligne de Nantes et que tu n'étais pas encore en accord avec François Mitterrand lorsqu'il disait qu'il y avait eu une ligne d'Epinay.
Je te rappellerai simplement que le courant 2 à Nantes en rapportant, avait dit qu'il y aurait une dérive sociale-démocrate du Parti, avec la politique qu'il mènerait, et il m'apparaît que cette dérive n'est pas arrivée car si nous avions eu vraiment une dérive social-démocrate je ne vois pas pourquoi les Français qui, apparemment, ont plutôt voté à droite, n'auraient pas voté pour nous !
Mais moi, je crois franchement que, l'ensemble de ma fédération le pense aussi, l'échec fondamental de la Gauche provient du Parti Communiste, et pourquoi provient-elle du Parti Communiste ? Tout simplement parce que le Parti Communiste, en profondeur, n'a pas changé. Il évolue, mais il n'a pas changé, et si l'on reprend effectivement comme le rappelait Jospin, le rapport de Georges Marchais, il apparaît bien que le Parti Communiste était décidé à admettre la supériorité électorale du Parti Socialiste, à condition bien sûr qu'il en ait la domination idéologique !
Mais à partir de ce moment-là, s'il admettait notre supériorité électorale, c'est que les Français en même temps acceptaient notre domination idéologique et donc, notre conception du rassemblement des Français à l'intérieur du front de classe, et il est bien certain que dans les décennies qui vont venir, le véritable débat à l'intérieur de la Gauche se placera entre notre conception du front de classe et la conception du Parti Communiste de l'union du peuple de France.
A ce titre, je demande aux camarades qui pensent que le Parti Communiste, même au travers de ses contestataires, évolue, de regarder attentivement les 3 articles qui ont été faits par Althusser, et vous relirez que si Althusser demande un peu plus de démocratie à l'intérieur de son parti, il admet encore le rôle dirigeant du Parti Communiste et le rassemblement des différentes couches sociales autour du noyau dur constitué par le Parti Communiste.
En fait, il ne récuse aucune des thèses qui jusqu'ici étaient conduites par le Parti Communiste.
Quelque chose qui n'apparaît pas, qui n'a pas été dit et qui, moi, m'a beaucoup frappé, c'est que la C.G.T., dernièrement, qui à des titres divers quand même est un peu dans la mouvance du Parti Communiste, admet maintenant ce qu'elle a toujours réfuté, c'est à dire une politique contractuelle, c'est à dire qu'en fait, et le Parti Communiste le sait, la C.G.T. vraisemblablement ne souhaite pas parvenir à un accord avec le Parti Communiste, pour parvenir au gouvernement, mais vraisemblablement leur choix est celui du ghetto. Ce qui fait que notre

débat, le débat fondamental que nous aurons à mener, est bien de montrer que si le Parti Communiste se transforme dans sa réflexion idéologique.
Si le Parti Communiste admet que notre raisonnement du rassemblement des Français, dominé par le front de classe, est la bonne solution, les choses progresseront pour le Parti Communiste, pour le Parti Socialiste et pour l'ensemble de la Gauche.
Ceci doit nous conduire bien entendu à ce que le Parti Socialiste, en tant que tel, se dote d'une structure suffisamment importante pour développer nos thèmes. Et je crois que dans ce sens, il faudrait que le Parti Socialiste parvienne très rapidement, non pas simplement à avoir 20 000 ou 30 000 militants de plus, mais carrément à doubler ses effectifs pour pouvoir justement partout être présent sur l'ensemble des terrains de lutte.
Ensemble, sur les terrains de lutte et l'élaboration que nous mènerons conjointement des différents projets qui pourront actualiser notre programme Socialiste de 1972, nous permettrons de mieux connaître leurs préoccupations, et je suggère, c'est une simple suggestion, que soient organisées des Conventions régionales permettant à l'ensemble des militants de réfléchir au niveau des régions à ce que doit apporter ce nouveau programme Socialiste.
En effet, nous disons dans nos discours que nous sommes régionalistes ; voilà une bonne occasion de montrer que notre réflexion peut se faire au travers des structures régionales.
De la même façon, il me parait qu'il serait intéressant, dans la transformation de l'organisation du Parti, en dehors des propositions faites par Pierre Mauroy, que soient établis à côté du secrétaire aux fédérations, des postes pour un certain nombre de camarades, secrétaires régionaux, qui, avec lui, pourraient participer à la vie régionale du Parti et animer cette vie régionale sur des mots d'ordre que le Parti donnerait sur le plan régional.
Je terminerai très rapidement en disant que parmi un certain nombre d'actions que nous pourrions mener en tant que Parti Socialiste, en dehors de l'action de propagande, du recrutement intensif, serait de mettre en accord aussi non seulement sur le plan régional mais au travers du discours que nous faisons, nos actions concrètes avec nos propositions. Exemple ? Quand nous affirmons qu'il existe une distorsion considérable entre les revenus des Français, entre ceux qui paient très peu et ceux qui paient beaucoup.
Nous avons fait à ce propos une proposition de loi disant qu'il fallait afficher l'imposition des Français pour que ceux qui ne sont pas encore convaincus de cet état de chose puissent l'être. Eh bien, le Parti Socialiste pourrait prendre l'initiative de ramasser avec ses sections l'ensemble de ces feuilles d'imposition au niveau départemental et de les publier largement.
action basiste, direz-vous, certes, mais qui ferait peut-être toucher du doigt à tous ceux qui ne sont pas encore convaincus de ce large éventail d'inégalités en France, que ces inégalités existent et que si nous souhaitons, nous Socialistes, les réduire, c'est parce qu'elles existent véritablement, parce qu'encore certains d'entre eux n'en sont pas encore convaincus.

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à Oehler, pour cinq minutes.

Jean Oehler (Bas Rhin)

Un des nombreux ouvriers de notre Parti, et je ne dis pas cela en ironisant parce qu'il y a un grand nombre d'ouvriers dans notre Parti, seulement ils ne sont pas ici aujourd'hui !

Ma fédération m'a demandé, naturellement en me contrôlant... (rires)... d'intervenir sur la démocratie du Parti. Quand on n'a plus rien d'autre à dire dans le Parti, on parle de démocratie.

Donc, je ne voudrais pas intervenir longuement là-dessus presque pas du tout ; c'est pour la simple raison que Mauroy ce matin a proposé une convention pour discuter sur le problème du règlement intérieur ; ce n'est donc pas la peine d'amener une discussion aujourd'hui qui viendra à la fin de l'année.

Mais, quand j'entends ce que Mauroy a proposé : 2 conventions et un Congrès en l'espace d'un an, je me demande quel temps il nous restera pour faire des actions extérieures ! C'est surtout là-dessus que je voudrais intervenir.

Je ne ferai pas la conclusion de l'histoire des élections des 13 et 19 mars ; c'est du passé, camarades, il faut aller un peu plus en avant.

Le Parti Socialiste et l'union de la Gauche n'ont cette fois encore pas accédé au pouvoir ? Il faudra en tirer toutes les leçons. D'ores et déjà, il en est une qui s'impose nous ne pouvons plus nous abriter derrière l'urgence d'une campagne électorale et les contraintes du genre : il faut suspendre davantage notre action militante d'implantation sur le terrain. Il nous faut changer de rythme et inscrire notre action dans la durée ; la définition d'objectifs politiques, progressivement atteints et réalisés, par une action constante et tenace, est la condition de notre volonté politique de faire passer la volonté de changement au cœur de la population laborieuse de notre pays.

Cela veut dire des objectifs adaptés et une ossature permettant un travail persévérant.

S'il ne peut être question d'une autre stratégie de l'union de la Gauche, nous devons prioritairement développer notre Parti et sa capacité à unir les travailleurs sur ses propositions.

Il est temps que tous les Socialistes comprennent que l'union est un combat et non une simple affaire de sentiment. C'est pourquoi nous devons être de plus en plus un parti d'action, nous ne voulons pas non plus nous contenter de discours et de parler de convention et de Congrès.

Le Parti a élaboré des propositions, il faut les faire connaître, les populariser. Il faut développer la présence de tous les militants sur tous les terrains, en particulier les élus ne doivent pas se préoccuper seulement de bien gérer mais aussi d'être les représentants des populations en lutte.

Et là je m'en réfère à ce que Pisani m'a dit ce matin, camarades : « Je fais partie du Parlement européen, donc, étant donné qu'il y a souvent des sessions à Strasbourg, je serait très souvent à la disposition du département ou de l'Alsace pour mener des débats ». J'invite les autres élus qui sont au Parlement européen à faire la même chose parce qu'il faut qu'on profite de la présence des

parlementaires européens. En tant qu'élus Socialistes ils doivent exprimer les idées et les propositions Socialistes.
D'autre part, le Parti doit se manifester chaque fois qu'il se passe quelque chose, mais il doit aussi créer l'événement, dans les quartiers, dans les villages, et dans et devant les entreprises.
Les militants doivent s'implanter dans les associations et dans les syndicats. En tant que Premier Parti de la Gauche, il nous faut accroître notre recrutement populaire, en aménageant un peu notre barème de cotisations. Car, je viens à ce sujet, notre fédération ne vit pratiquement que sur les cotisations. On a un budget de 16 millions d'anciens francs qui provient uniquement des cotisants, qui représentent 600 adhérents.
Il faut voir le taux de cotisation qu'il y a dans notre fédération. Je demande qu'au niveau national on réfléchisse sur le problème de cotisations pour permettre aux bas salariés d'adhérer à notre parti.
L'immense effort de formation en cours devra être encore amplifié. Il devra permettre aux travailleurs de s'exprimer et d'exercer leurs responsabilités au sein du Parti, ce qui se traduira par des adhésions toujours plus nombreuses de travailleurs et mettra le Parti plus à l'écoute de leurs aspirations.
Cet effort déterminé suppose aussi des moyens d'étude, d'analyse, pour arrêter nos choix, connaître les enjeux, et conduire l'action.
Ce travail d'information et de proposition est également vital. Il nécessite que nous soyons constamment présents, que nous ayons constamment présente à l'esprit notre responsabilité de militants Socialistes, donc contribuer à l'analyse des réalités économiques, sociales et politiques, prendre la mesure des luttes contemporaines, élaborer, renouveler ou parfaire les propositions du Parti, pour approfondir la stratégie de rupture avec le capitalisme et la mise en oeuvre d'une société autogestionnaire, pour donner une consistance nouvelle à l'union de la Gauche, pour élargir le front de classes, pour augmenter à terme le poids électoral des Françaises et des Français, fédérés sur notre projet de société.
Notre objectif doit donc être le renforcement de l'identité du Parti Socialiste pour que notre Parti devienne réellement un parti de masse.
Merci, camarades, de m'avoir écouté.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gisèle Charzat.

Gisèle Charzat

Les femmes ont une nouvelle fois donné un sursis à la Droite sur le plan électoral. Pourtant, paradoxalement, la lutte pour l'égalité des femmes est parvenue à un stade qui est inégalé, de maturité dans le pays. Qu'il s'agisse de la place qu'elles prennent dans la défense de leurs droits spécifiques, ou de la place qu'elles occupent dans le combat contre la société capitaliste, contre les conséquences de la crise, comme par exemple c'est le cas pour les travailleuses de l'usine Saint-Joseph.
Sans doute, il y a un décalage entre la prise de conscience de l'exploitation, de

Fondation Jean Jaurès

l'oppression, et sa répercussion sur le comportement politique, notamment électoral, et ce décalage, il est peut-être inévitable.
Mais le rôle d'un parti comme le notre ne consiste-t-il pas justement à faire coïncider la révolte des femmes avec leurs opinions politiques ? Cette tâche est à la fois d'ordre interne et d'ordre externe.
Sur le plan interne, la Convention du Parti Socialiste sur les droits des femmes a constitué une avancée incontestable. Il y a eu des débats dans les sections, dans les fédérations. Cependant, les faits positifs de cet événement ont été malheureusement stérilisés par le spectacle donné par le nombre dérisoire de femmes candidates ; avec près de 3 millions 1/2 de femmes qui ont voté pour le Parti Socialiste il n'y a qu'une seule femme député, et cela, c'est aussi un symbole, disons peut-être même un symbole très frappant.
Dès lors, la solution consiste-t-elle à créer un super-groupe en jouant sur la sensibilité écorchée des militantes, pour brandir la menace d'un courant en marge? C'est tout le contraire que nous devons être capables d'assumer. Et c'est là que nous retrouvons le problème de notre rayonnement sur l'extérieur. C'est par notre présence sur le terrain, partout où les femmes sont écrasées par la surexploitation capitaliste, et par l'oppression patriarcale, que nous devons nous manifester.
Il nous faut recruter parmi les femmes massivement, pour être capables de répondre à leurs aspirations, et corrélativement pour que, par leur nombre et par leur présence militante, la place des femmes devienne une réalité incontestable.
Nos objectifs ne doivent pas consister à créer un syndicat à vocation limitée, mais à définir, pour le Parti Socialiste, une ligne conséquente avec le Socialisme autogestionnaire.
Cela passe notamment, selon moi, par trois points :
Premier point : la priorité de l'implantation du Parti Socialiste parmi les travailleuses exploitées, les travailleurs, et par l'encouragement systématique des groupes et sections d'entreprises, là où les femmes sont nombreuses. Ensuite, par une liaison confiante, privilégiée, non-récupératrice, notamment avec la vie associative, notamment les groupes de quartier, et d'une manière générale, dans toutes les structures d'accueil où peut s'exprimer l'aspiration à la transformation des rôles sociaux, dans la famille et dans la société.
Enfin, une aide particulière apportée à la formation des femmes, non pas seulement par l'expression orale, mais surtout par une formation, par une information, leur permettant une insertion dans un univers politique qui, il faut bien le dire, leur est hostile.
En définitive, ce n'est qu'avec une volonté politique résolue, que pourra être enfin dépassé le problème des garanties, certes encore aujourd'hui nécessaire, grâce à une organisation Socialiste de masse, dans laquelle les femmes pourront prendre toute leur part.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Heyraud, pour 5 minutes.

Collection Jean Jaurès

Heyraud (Haute-Loire)

Chers camarades, comme partout dans le pays, l'échec de la Gauche a été durement ressenti dans ce département de la Haute-Loire que je représente ici, tant par nos électeurs que par les militants. Il l'a été d'autant plus durement que nous avons perdu un siège de député acquis de justesse aux partielles de 76.

Bien sûr, il n'est pas question de m'étendre sur des circonstances locales qui ont contribué un peu à cet échec, mais il nous parait intéressant d'analyser les effets dans deux départements tels que le Cantal et la Haute-Loire, particulièrement conservateurs, de causes nationales, voire internationales, de cet échec, pour en tirer les leçons de l'avenir.

Hormis quelques notables nostalgies de la 3ème force, la masse des militants est consciente que la stratégie d'union de la Gauche définie à Epinay est la seule voie pour notre Parti. Ils ont éprouvé comme une sorte de soulagement à la lecture du passage de la lettre de François Mitterrand affirmant qu'il n'était pas question de revenir sur ce choix. Cependant, le problème reste entier, de définir des relations nouvelles avec le Parti Communiste, afin de ne plus subir de sa part les pressions et les attaques dont nous avons fait l'objet depuis le 23 septembre.

Grâce à ces attaques, nous avions perdu toute crédibilité quant à notre capacité de gouverner ensemble. Aussi notre objectif doit-il être de tendre vers le renforcement de notre Parti par rapport au P.C.

Mais pour cela il faut rendre le Parti lui-même crédible aux yeux de l'opinion. Car je ne voudrais pas que nous nous fassions d'illusions, au cours d'une campagne électorale, je me suis aperçu que souvent nous n'étions pas crédibles.

Eh bien, pourquoi ? Parce que jusqu'aux élections le programme commun est souvent apparu comme un carcan, à la fois trop contraignant et trop vague. Mais au sein du P.S., ces interprétations différentes (voir chiffrage par exemple) ont permis à la Droite, qui d'ailleurs n'avait pas de programme, de nous démolir facilement. Et s'il est indispensable d'établir un projet Socialiste cohérent, élaboré en fonction de besoins définis, il doit affirmer notre résolution ferme de rupture avec le capitalisme. Encore que l'on puisse parfois se poser la question de savoir- si le peuple français, au fond de lui-même, a tellement envie de rompre avec le capitalisme.

Il devra prendre en compte les problèmes de toutes les catégories socioprofessionnelles, et pas seulement ceux de la classe ouvrière et des salariés. N'oublions pas que nous avons perdu les élections parce que les paysans, les commerçants, les artisans, n'ont pas eu suffisamment confiance en nous.

Aux premiers, il faut apporter des propositions qui tiennent compte des réalités européennes. Aussi devons-nous ouvrir d'urgence un dialogue avec nos partenaires Socialistes européens, afin de définir une véritable politique agricole commune. N'oublions pas à ce propos l'échéance du 10 juin 1979.

Cette réalité s'impose avec d'autant plus de force après les échecs successifs du gouvernement et de M. Méhaignerie à Bruxelles.

Ensuite, il faut en informer les milieux ruraux et se donner enfin les moyens de cette information, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Quant aux seconds, artisans, commerçants, pendant la campagne électorale ils se

sont demandés à quelle sauce ils seraient mangés en cas de victoire de la Gauche. Aussi faut-il définir clairement notre position par rapport aux grandes surfaces, au petite commerce, à l'artisanat, et notamment au milieu rural.
Dans cette optique, le contenu et la vie que nous voulons donner à l'autogestion devraient être approfondis et précisés. Notre volonté de décentralisation, clairement affirmée, doit être assortie de propositions précises concernant la politique d'aménagement du territoire et du développement équilibré des régions, et notamment celles économiquement sous-développées.
Depuis les élections nous n'apparaissons pas à mon sens plus crédibles. Vu de l'extérieur et même de l'intérieur nous nous présentons comme divisés en courants, tendances, sous-tendances, sensibilités... que sais-je encore !
Je vais conclure. Depuis longtemps j'avais attiré l'attention de certains responsables, de nos responsables, sur la nécessité d'une plus grande cohésion. Le Monde, Le Matin, Le Nouvel Observateur, n'arrive pas partout au fin fond de nos provinces, et surtout les militants ne se sentent pas obligés d'acheter ces journaux pour connaître la pensée de nos dirigeants nationaux.
De ce point de vue, nous nous sentons au moins aussi "pedzouilles" que nos camarades du Puy de Dôme.
Alors, les militants de la Haute-Loire m'ont chargé d'insister sur ce fait que nous sommes tous des Socialistes, que nous devons élaborer ensemble le projet Socialiste et que chacun a le droit et le devoir de s'exprimer à l'intérieur du Parti et de la presse du Parti.
Une fois élaboré et adopté, ce projet doit être défendu par tous, sans arrière-pensées, sans interprétations particulières ici ou ailleurs.
Sachons tirer les leçons d'un échec. La Droite nous a battus parce que le Parti Communiste a provoqué la division de la Gauche, mais aussi parce que nous sommes apparus comme étant divisés aux yeux de l'opinion entre nous.
Alors, mes camarades, deux mots devraient à mon sens dicter notre action à venir : crédibilité et cohésion.
(Applaudissements)

Le président - Christiane Mora pour 5 minutes, ensuite Michel Rocard.

Christiane Mora

Mes chers camarades, nous sommes en train de faire le bilan politique de ces derniers mois.
Je voudrais d'abord remarquer que ce bilan n'est pas simplement électoral et que les résultats politiques d'un parti, surtout comme le nôtre, doivent s'apprécier aussi au recrutement passé, présent, et à venir.
En définitive, les éléments de ce bilan, qu'il soit électoral ou qu'il soit politique - au sens de développement du Parti - sont le résultat - est-ce qu'il faut le rappeler ? - de l'action quotidienne et de la présence de notre Parti tout le temps. Nous ne sommes pas de ces organisations qui ont une attitude et une pratique pendant tout le temps, et une autre pendant les élections !
Alors, J'entends beaucoup et je lis depuis plusieurs jours que nous cherchons à

développer l'identité du Parti. Je le dis d'ailleurs sans aucune ironie, il y a des camarades qui l'ont dit et qui l'ont répété - mais je me demande un petit peu quelquefois si un militantisme excessif ne fait pas perdre de vue des réalités très simples.

Moi, J'ai compris que, depuis des années, et notamment quand même depuis ces derniers temps, nous avions mis au point et bien éclairci l'identité du Parti, au point que dans les stages de formation nous rappelons qu'elle est constituée de trois termes, très grossièrement : le front de classe, l'union de la Gauche, l'autogestion.

Alors, si certains d'entre nous et d'entre vous ont le sentiment que nous avons besoin de développer encore l'identité de notre Parti et de la faire connaître, c'est peut-être que certains des aspects des trois termes de cette identité n'ont pas été suffisamment développés, de-ci, de-là, au niveau national ou au niveau régional, par les uns et les autres.

Passons rapidement sur le problème de l'autogestion, car je crois que nous ne donnons pas - à aucun niveau - beaucoup d'exemples de pratique autogestionnaire à l'heure actuelle. Je m'en tiendrai simplement aux problèmes d'union de la Gauche et du front de classe.

Quant à l'union de la Gauche, et cela m'a beaucoup frappée dans la campagne, aussi bien dans les réunions que nous avions ici, au niveau de la direction internationale, que dans ce que je pouvais voir des réunions que je faisais chez moi et ailleurs, nous avons considéré pratiquement comme nul et non avenu le texte de notre Convention de mai 1975, ce qu'on a appelé longtemps le rapport Jospin, c'est-à-dire le texte qui faisait loi, pour notre parti, sur les rapports entre Parti Socialiste et Parti Communiste, car si ce texte, nous l'avions pris pour autre chose que pour un document théorique, si nous avions considéré que, dans la campagne électorale de cette année, c'était un devoir presque moral de fournir aux auditeurs, aux électeurs, ces explications fondamentales, eh bien ! Il me semble que nous nous poserions moins de problèmes sur notre identité !

Mais nous avons trop, d'un côté, ce genre de textes, qui sont doctrinaux, théoriques, et puis, d'un autre côté, rien dans la campagne électorale.

Pourtant, lors du Comité directeur de début octobre dernier, lors de la Contention de novembre, combien de nos dirigeants nationaux - parmi eux le Premier secrétaire, mais pas lui seul - nous ont dit : "Mes chers camarades, il faut accepter d'aller à l'échec !"

Nous avons été mis en garde, nous devions savoir que l'attitude du Parti Communiste était telle qu'elle ne pouvait pas nous conduire à autre chose qu'à cette situation. Et nous avons voulu souvent, tous - moi comme d'autres, sans doute - nous bercer d'illusions.

Est-ce que je n'ai pas trop lu dans la presse - je vise un peu plus certains dirigeants nationaux, parce que comme les journaux répercutent leurs propos, ils sont la cible - pendant tous ces mois de campagne, des déclarations du genre : "Mais, de toute façon, il y aura un accord avec le P.C." ? Alors, les braves gens que je rencontrais le lendemain, que se disaient-ils, et je suis sûre qu'ils vous l'ont dit à vous aussi ? « Comment ? Le P.C. vous tape dessus, vous avez des

divergences fondamentales, et vous, Socialistes, vous répétez : de toute façon il y aura un accord avec le Parti Communiste ? »
Alors, je dis que, sur ce plan de la conception de l'union de la Gauche, je ne pense pas que nous nous soyons servis correctement des instruments politiques que notre Parti nous avait mis entre les mains.
Quant au front de classe, il y a un point qui est clair. Nous avons maintenant un électorat Socialiste qui est beaucoup plus diversifié sur le plan social qu'il ne l'a jamais été. Je voudrais ici renvoyer au rapport qui a été joint, au plan électoral, à celui de Pierre Mauroy - le rapport écrit - qui montre à l'évidence, si nous ne le savions pas, que désormais l'électorat Socialiste est un électorat fortement implanté dans les couches salariées modestes sans doute pas assez, et c'est pourquoi nous n'avons pas gagné suffisamment sur le Parti Communiste, mais à partir du moment où nous avons cet électorat diversifié, cela veut dire une chose importante, cela veut dire, par rapport au Parti Communiste, par rapport à la Droite, et peut-être par rapport à certains des Socialistes, que nous ne sommes pas le Parti des classes moyennes, que nous ne sommes pas le Parti d'une élite des travailleurs ou de la classe ouvrière, que nous sommes en train de devenir le Parti du front de classe.
Alors, cela nous impose des consignes du point de vue politique, et la première d'entre elles, eh bien ! C'est de réapprendre, avec les travailleurs, le prix de la patience.
Voyez-vous, dans l'ensemble - et vous le savez comme moi, je ne prétends pas vous l'apprendre - les travailleurs, et les plus modestes d'entre eux, et ceux qui ont le plus l'expérience de l'organisation, de la tradition ouvrière, sont des gens qui ne croient pas aux miracles ; ils sont méfiants par rapport à ce genre de succès précipité. Réapprenons ce prix de la patience, ne passons pas notre temps à remettre sans arrêt en cause des choses qui sont déjà acquises, conduisons-nous en un mot comme un parti des travailleurs, et non comme un groupuscule dont nous savons ce qu'ils sont devenus dans les quinze dernières années.
(Applaudissements)

Le président - Michel Rocard, pour 20 minutes, ensuite Bernard Lehmann.

Michel Rocard

Camarades, pourquoi sommes-nous là au juste, et de quoi parlons-nous ?
De la meilleure façon de nous installer durablement dans l'opposition, ou de la politique à mettre en oeuvre pour répondre sérieusement et à bref délai à la question du pouvoir dans ce pays ?
Je maintiens qu'il n'y a pas de fatalité à l'échec de la Gauche en France, et je dis bien de la Gauche tout entière. En revanche, il me paraît clair que la Gauche succombe à une tentation périodique ; elle a souvent peur du pouvoir, de ses contradictions et de ses contraintes, elle a peur surtout de passer rigoureusement son discours au crible de la réalité, car les limites du possible ne sont pas celles de nos rêves.
Regardez notre histoire. Quatre fois depuis un demi-siècle la Gauche a vu

s’offrir à elle une grande chance de transformer profondément la France : c’était le Front Populaire, la Libération, le Front Républicain et mai 1968.
Mettons à part la Libération ; les conditions internationales de la "guerre froide" suffisent à expliquer l’échec.
Mais en 1936, un gouvernement, pourtant généreux, n’a pas su s’appuyer sur le gigantesque mouvement populaire pour maîtriser les contraintes économiques et répondre à la crise internationale ouverte par la montée du fascisme. Très vite, il abandonne sa politique de réformes structurelles, faute de l’avoir définie en fonction des dures conditions du moment.
En 1956, la volonté de faire la paix en Algérie ne s’accompagnait d’aucune stratégie précise sur la manière de la faire et le gouvernement a fait la guerre.
En 1968, l’extrême gauche - qui fait partie de la Gauche dans nos comptes - n’a pas pu ni voulu se poser la question du pouvoir, et la Gauche n’a ni pu ni voulu traduire sur le champ politique l’immense espérance populaire qui déferlait.
En 1978, nous avons perdu la chance de pouvoir que nous donnaient les sondages. Tout le monde ici est d’accord sur le fait que la volonté de division et d’échec qui fut celle du bureau politique du Parti Communiste Français constitue la raison fondamentale de cette défaite. N’oublions pas, pourtant, les raisons subsidiaires. Quelques-unes nous concernent et notamment celle-ci : le plus épais mystère régnait, pour l’opinion, comme pour nos propres candidats, sur la manière dont nous produirions l’énorme quantité de richesses dont nous proposions généreusement une audacieuse redistribution.
Bref, pour gouverner un pays, il faut deux conditions : il faut d’abord être fort, rassembler des forces politiques et sociales capables d’être majoritaires. Ce fut et ce restera le pari de l’union. Mais, il faut aussi pouvoir gouverner, au sens fort du terme, c’est-à-dire diriger un processus de transformation en ayant pris une juste mesure de la résistance des adversaires, des contraintes internationales, de la contradiction qu’il y a dans l’esprit public entre la volonté de changement et le besoin de sécurité, et aussi de la contradiction entre l’impatience légitime des travailleurs exploités et le temps qu’il faut pour que ces transformations de structures portent leurs fruits.
J’ai le sentiment profond que nos réponses à toutes ces questions furent meilleures pendant la campagne présidentielle de mai 1974 que pendant celles des législatives, et j’y vois une des petites raisons - la plus grande étant liée au P.C. - qui expliquent le fait qu’en mai 1974 nous avons considérablement progressé et qu’en 1978, par rapport aux municipales, nous avons tout de même stagné.
Voilà pourquoi nous n’avons pas le droit d’éluder ces questions. Tous les problèmes dont nous avons à parler aujourd’hui, le projet, l’union de la Gauche, le Parti lui-même, n’ont de sens qu’en fonction de notre capacité à vaincre et à gouverner, qu’en fonction de notre réponse à la question du pouvoir.
J’ai entendu ici ou là, dans le Parti, des raisonnements qui s’accommodent de l’échec et le voient durable. Je tiens à déclarer fermement que, de ceux-là, je ne serai jamais complice.
Mais, cette réponse à la question du pouvoir engage le Parti tout entier. C’est

bien pourquoi notre réponse collective à cette question est un préalable absolu à l'examen ces échéances politiques, sociales ou électorales auxquelles nous serons confrontés dans l'avenir proche.
Les élucubrations sur ces échéances sont en effet vaines si le Parti ne redevient pas tout entier potentiellement victorieux. Or, il y a un prix de l'échec que nous n'avons pas encore fini de payer. Je passe sur le changement de sens des attitudes opportunistes, dans le Parti et à l'extérieur. Je passe sur le durcissement de l'appareil administratif de l'Etat à notre endroit, sur le prévisible raidissement de la presse - déjà pas mal commencé - ce qui m'occupe davantage, c'est l'adversaire, c'est-à-dire la Droite que nous avons, hélas, laissée au pouvoir.
La liberté pour laquelle M. Barre combat efficacement est d'abord celle de faire faillite ! Le chômage va augmenter rapidement, en même temps que le pouvoir d'achat stagnera et des multitudes de petites et moyennes entreprises disparaîtront. La concentration du capitalisme français et son intégration dans le capitalisme multinational vont s'accélérer. Il s'agit là de la tentative la plus brutale, la plus absolue et la plus cohérente qu'aient faite en France les forces capitalistes depuis un demi-siècle !
La contradiction avec les intérêts du monde du travail est immédiate et évidente, mais au-delà de cette contradiction, cette politique peut-elle réussir pour le compte même de ceux qui l'inspirent ? Je ne le crois même pas, et pour deux raisons :
La première est qu'il faut au moins, faute d'approbation, l'acceptation passive ou l'absence de réaction des travailleurs. Ce ne serait possible que si la croissance était très forte, mais ce ne sera pas le cas.
La seconde raison est que cette politique correspond au capitalisme de l'avant-guerre ou des débuts de la croissance "sauvage" ; elle est impuissante à faire face au renchérissement des ressources, au délabrement du système des paiements internationaux, et surtout à l'exigence croissante de la population en matière de densité des services publics, de qualité des produits, et surtout de sécurité dans le domaine de l'emploi, du revenu et des conditions de travail.
On va à un déphasage complet entre l'appareil capitaliste de production et la nature des attentes collectives. Les tensions vont donc croître, les batailles sociales et politiques seront dures.
Oui, mes camarades, la politique de la Droite va faire de plus en plus de dégâts. Nous n'avons aucun droit de nous installer dans l'échec, ce serait trahir les travailleurs, et c'est bien pourquoi il nous faut affiner notre projet, approfondir notre pratique de l'union et définir avec précision le type de Parti que nous nous employons à construire.
Affiner notre projet, tout le monde est d'accord sur cette exigence.
Elle est une des conditions nécessaires pour que le Parti Socialiste puisse apporter à la Gauche une véritable crédibilité gouvernementale, mais ici attention aux mots et attention au piège ; quant aux mots, ce n'est pas vain que l'accord se soit fait ces dernières semaines sur le mot de "projet" plutôt que sur celui du "programme", le programme, c'est le catalogue des mesures prêtes à court et à moyen terme des mesures conjoncturelles qui veulent transformer les

Fondation Jean Jaurès

structures du pays, le projet, c'est la vision à plus long terme, esquissant le type de société à la construction de laquelle nous voulons participe. Par nature moins détaillé, il se définit de deux manières : par quelques grands axes de la stratégie de transformation sociale, d'une part, et par la pratique politique quotidienne qui illustre cette stratégie de transformation sociale d'autre part, car on n'est jamais ce qu'on dit, on est ce qu'on fait.

Le piège, il serait en effet que le projet ne soit qu'un discours, tel l'ancien programme maximal de la S.F.I.O. du temps où j'y étais et dont personne n'entendait jamais parler, en dehors des périodes de Congrès On imagine assez bien quelque bonne plume du parti, expert ou pas expert, même provincial, se faisant plaisir à écrire un excellent texte que nous adopterions dans l'enthousiasme pendant que la politique concrète se ferait ailleurs et autrement.

Alors, mettons les points sur les i.

Le premier point serait le problème stupide qui voudrait opposer quantitatif à qualitatif.

Ce débat est stupide parce que, dans les dures réalités de la vie quotidienne, le quantitatif et le qualitatif ne sont pas séparables, ils sont profondément imbriqués l'un à l'autre ; ensuite, parce que la vérité même de la lutte des classes nous oblige à intervenir sur ces 2 champs. Il est clair qu'il existe des revendications monétaires essentielles, encore faut-il en rassurer la prise en compte à l'échelle du rapidement possible, ce à quoi je persiste, excusez-moi, à penser que nous avons échoué. Mais il est surtout clair que depuis un siècle et demi le capitalisme a toujours réussi à récupérer ce qu'il considérait en terme d'argent ; on ne l'affaiblit qu'en attaquant son pouvoir.

Le vrai problème de ce qu'on appelle à tort capitalisme, c'est le pouvoir, le pouvoir de chacun sur ce qui façonne sa vie quotidienne du travail et en dehors, comme le pouvoir d'Etat, et le domaine dans lequel notre réflexion doit progresser tient au fait que dans les Etats modernes le pouvoir tient de moins en moins des institutions et de plus en plus à des mécanismes.

Il y a un archaïsme profond, dans la manière dont nous avons abordé certains de ces problèmes et, notamment, celui des nationalisations. Ce dont nous avons débattu avec le P.C. n'avait aucune espèce de rapport avec ce à quoi elles devront et pourront servir, et d'ailleurs les travailleurs le savaient fort bien.

Le 2ème point concerne le contenu même du projet Socialiste.

Le Parti a beaucoup travaillé depuis six ans avec le programme "changer la vie" et le programme commun, il a déjà une matière utile, même s'il faut la revoir ici ou là, mais surtout le projet de société nous l'avons nous-mêmes voté dans l'enthousiasme à l'unanimité en 1975, sous la forme des 15 thèses sur l'autogestion ; les grands axes : contrôle démocratique, décentralisation, diffusion de la responsabilité et leurs principaux points d'application sont déjà définis. Nous ne manquons de rien quant à la perspective d'ensemble, l'imagination a déjà travaillé, mais nous avons achoppé en raison de certaines contradictions internes, et, tranquillisez-vous, elles ne sont pas limitées à la direction, loin s'en faut, sur la traduction de ces orientations.

Pourquoi le projet régional n'a-t-il pas pu être adopté ? Pourquoi le texte portant

sur le statut particulier de la Corse, une fois adopté par le Parti, a-t-il mis un an et demi à arriver sur le Bureau du Parlement ? Pourquoi le projet sur le secteur d'économie sociale, très précisément mentionné, annoncé par la motion du Congrès de Nantes, n'a-t-il pas pu être rendu public malgré 4 mises à l'ordre du jour du secrétariat national ? On pourrait continuer ainsi.

Les raisons sont diverses pour chacun et ne nous intéressent pas ici en tant que raisons, mais ne vous faites pas d'illusion, le projet Socialiste, ce sera l'ensemble de tout cela, des propositions politiques, positives, concrètes, correspondant aux situations réelles dans lesquelles les gens se trouvent, correspondant à de vrais choix politiques, et non pas une littérature abstraite dont nous n'avons nul besoin.

Le 3ème point touche le problème de la production. Notre volonté de mieux répartir la richesse n'est crédible que si nous savons produire cette richesse. Je me demande s'il n'y a pas, implicitement chez certains d'entre nous, l'idée qu'il n'y aurait pas de problème à cet égard.

Produire serait affaire de commandement et d'administration. C'est malheureusement tout à fait faux, notamment en ce qui concerne la qualité de la production. L'acte de produire, la motivation à produire doivent trouver leur place pleine et entière dans nos propositions et dans notre stratégie économique. Si nous l'oublions, c'est le capitalisme qui s'en chargera.

Le 4ème point touche la nature de ce que doit être notre projet.

Rien ne serait plus néfaste que le catalogue.

Il faut, au contraire, quelques grands objectifs comportant une articulation efficace entre l'action gouvernementale, l'action des pouvoirs locaux et la lutte sociale sous toutes ses formes. Il en va ainsi de la grande bataille pour l'emploi dans sa liaison avec le redéploiement industriel. Il en va de même de la reprise en main du cadre urbain dans ses liaisons avec le phénomène de l'automobile individuelle, et aussi de l'affaire la plus difficile, celle qui consiste à provoquer le changement dans une société qui tout entière aspire à la sécurité.

Mais, je prendrai, pour me faire mieux comprendre, un autre problème : les inégalités. Nous sommes tous d'accord pour les réduire sensiblement. La campagne électorale a fait apparaître un autre phénomène visible dans les milieux des ouvriers professionnels : la sécurité de chacun, c'est la permanence de son identité, et dans une société marchande, façonnée sur le capitalisme, cette identité est largement fondée sur le revenu relatif par rapport à d'autres.

Nous avons beaucoup parlé des smicards et peu de ceux qui gagnent un peu plus. Nous sommes apparus comme des niveleurs, des réducteurs d'identité et cela a provoqué ici ou là, en milieu populaire, un aspect repoussoir. Ne faut-il pas imaginer, au lieu d'une marche d'escalier très haute, une longue période de hausses de salaires toutes programmées, comme devant être moitié, moitié, moitié proportionnelles et moitié un nombre égal de francs pour tout le monde ? C'est une idée parmi d'autres, je n'engage rien, mais cela veut dire qu'il n'y a de projet qu'associé à une définition très concrète de ce que nous allons faire sur chacune de ces questions que vivent les Français aujourd'hui.

Le 5ème point sur le projet touche la notion de rupture, et là encore notre

Fondation Jean-Jaurès

raisonnement me paraît avoir été archaïque, même si - je relirai le procès-verbal avec attention - il n'est pas exclu qu'il ait progressé aujourd'hui.
La volonté de rupture avec le capitalisme est, avec l'élément de l'union de la Gauche, l'élément le plus fondamental qui nous rassemble dans le même parti. Le seul problème est de savoir comment la faire... Voyez le Chili.
Il me semble que le problème entre nous est le suivant : beaucoup de camarades pensent que pour aboutir à cette rupture avec le capitalisme, il faut s'en isoler et lui enlever par morceaux ce qu'il possède. Or, raisonner ainsi, c'est oublier plusieurs choses :
La France ne peut plus s'isoler du monde extérieur, elle est trop profondément engagée dans une division internationale du travail, que nous n'avons pas voulue, mais qui est là.
Ensuite, et surtout, le capitalisme ce n'est pas seulement. C'est beaucoup, bien sûr, mais ce n'est pas seulement… les Conseils d'administration de 30 ou 40 Sociétés, c'est au moins autant le système de crédit à la consommation qui nous enserre tous et qu'on ne supprimera pas d'un trait de plume, c'est le comportement des consommateurs sur le marché, c'est la volonté très générale des Français, y compris de la classe ouvrière, de conserver des hiérarchies sociales différenciées, fondées sur l'argent. Les grandes entreprises ne font qu'utiliser ces comportements. Il n'y a pas de rupture sans que tout cela soit mis en cause, et à la fois, ce qui veut dire qu'il y faudra beaucoup de temps et de force. Un gouvernement de gauche aura besoin de quelques années pour s'assurer simplement le contrôle des leviers de commande réels et un soutien suffisant de l'opinion pour s'avancer dans cette voie là. Prétendre, pour assurer cette rupture, attaquer sur tous les fronts à la fois dès l'arrivée au pouvoir, c'est déclarer la guerre sans armée et sans stratégie.
Le peuple français n'aime pas l'insécurité. Il est prêt à pousser au changement s'il est progressif et si l'on sait où l'on va.
Par conséquent, la toute première période d'un gouvernement de gauche, doit comporter des mesures visant à élargir le soutien dans l'opinion dont il dispose et mettre en évidence la nécessité d'en finir avec des mécanismes précis - la spéculation foncière par exemple ou les modes de répartition des emplois sur le territoire - plutôt que de déclencher aux frontières ou à l'intérieur une guerre économique prématurée qu'on perdrait au début, faut d'avoir les moyens de la gagner. Mais les moyens même, car il faudra les engager, c'est le milieu du processus, cela ne peut être son début, se constituent sur chaque chose... bref, la rupture ne peut être qu'un processus long, conduit suivant une stratégie précise, et pas l'enjeu rêvé des trois premiers mois ; la rupture, c'est l'enjeu de la définition du projet Socialiste.
L'aspect le plus décisif est la politique étrangère, je n'ai pas le temps d'en parler, je me contenterai de dire que c'est à ce critère que nous verrons les alliances politiques conclues et que nous ferons la différence avec la manœuvre.
Reste que pour pouvoir engager ce processus de rupture, il faut être potentiellement majoritaire, ce qui nous ramène à l'union.
Beaucoup de choses excellentes ont été dites, alors résumons : le Parti est

unanime, je pense, à vouloir maintenir la stratégie de l'union de la Gauche comme axe fondamental de la politique, nécessité de la situation française. Le problème vient de ce que ce n'est plus la stratégie du Parti Communiste et nous ne ramènerons pas le P.C. par une confiance aujourd'hui bien difficile à reconstruire à cette stratégie, et encore moins par des concessions… il les prend toujours pour des signes de faiblesse. Je crois même que ce n'est pas nous, Parti Socialiste, qui l'y mènerons directement, mais que ce ne peut être que la pression des travailleurs.

Il nous appartient donc de convaincre directement l'opinion de la possibilité, de la nécessité d'une transformation Socialiste de la France, de la qualité du projet Socialiste qui la définit et de la nécessité pour y parvenir de forcer la convergence des forces de gauche.

Cette force convaincante, notre projet, notre stratégie ne peuvent la tirer que de leur cohérence.

Elle ne sera assurée que s'ils expriment de manière homogène notre projet Socialiste, cette culture Socialiste anti-jacobine, décentralisatrice, autogestionnaire, émancipatrice, et quelque peu libertaire, que j'ai essayé de définir à Nantes.

C'est une fois cette situation créée que s'établiront les négociations, les compromis et les programmes communs nécessaires, et non avant, sinon nous nous retrouverons dans la confusion.

Mais il faut, en même temps, que la pratique de l'union reste la pratique quotidienne des luttes politiques et sociales. Cela passe par une volonté politique ; elle a aujourd'hui été affirmée abondamment, je n'insiste pas ; cela passe aussi, malgré tout ce que nous avons à penser et à dire, par plus de respect mutuel. Il nous est arrivé de sous-estimer le Parti Communiste, voire de le traiter par ironie, ce qui est pour lui intolérable.

Or, quoi qu'on en pense, et nous en pensons lourd, le Parti Communiste est une grande maison ; le dévouement de ses militants vaut largement le nôtre, et leur discipline aussi. Leur direction bloque tout débat, mais les très nombreux militants qui se sont exprimés de manière critique l'ont fait à un niveau de qualité dans la réflexion qui honore tout leur parti.

Soyons à la hauteur de cette compétition, ouvrons encore plus largement le débat chez nous ; n'en rabaissons jamais les arguments, soyons nous-mêmes avec autant de dignité, de fermeté que le sont les Communistes. Imposons-leur de nous respecter comme nous devons nous imposer de les respecter, et tout ceci vaut pour la C.G.T.

Cette manière de concevoir et d'appliquer la stratégie de l'union de la Gauche conduit naturellement à réfléchir sur notre propre parti. Le Parti Socialiste ne résoudra pas la question que lui pose l'existence d'un fort parti Communiste en France en la contournant.

La défensive qui consisterait à revenir à la pratique de simples accords électoraux consoliderait durablement l'hégémonie politique, sociale et culturelle du Parti Communiste sur la Gauche. Il nous faut au contraire développer un type de parti capable d'engendrer une unité dynamique et conflictuelle, entraînant

Collection Jean Daniel

l'union des forces populaires. Cette union doit être plus large que celle des seuls partis politiques, elle vise à travailler avec les forces syndicales, associatives, culturelles et les mouvement sociaux qui participent au combat pour le changement social. Elle doit être aussi plus souple qu'un programme de gouvernement. La discussion sur les objectifs gouvernementaux entre partis politiques ne constitue que l'un des aspects de la stratégie unitaire.
La détermination d'objectifs d'unité d'action, de transformations ponctuelles ou nationaux est également indispensable. Elle doit être plus tyrannique et conflictuelle que l'unité que nous avons connue, mais elle sera portée à chaque fois par la pression des masses par le conflit ponctuel en cause.
Le débat sur le projet ne doit pas être masqué, mais au contraire affirmé, non pour refuser toute avancée unitaire au nom du dialogue idéologique, mais pour faire que l'axe de cette avancée se fasse par rapport au projet Socialiste autogestionnaire.
Elle doit être enfin plus ouverte et démocratique qu'un simple accord de sommet.
Les initiatives transversales prises spontanément à l'heure actuelle entre militants Socialistes et Communistes pour débattre, si elles méritent d'être observées avec attention et prudence, sont peut-être le signe d'une nouvelle pratique à la base de l'unité, compatible, je ne dis pas insérée dans, mais je dis compatible, avec notre stratégie générale.
Le Parti capable de faire cela doit être un parti de masse. Nous sommes encore petits pour une tâche historique, même si nous avons triplé nos effectifs depuis sept ans, et cela, c'est un grand bilan. Mais nous ne recruterons que si nos sections sont vivantes. Cela exige leur profonde intégration dans tout le mouvement social et associatif, donc une bien meilleure animation de ces secteurs au niveau national, régional et départemental du Parti.
On ne pénètre pas dans les entreprises parce qu'on veut y pénétrer, on y pénètre au nom d'une politique grâce à l'aide d'hommes et de femmes les connaissant de l'intérieur, et avec des moyens.
De même on ne colore ou n'influence la vie associative qu'à condition de bien la connaître et d'en respecter l'autonomie.
Tout cela appelle une démocratie active et vivante dans le Parti. C'est le grand sujet du jour, et c'est bon qu'il en soit ainsi. J'en suis profondément d'accord et j'en suis heureux.
Je me suis tout de même dit tout bas - vous savez bien que j'ai un peu mauvais esprit ! - qu'on aurait pu y penser dès le Congrès de Nantes, et je suis de ceux qui, au Secrétariat national, avaient suggéré que cette Convention soit plus tardive et qu'elle ait une représentation élargie. Cela ne m'empêche pas d'être discipliné aux décisions qui furent prises. Du moment que le débat est bon et qu'il est diffusé, il n'y a pas trop d'inconvénients.
En tous cas, des structures démocratiques ne se définissent pas en soi, mais en fonction d'objectifs qu'elles doivent servir. C'est bien pourquoi l'indispensable démocratie interne, dans la conduite des débats et le choix des responsables, doit s'accompagner de plus de pratique de la démocratie dans l'action externe, c'est-

à-dire d'une plus grande initiative de nos sections et fédérations dans leur action politique, sociale et idéologique, comme dans leurs rapports avec le mouvement syndical et le mouvement associatif.
Nous avons aussi besoin ici de développer beaucoup, je crois, les capacités d'initiative de nos coordinations régionales bien souvent trop faibles.
Enfin le secteur formation, qui a beaucoup travaillé, doit avoir pour objet essentiel de permettre aux militants de défendre la politique du Parti et de se prononcer sur les propositions qui lui sont faites. Il doit porter davantage sur les problèmes qu'aura à affronter la Gauche au pouvoir, les nationalisations, l'emploi, le marché, les institutions, que davantage sur des références qui sont propres à l'histoire du mouvement ouvrier.
C'est seulement ainsi que disparaîtront parmi nous des clivages d'origine historique qui nous séparent aujourd'hui en effet en courants et en sous-courants, de plus en plus dépourvus de toute signification, et dans lesquels certain de temps en temps seraient bien contents de nous enfermer.
Comme vous le voyez, camarades, la tâche est immense. Ne nous leurrons pas. Même si la défaite ne nous est pas principalement due, nous en payons le prix.
La reconstitution de nos forces, la préparation de la prochaine offensive exige lucidité et audace. Mais de toute façon il faut d'abord, et dès aujourd'hui quand nous pensons à demain, un moral de vainqueur.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Bernard Lehmann pour 5 minutes, ensuite Paulette Girard.

Bernard Lehmann

Camarades, il est tard, il faut parler brièvement.
Je dirai simplement à Michel Rocard que j'aimerais que son texte puisse être diffusé, de telle manière qu'on puisse l'analyser. Mais mon premier diagnostic, c'est qu'à Nantes il avait dit qu'il y avait deux cultures dans le Parti, il y en a au moins trois maintenant, c'est sur !
En ce qui concerne le programme qui sert de catalogue, je dirai simplement que je n'aime pas, à la sortie d'un scrutin qui a été très difficile, que l'on appelle « catalogue » un programme qui contenait les conditions de la mise en oeuvre d'une stratégie de rupture avec le capitalisme.
Pour moi, le chapitre consacré par exemple à la démocratie dans l'entreprise, je ne peux pas l'assimiler à une disposition de catalogue. Les ouvriers dans les entreprises l'attendent encore.
Mais je suis ici en tant que secrétaire fédéral pour vous parler de ce qu'a été le débat de préparation de cette Convention. Nous avons constaté que toutes les sections se sont réunies, elles ont débattu, et je me réjouis pour ma part que le Poing et la Rose ne nous soient pas parvenu, je le dis très clairement à Pierre Mauroy, car nous avons pu délibérer sans texte national, et je pense que c'était une bonne chose, pour savoir exactement ce que pensent les différentes fédérations.

Fondation Jean Jaurès

Ce que je peux vous dire, en ce qui concerne notre fédération du Haut-Rhin, c'est que toutes les sections s'étant réunies, une convention fédérale s'étant réunie encore cette semaine à plus de 70% des mandats, elle a adopté ou elle a constaté un certain nombre de points de convergence. Tout d'abord que non seulement il fallait rester dans l'union de la Gauche, mais qu'il ne pouvait y avoir d'union sans programme, et que pour nous, certes, le Parti Communiste tient une large part dans l'échec du 19 mars et le débat n'est pas fini sur ce point. Mais pour nous également, l'union ne peut pas se résumer à une simple union électorale.
Je vous le dis, camarades, pour nous, c'est fondamental, et là-dessus tous les militants ont été unanimes.
La deuxième chose sur laquelle les militants étaient en grande majorité d'accord, c'est pour affirmer qu'il fallait dans ce Parti plus de démocratie, et ce n'est pas attaquer telle ou telle personne dans ce Parti que de dire cela. C'est simplement une constatation.
Pour ma part, puisque maintenant nous avons un nouveau secrétaire aux entreprises, je voudrais lui poser trois questions au nom de ma fédération. Tout d'abord, quel a été le budget consacré en 1977 et en 1978 au secteur entreprises ? Quel est le budget actuel ? J'ai tenu encore récemment, en tant que membre du Comité directeur, une section de formation dans mon département, et on m'a posé la question : comment s'élabore le budget dans notre Parti ? Est-ce que pour 1978 au Comité directeur, on vous a soumis un projet de budget ?
Je dois avouer, à ma grande honte, que je n'ai pas pu répondre. Je me suis dit : j'ai peut-être manqué une réunion du Comité directeur, au cours de laquelle on aurait pu discuter de cela. Mais renseignements pris, je crois qu'on n'en a jamais discuté.

Dans la salle - C'est faux !

Bernard Lehmann - Je suis désolé, pas au Comité directeur. Pour 1978 on n'en a pas discuté. Je demande à Pierre Mauroy de le préciser tout à l'heure.

Le président - Avec la permission de l'orateur ?... Hugo ?

Hugo - Nous avons présenté en début d'année un budget pour le premier trimestre.

Bernard Lehmann - Pas au Comité directeur !

Hugo - Si, mais tu n'y étais pas, sans doute.

Bernard Lehmann - Je suis désolé, camarade, j'ai assisté à toutes les réunions. Tu n'as pas de chance sur ce point. Je m'excuse, mais on n'en a pas débattu. On reviendra sur la sténotypie pour savoir si on en a vraiment débattu, et il faudrait voir aussi les conditions dans lesquelles se passe le Comité directeur.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy

Sur ce point précis, avec l'autorisation de l'orateur, je dirai que tous les ans les budgets sont acceptés par le Comité directeur, il y a une présentation du budget par le trésorier. Cette année, et c'est la première fois depuis sept ans, à cause de la situation très exceptionnelle, chacun le reconnaît, qui était celle des élections, nous avons pris comme disposition d'adopter pour un trimestre un budget, et toutes les indications ont été données par le trésorier, compte tenu des circonstances qui étaient vraiment très exceptionnelles. Nous étions tous dans la campagne.
Voilà comment cela s'est passé exactement.

Bernard Lehmann

Je ne veux pas allonger le débat car le temps passe très vite. En ce qui concerne le rapport Jospin, je pense qu'il faut que ce rapport soit diffusé rapidement aux sections, il faut qu'on en prenne acte aujourd'hui et qu'on puisse le discuter. Cela constitue effectivement une bonne base de discussion pour alimenter le débat dans le Parti car ce débat n'a fait que commencer, et il faut qu'il se poursuive.
C'est d'ailleurs pour cela que nous demandons un avancement du Congrès. On nous a dit tout à l'heure qu'il allait se tenir bientôt plusieurs conventions et un Congrès. Je vous dis, camarades, comme mon camarade du Bas-Rhin tout à l'heure, qu'effectivement cela fait beaucoup. On devrait réunir toutes ces instances. Le Congrès, c'est le moment important du Parti, et je vous assure que les camarades de notre fédération attendent ce moment, comme je suis sûr que dans vos fédérations on attend ce moment.
Je voudrais dire simplement pour terminer qu'aujourd'hui, ce matin surtout, dans ce débat on a beaucoup parlé des intellectuels, qui attendent une une heure du matin pour faire voter dans les sections. Je dis également, et cela s'adresse au Premier secrétaire, qu'il y a des moments où il faut savoir mettre un nom quand on met en cause une politique ou une autre, car quelquefois il y a un langage pour initiés qu'on ne comprend pas toujours, et lorsque les délégués reviennent dans les fédérations, il faut qu'ils décryptent. Je pense qu'on gagnerait beaucoup de temps dans le débat si on appelait un chat un chat, et je crois qu'il serait grand temps de le faire dans ce Parti.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Paulette Girard, je vous indique qu'il est 9 heures, et que bien que trois camarades viennent de renoncer à la parole, il reste à peu près deux heures de débat. Alors je vais faire appel à votre bon cœur, et ceux d'entre vous qui voudront bien renoncer à la parole nous priveront du plaisir de les entendre, mais ils feront avancer la soirée.

Collection Léon Jouhaux

Paulette Girard

Camarades, je voudrais revenir sur le problème de la représentation des femmes au niveau des élus, et je ferai quelques propositions concrètes, retenues d'ailleurs par le Secrétariat national à l'action féminine.

La situation actuelle du Parti Socialiste est celle que vous connaissez, à savoir une seule femme élue parmi les députés Socialistes.

Le Parti Socialiste est le dernier parti pour le nombre des femmes parlementaires, loin derrière tous les autres partis. Cette situation m'apparaît aberrante ! En effet, le Parti Socialiste a crée un Secrétariat à l'action féminine après le Congrès de Nantes, il a tenu une Convention nationale sur les droits des femmes, il a adopté et appliqué la régie d'un minimum de 20% de femmes dans ses organismes, et il affirme sa volonté de réduire les inégalités, de défendre les minorités. Or il n'a qu'une seule femme élue député !

Le Parti Socialiste a présenté 26 femmes aux élections législatives, dans des circonscriptions plus ou moins jouables mais dont aucune évidemment n'était sûre.

Les campagnes menées par ces candidats et les résultats obtenus ont fait un sort à l'idée que les électeurs ne voteraient pas pour une femme. Au contraire, toutes les candidates ont souligné que les électeurs non seulement les accueillaient bien, mais leur proposaient leur aide.

Ceci veut dire, camarades, que l'électorat ne peut être tenu pour responsable de la situation actuelle, et que l'électorat est dans les faits plus en avance que le Parti.

Entendons-nous bien, le Parti sur le plan des idées est pour l'égalité des droits des hommes et des femmes, mais dans la pratique, camarades, le blocage est à l'intérieur du Parti, il est au niveau des sections, lorsque intervient la désignation des candidats. Car à ce moment là il s'agit du partage des pouvoirs, et à ce moment là les Socialistes hommes ne sont pas différents des autres hommes, ils ne se comportent pas différemment, et ils ne renoncent pas volontiers à leurs privilèges !

Cette situation ne peut plus durer, sinon nous courons le risque d'être dans ce domaine « le Parti qui cause mais qui ne réalise pas », celui qui ne met pas en accord ses principes avec ses actes.

Aussi, je propose pour l'avenir la durée d'application de ces mesures restant à déterminer.

Première proposition : que des circonscriptions sûres, c'est-à-dire des successions, soient réservées aux femmes ; ces successions, compte tenu de la limite d'âge évoquée par Pierre Mauroy ce matin, seront d'autant plus faciles à répertorier.

S'exprimer ainsi peut paraître brutal mais je vous assure, camarades, qu'une seule femme député, c'est un fait non moins brutal !

Deuxième proposition : que les députés se représentant prennent en plus grand nombre comme suppléantes des femmes afin que celles-ci partagent les responsabilités et qu'elles apparaissent aux yeux du public.

Troisième proposition : que ces mesures s'appliquent également pour les

Fondation Jean Jaurès

élections cantonales et qu'en général, toute liste de candidat ne comportant pas un nombre suffisant de femmes soit refusée par les instances dirigeantes.
Ces mesures peuvent apparaître trop favorables pour une certaine catégorie, mais lorsque la situation au départ est aussi désastreuse et aussi inégalitaire, l'égalité comme me le disait un jour Albert Gazier, cela consiste à donner plus aux plus défavorisés.
Et je voudrais également réfuter par avance l'argument qu'il faudrait prendre des mesures analogues pour les ouvriers eux aussi exclus du Parlement. Je rappellerai rapidement que l'exclusion des ouvriers, hommes et femmes, résulte de coupures horizontales de la société, basées sur le niveau de formation sur la disponibilité de temps, sur la situation professionnelle, alors que l'exclusion des femmes, elle, résulte d'une coupure verticale basée sur le sexe et ayant ses racines dans l'histoire de l'humanité.
Je vous demande donc, camarades, de retenir les 3 propositions que je vous ai présentées, propositions faites, je le rappelle, en accord avec le Secrétariat à l'action féminine, et je demande qu'elles soient prises en considération par la Commission des résolutions.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je fais encore appel à vous car nous allons nous trouvés coincés par des questions d'horaires : les huissiers et le personnel de l'Assemblée Nationale doit partir impérativement à minuit ; il n'y a plus de lumière. Or, la Commission des résolutions doit se réunir ; elle en a pour au moins une heure ; il faudrait donc qui le débat ici cesse à 9 h 30, qu'il puisse reprendre à 22 h 45 pour que nous soyons dans les temps et finir avant minuit.
Sans plus attendre, je donne donc la parole à Patrick Weill.

Patrick Weill

Je vais essayer d'être bref, donc je vais être assez franc.
Dans quelques jours, nous allons fêter le 10ème anniversaire de mai 1968. Mai 68, mars 78, c'est aussi pour nous, mes chers camarades, il faut bien que vous en preniez conscience, deux rendez-vous manqués par la Gauche avec la jeunesse !
Je crois qu'il faut que nous examinions les raisons de ces deux rendez-vous manqués :
Notre Parti, lorsqu'il s'est reconstitué à Epinay, était un peu aussi le fruit de mai 68 et des aspirations qui s'étaient développées à l'époque chez les travailleurs et les jeunes.
Il n'est pas étonnant que ce soit après mai 68 que le Parti Socialiste se soit engagé dans une stratégie de rupture avec le système capitaliste sur la base d'une unité de la Gauche.
Ce qui est certain aussi, et là je ne serai pas d'accord avec François Mitterrand, c'est que les jeunes Socialistes qui ont assisté au Congrès de Pau, ont pu s'apercevoir qu'après ce Congrès de Pau, la ligne d'Epinay n'était plus appliquée ! En effet, ce que nous avons connu depuis Pau, depuis les dissolutions des bureaux nationaux, a été une mise au pas, petit à petit, de tous

Fondation Jean Jaurès

les secteurs d'intervention du Parti, y compris celui du mouvement de la jeunesse Socialiste.
A l'approche du pouvoir, il fallait être sérieux, il fallait être raisonnable, il fallait surtout que le Parti ne s'encombre pas d'un mouvement de jeunes qui puisse lui poser des problèmes, lui poser des questions, et je crois que ce que pensait l'idéologie dominante dans la direction du Parti concernant la jeunesse, François Mitterrand l'avait très bien résumé lors de la Convention de Lille, à savoir : en tant que jeunes, vous ne valez rien, vous qui n'avez pas l'expérience de la vie, l'expérience de ses erreurs, etc., etc.
Je crois que les jeunes ont bien compris quelle était la position du Parti. La preuve en a été donnée par les résultats électoraux que nous avons vus au niveau de la jeunesse. Je crois que si l'on enlève les jeunes qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales, ceux qui se sont abstenus, ceux qui ont voté pour l'extrême gauche ou les écologistes, eh bien le Parti Communiste est encore plus fort que nous dans la jeunesse ! Le Parti Socialiste a été incapable de prendre en compte les aspirations de la jeunesse et cela s'est traduit au niveau électoral et au niveau de la force de ses structures dans la jeunesse.
Mes chers camarades, il faut dépasser le découragement, le repli sur soi, le sentiment de révolte qui existent chez beaucoup de jeunes camarades Socialistes qui, depuis cinq ans ou plus, essaient de construire un véritable mouvement de jeunes Socialistes et qui se heurtent souvent à la direction du Parti !
Je crois que nous devons maintenant essayer d'analyser profondément ce qui a cloché, puisque si l'on considère que la jeunesse subit souvent plus que toute autre couche sociale, le chômage, la déqualification, qu'elle remet en cause l'ensemble des valeurs morales de la société capitaliste, si elle n'a pas voté pour le Parti Socialiste et pour la Gauche c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas !
Nous nous devons d'analyser cette situation. Je m'excuse auprès de François Mitterrand si mon analyse est un peu intellectuelle, mais je crois que lorsqu'on est forcé d'examiner une situation, lorsqu'on est forcé de faire des autocritiques, c'est toujours facile de la rejeter sur les intellectuels ; les intellectuels ont toujours bon dos ! Chez nos partenaires, on met tout sur le dos des intellectuels ! Le principe, la manière de faire qui consistent à dire : c'est la faute des intellectuelles, sont quelque chose qui, je le pensais, n'existent pas au Parti Socialiste.
Essayons d'étudier la crise de la jeunesse.
Qu'est-ce que, la crise de la jeunesse ?

Le président - C'est un vaste débat !! En Cinq minutes !...

Patrick Weill - Je n'en ai pas pour longtemps. Ce que je vous demande, c'est de commencer à réfléchir parce que le Parti n'a pas du tout réfléchi dans ses sections…

Dans la salle - Il y en a des jeunes dans les sections...

Fondation Jean Jaurès

Patrick Weill - Peu !

Dans la salle - Tu ne les connais pas !

Patrick Weill - La crise du système capitaliste a des effets au niveau économique mais aussi au niveau idéologique, et il n'est pas étonnant que les jeunes qui ne sont pas intégrés encore dans le système de production la subissent de manière profonde.
C'est pour cela que la contestation des valeurs morales de la société, de la famille, de l'école, de l'armée, de l'état, trouve des échos particulièrement importants dans la jeunesse, parce que s'il y a crise du système capitaliste, volonté de la bourgeoisie internationale de restructurer le système capitaliste français, cela passe aussi par une remise en cause des valeurs morales, sociales, culturelles, qui sont liées à la vieille bourgeoisie nationale.
En fait, il faut bien comprendre que lorsque nous luttons, et le Parti a été incapable de le faire jusqu'à présent, sur le terrain idéologique, sur le terrain culturel, sur le terrain social, nous devons prendre garde de toujours le lier à notre projet de rupture, avec le système capitaliste qui ne peut être réalisé que par une inversion des rapports sociaux au niveau économique, parce qu'en elles-mêmes, les revendications sociales ou culturelles, si elles ne sont pas liées à un projet de rupture, peuvent servir de levier à un courant que représente actuellement le Président de la République qui a besoin de remettre en cause les valeurs morales et sociales de la Société mais qui ne peut pas le faire aujourd'hui parce qu'il n'a pas le rapport de forces suffisant.
Mes camarades, je terminerai par des propositions.
Il n'existe pas à l'heure actuelle, cela tient je pense à une réalité qu'aucun secrétaire fédéral ne peut nier, de véritable mouvement de la jeunesse Socialiste.
Cela tient à trois choses :
D'abord, à notre politique.
Cela tient, deuxièmement, au fait qu'il est absolument indispensable que l'ensemble du Parti se mette à la tâche sur cette question. Le Parti Communiste a construit un véritable mouvement de jeunesse parce que l'ensemble de ses cellules et de ses sections ont été mobilisées pour la construction de ce mouvement, et tant que le Parti ne décidera pas une campagne nationale qui durera plusieurs mois, d'implantation de la jeunesse, eh bien nous n'arriverons à rien !
(Applaudissements)
Troisièmement, Pierre Mauroy a fait des propositions concernant la vie démocratique du Parti et le règlement intérieur. C'est quand même extraordinaire d'oublier le secteur le plus antidémocratique de ce parti qui est le mouvement de la jeunesse Socialiste !
Je crois qu'il est indispensable, je le demande, qu'on le rajoute à la discussion de la Commission des résolutions, qu'on revoie un peu les structures existantes à l'heure actuelle du Mouvement de la Jeunesse Socialiste.
Ce sont les seuls moyens de faire que la prochaine fois nous ne manquions pas

le rendez-vous !

Le président - La parole est à Didier Motchane.

Jean-Pierre Cot

Camarades, André Chandernagor, tout à l'heure, a montré la contradiction dans laquelle nous sommes piégés, et François Mitterrand a répondu : l'histoire bouge. Et je crois que c'est en effet la question, qui est de savoir comment faire bouger l'histoire.

Je me contenterai de quelques indications rapides pour respecter les indications de notre président.

Premièrement, l'affirmation d'identité du parti, à travers ce projet que nous devons élaborer, et qui sera élaboré grâce à la richesse et au foisonnement, je dirai même, du débat d'idées qui s'est développé dans le Parti et qui doit continuer à se développer… Et je crois que ce serait une erreur aujourd'hui de brimer ce débat, alors même qu'il est la richesse même de notre Parti et de son identité. Mais nous allons nous heurter à un problème précis : quelle distance, quelle mesure prendre par rapport à l'acquis que constituent le programme Socialiste, le programme commun, et en d'autres termes, plus précisément, qu'est-ce que nous allons faire par rapport à ces textes ? Allons-nous les considérer comme des textes sacrés ou non ? Par exemple, les 9 grandes nationalisations de groupes industriels : il faudra que l'on sache si on peut toucher ou non à cela.

François Mitterrand tout à l'heure a donné une indication assez générale : c'est la structure d'ensemble de cet acquis qu'il faut conserver. Mais on voit bien les deux dangers opposés qu'il y a de ce point de vue, d'une part, à travers le respect simple de l'esprit, à déraper rapidement dans un sens ou dans l'autre, ou au contraire, à travers le respect théologique des textes, en fait, à couvrir tout autre chose. Et on sait que dans le passé la tradition Socialiste a aussi été celle d'un respect théologique de textes qui couvraient autre chose.

Deuxième remarque : les alliances de classes.

Je crois que là aussi il faut être précis. Je crois que c'est parce que nous n'avons pas précisé suffisamment le problème des alliances de classes, c'est-à-dire concrètement, sur le terrain, que nous avons eu des difficultés. Qu'est-ce qu'on fait avec les cadres, les artisans, les commerçants ? Et même, s'agissant des organisations syndicales représentatives, quel est le rapport que nous établissons avec eux ?

On a parlé de courroies de transmissions ; je crois que le problème n'est pas là et qu'en réalité il s'agit bien plus d'une normalisation, je dirai, que d'une confiance à établir dans une relation avec les organisations syndicales.

Troisièmement, sur le langage :

Sur le langage, un des dangers qui nous guette serait de nous enfermer dans le débat théorique. Oh ! J'entends bien que le débat théorique est important, mais je crois qu'il y a comme une fuite en avant quelquefois dans le débat théorique, qui permet d'éviter des problèmes concrets, politiques, ceux auxquels nous

pouvons nous trouver confrontés, auxquels nous devons nous trouver confrontés, et il est temps de ne plus fuir ces problèmes aujourd'hui.
Quatrième point : celui de la cohérence d'ensemble de notre projet.
Il faut là encore faire un choix. Est-ce que nous allons développer une argumentation sectorielle, et je dirai, corporative ? Cela a toujours été le choix du P.C., par exemple, où chaque secteur développait le langage correspondant à la sensibilité de ceux auxquels il s'adressait, et sans se soucier de la cohérence d'ensemble. Ou allons-nous nous imposer la discipline d'une cohérence d'ensemble ? Et quand j'entendais tout à l'heure Pierre Mauroy proposer des plans régionaux, par exemple, des projets régionaux venant s'ajouter au projet national, c'est le type même de la démarche qui entraîne, nous le savons bien, à des propositions qui ne respectent plus cette cohérence. Or, quand on ne respecte plus la cohérence, se pose le problème de la crédibilité.
Enfin, cinquièmement, sur l'union de la Gauche, il faudra que nous adoptions tout de même, que nous réfléchissions à ce que j'appellerai "les voies et moyens" pour faire repartir l'union de la Gauche, il faudra un jour se remettre à parler, au lieu d'en parler, et cela aussi mérite réflexion.

Le président - La parole est à Jean-Marie Le Guen.

Jean-Marie Le Guen

Chers camarades, même s'il faut se répéter, je crois qu'il est utile aujourd'hui d'affirmer dans cette Convention que si nous n'avons pas gagné les élections ce n'est pas parce que nous n'avons pas avancé suffisamment notre originalité, ou bien parce que nous avons pêché du côté des femmes ou du côté de la jeunesse, mais bien entendu, et je crois que là-dessus différentes interventions l'ont montré, la responsabilité principale et fondamentale en incombe au Parti Communiste.
Ce qui est vrai par ailleurs c'est que sur tous ces problèmes le Parti Socialiste a beaucoup de chose à faire encore, et en ce qui concerne la jeunesse, le travail que nous avons devant nous est considérable.
J'en viendrai donc un petit peu à la réponse à l'intervention de Patrick Weill tout à l'heure, pour mettre en avant deux points de désaccord, pour mieux en arriver à un certain nombre de points d'accord.
Tout d'abord, et je serai bref, donc franc également, il faudrait que les Jeunesses Socialistes cessent d'être le lieu privilégié d'affrontements des courants et des sous-courants.
(Applaudissements)
C'est valable pour le courant 2, c'est valable aussi pour d'autres camarades.
D'autre part, je crois aussi que le travail des Jeunesses Socialistes n'est pas simplement un travail qui s'appuie sur une lutte idéologique, mais bien au contraire sur la réalité de la lutte des classes, car c'est vers les jeunes qui constitueront plus tard la classe ouvrière, le front de classe, que nous devons nous affirmer prioritairement, et non pas nous contenter de faire un travail dans le secteur étudiants, par exemple.

Fondation Jean Jaurès

Mais par contre, il est vrai qu'aujourd'hui le Parti, au niveau de ses sections, de ses fédérations, et sans doute au niveau de la Direction nationale, n'a pas pris suffisamment en compte le mouvement de la Jeunesse Socialiste. Ce qui nous manque, et nous devons profiter de cette Convention pour le dire, ce sont des moyens matériels (10 millions de budget pour l'année ce n'est pas suffisant pour relancer le Mouvement de la Jeunesse Socialiste), et aussi une volonté politique, une réflexion politique qui s'installe à tous les niveaux du Parti.
Combien de camarades ont pensé que le Parti, parce qu'il avait un projet, séduisant, issu, c'est vrai, pour la plupart du temps, des aspirations de mai 68, sur un certain nombre de thèmes, parce qu'il s'est régénéré avec des camarades qui ont construit ce parti dans de nombreuses fédérations, avec des gens jeunes, il suffisait que ce Parti s'exprime pour convaincre la jeunesse pour rejoindre notre projet, notre stratégie, et pour se traduire concrètement au niveau d'un vote.
Eh bien, mes camarades, nous avons sous-estimé la marginalisation sociale et culturelle de la jeunesse, et donc ses conséquences politiques. C'est vrai que la jeunesse est d'une façon diffuse aujourd'hui proche des thèses du Parti Socialiste, mais nous n'avons pas été capables de le traduire concrètement dans une prise de conscience politique massive dans la jeunesse.
Et, parce que nous n'avons pas compris, la nécessité d'avoir un secteur d'intervention spécifique vers la Jeunesse, qui se batte sur la ligne d'action politique, sur le projet politique du Parti, car les Jeunes refusent le ghetto que leur propose la société capitaliste et au contraire veulent que leurs aspirations soient prises en compte dans un projet qui soit un projet global pour l'ensemble de la société, nous devons prendre conscience, à tous les niveaux, au niveau de l'investissement des camarades militant dans les sections, de ce problème.
Il y a beaucoup de jeunes dans les sections et très souvent on leur dit : restez au Parti, on a besoin de vous. Eh bien, non, il faut que ces camarades aillent militer auprès de la jeunesse car les jeunes ont un langage spécifique, ils sont rassemblés dans les lieux spécifiques où la propagande traditionnelle du Parti ne passe pas, et, lorsqu'elle passe, le Parti, malheureusement, est vu trop souvent comme intégré à ce système qu'ils rejettent.
Effectivement, c'est un problème de conscience politique qui ne s'est pas encore assez glissé dans la jeunesse.
Alors, camarades, je vais conclure. Je pense qu'un grand débat est nécessaire dans le Parti, à tous les niveaux, pour que tous les camarades prennent conscience de la nécessité de la construction d'un mouvement de la jeunesse Socialiste, implanté prioritairement dans le front de classe.
Les jeunes collégiens, les jeunes apprentis, les jeunes travailleuses sont dans ce cas.
Nous devons nous appuyer sur nos municipalités, sur une politique de formation audacieuse, un travail concret avec les associations. Tout cela est possible et à tout cela le Parti devra réfléchir. C'est pourquoi, au nom du Conseil national du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, je propose que soit organisée - je sais bien qu'il y a des échéances - l'année prochaine une Convention nationale du Parti

sur la jeunesse pour qu'enfin se créée une mobilisation du Parti sur ces problèmes car nous avons beaucoup à gagner dans la jeunesse, nous devons lui faire toute la confiance nécessaire dans notre projet.

Pierre Mauroy

Il est 21 h 28, nous pourrions convenir, pour la Commission des résolutions, d'être ici impérativement pour 23 heures ; à 23 h la séance plénière reprendra, je tiens à le préciser.
Je propose les noms suivants pour la Commission des résolutions : 45 membres, 34 pour le courant 1, 11 pour le courant 2.
(Lecture de la liste des délégués proposés pour faire partie de la Commission des résolutions)
Vous êtes d'accord pour la ratifier ?
Nous demandons à ceux qui font partie de la Commission des résolutions de se rendre immédiatement à l'Assemblée Nationale, 9ème bureau - restons ensemble parce qu'autrement vous allez vous perdre dans les couloirs ! - et retour ici à 23 heures précises.
(La séance, suspendue à 21 h 30, est reprise à 23 h 12, sous la présidence de Georges Dayan)

Le président (Georges Dayan)

La séance est reprise et je donne la parole à Jean Poperen, qui va vous lire le texte que la Commission des résolutions a adopté.

Jean Poperen

Nous avons différents documents et il s'agit là d'une résolution sur la situation politique et l'appréciation que nous portons, ainsi que sur les premières propositions que nous faisons pour l'action du Parti.
"Les récentes mesures du gouvernement Barre sont la première illustration de la politique de la Droite demeurée au pouvoir. La doctrine économique qui inspire cette politique est aussi claire que ses objectifs immédiats. La classe dominante tente une sortie de la crise par la restructuration du capitalisme français et son intégration dans le capitalisme multinational. La libération des prix industriels reconstituera les profits des entreprises en prélevant les masses nécessaires sur le pouvoir d'achat des consommateurs, qui sont aussi les travailleurs, et écrasera au passage l'économie des petites unités, c'est-à-dire les P.M.E., et les travailleurs indépendants.
"Cette politique constitue la tentative la plus cohérente et la plus complète qu'ait faite la Droite française depuis près d'un demi-siècle pour tenter de répondre à la situation en acceptant pleinement la logique du capitalisme.
"La stagnation du pouvoir d'achat, l'augmentation rapide du rythme de l'inflation et du chômage, la disparition de multiples entreprises et l'insuffisance de la croissance montreront dans peu de temps que cette politique est non seulement contraire aux intérêts du monde du travail, mais contraire aussi aux

Fondation Jean Jaurès

intérêts du pays tout entier.
"Le maintien de la Droite au pouvoir a été vécu par des millions de Français comme une défaite. Pourtant, la Droite n'obtient l'adhésion que d'à peine la moitié des Français.
"Le comportement du Parti Communiste a provoqué l'échec et a atteint la crédibilité de la Gauche.
"Le Parti Socialiste, dont la progression à elle seule fait avancer la Gauche, demeure fidèle à son choix fondamental du Congrès d'Epinay, celui de l'union de la Gauche, ce qui implique à la fois une base de classe, une stratégie, des engagements programmatiques.
"La Convention nationale approuve le rapport présenté par Lionel Jospin sur les relations P.S./P.C. dans la période conduisant aux élections législatives de mars 1978.
"Premier parti de la Gauche et premier parti de France, c'est d'abord du P.S. que va dépendre désormais le changement. Le succès de la Gauche passe par la force du Parti Socialiste. Le Parti Socialiste ne prétend pas être la Gauche à lui tout seul, mais il entend cristalliser autour de lui la volonté populaire d'union et de changement.
"Dès lors que le contrat établi entre les formations de gauche n'est plus en mesure, à cause du choix de la direction Communiste, de jouer son rôle de levier pour le rassemblement des forces de gauche, comme lors des élections antérieures de 1973 à 1977, c'est au Parti Socialiste, à sa force, à sa capacité d'initiative qu'il revient de jouer ce rôle.
"Les progrès de l'union, la capacité de la Gauche à vaincre dépendront, dans l'étape nouvelle, de la force du Parti Socialiste. Plus le Parti Socialiste sera fort, plus la Gauche aura de chances d'aboutir ultérieurement à un véritable accord comportant, outre des engagements programmatiques, des engagements politiques réciproques.
"Les initiatives unitaires du Parti Socialiste viseront à rassembler, en même temps qu'elles contribueront à consolider l'influence décisive des idées Socialistes dans la Gauche.
"La Convention nationale engage le Parti à développer prioritairement, dans les mois à venir, son secteur entreprises, la formation de ses cadres et de ses militants, les liaisons avec ses élus, une infrastructure de permanents régionaux et fédéraux et ses efforts constants de recrutement.
"Le Comité directeur du Parti Socialiste du 8 juillet soumettra au Parti un document constituant un cadre pour les discussions destinées à l'élaboration du Projet Socialiste. Les sections et fédérations se saisiront de ces propositions afin d'organiser dans les mois à venir la discussion la plus large dans le Parti. Le Parti réunira une Convention nationale au début de l'année 1979 en vue d'adopter définitivement notre Projet Socialiste.
"Ce travail se développera en partant des éléments essentiels que constitue l'acquis du programme Socialiste de 1972, du programme commun, des 15 thèses sur l'autogestion et des propositions d'actualisation du Parti Socialiste de 1976-1978".

Fondation Jean Jaurès

Reste maintenant à savoir s'il y a des observations.

Le président - La parole est au Premier secrétaire.

François Mitterrand

A l'écoute, puisqu'on a déjà plusieurs fois entendu ce texte, il y a l'expression "à peine la moitié", en parlant de la Droite, qui ne "marche" pas très bien... Voulez-vous relire cette phrase ? C'est uniquement une question de forme, d'expression...

Jean Poperen - Ah oui... « … Pourtant, la Droite n'obtient l'adhésion que d'à peine la moitié des Français... »

François Mitterrand - Voilà. Je ne sais pas comment vous l'avez perçu en l'entendant... comme une redondance ?... comme si on voulait à tout prix démontrer... ? Enfin, cela ne touche pas au fond, donc la Convention peut très bien voter là-dessus, mais il faut demander aux rédacteurs d'améliorer leur formule.

Le président - Alors, ce texte a été adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions...

Didier Motchane - Lequel ?

Le président - Celui que vient de lire Jean Poperen !
(Mouvements divers)
Ah !... Tu as lu la deuxième partie aussi ?... Alors, excuse-moi...

Didier Motchane - Je ne t'excuse pas !

Le président - ... Je te prie de m'excuser. Ce texte a été adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions jusqu'au rapport Jospin exclu.
Je le soumets à la Convention. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien le manifester en brandissant leur carte rouge. Je parle de la première partie du texte...
Avis contraires ?
Abstentions ?
Refus de vote ?
Cette première partie du texte est adoptée à l'unanimité.
Deuxième partie maintenant. Jean Poperen ?

Jean Poperen - Je l'ai lue...

Le président - Ah, pardon !... C'est bien ce que je disais.
Alors, cette deuxième partie du texte a été adoptée à la majorité et il y a eu 11

Fondation Jean Jaurès

refus de vote à la Commission des résolutions.
Mais qu'est-ce que c'est, Motchane ? Tu occupes ?
(Rires)
Je ne t'ai pas encore donné la parole !...
La parole est à Motchane.

Didier Motchane

Mes chers camarades, je veux rapporter en deux mots la position de mes camarades à la Commission des résolutions.
Beaucoup de remarques positives, et presque toujours convergentes, ont été faites aujourd'hui sur le travail du Parti. A cet égard, nous considérons que le rapport de Jospin est un élément intéressant et positif. D'ailleurs, Jean-Pierre Chevènement a dit qu'il ne se sentait en désaccord avec à peu près rien de ce qui s'y trouvait, mais que, néanmoins, il le trouvait superficiel, et c'est la raison pour laquelle nous avons développé un petit peu les observations que nous avons faites sur le rôle du document de travail dont on vous a distribué les trois pages.
Cela dit, il nous paraît étrange que l'on puisse considérer que les délégués à cette Convention peuvent approuver, ou d'ailleurs désapprouver, un rapport que personne ici n'a lu véritablement...

Louis Mexandeau - Oh !

Didier Motchane.-... que personne ici n'a lu véritablement !

Lionel Jospin - Si, moi !
(Rires)

Didier Motchane - ... Autant la fonction de ce texte est de servir de point d'appui à la discussion politique sur un sujet absolument essentiel que cette Convention doit lancer dans le Parti, autant c'est vraiment donner un démenti regrettable et inattendu à ce que nous avons tous dit les uns et les autres sur le fonctionnement du Parti, la démocratie dans le Parti, etc. que de faire se prononcer la Convention là-dessus.
C'est la raison pour laquelle nous aurions été tout à fait d'accord pour considérer que la Convention devait prendre en considération le rapport Jospin, en y joignant les observations et interrogations que nous avons apportées, mais en aucun cas nous ne saurions nous associer à cette caricature de débat et c'est la raison pour laquelle nos camarades et moi-même avons refusé de prendre part au vote sur ce point.
Par conséquent, je demande à la Convention de nous suivre pour témoigner que ce travail, qui peut être un élément très positif à la réflexion du Parti, ne doit pas être détourné de cette fonction. A cet égard, il serait triste que les reproches que nous constatons dans le Parti Communiste, qui sont adressés par des militants Communistes à leur Parti, selon lesquels les textes qui tombent d'en haut, du bureau politique, deviennent instantanément, ou en quelques minutes, ou même

Fondation Jean Jaurès

en quelques heures, la position du Parti, puissent être adressés à notre Parti, alors que nous étions tous prêts à considérer comme extrêmement positif l'ensemble du travail qui a été fait.
C'est la raison pour laquelle je demande à la Convention de prendre en considération le rapport Jospin, mais de ne pas prendre une position politique dont personne ne peut dire qu'elle est celle des militants du Parti Socialiste.

Le président - La Commission des résolutions a adopté le rapport Jospin à la majorité, en refusant les adjonctions proposées par le courant 2.
Je saisis la Convention et je lui demande de se prononcer sur le rapport Jospin. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter...

Louis Mexandeau

On peut dire un mot, quand même... !
Je ne comprends pas l'intervention de Didier Motchane. Nous savons lire et nous avons écouté...

Didier Motchane - Et les sections ?

Louis Mexandeau - Mais nous sommes ici dans une assemblée qui est censée être responsable, cher camarade, quitte bien entendu à rendre compte devant les sections et devant la base.
Je disais donc que nous savons lire et que nous avons écouté, et qu'on ne comprendrait pas qu'après un tel débat, qui a mis en cause les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, il n'y ait pas effectivement de texte qui sanctionne ce débat.
Je dois dire qu'ayant écouté attentivement le rapport Jospin, eh bien je crois que nous pouvons nous prononcer pour ce rapport, car c'est un rapport qui prolonge déjà un travail antérieur, et qui a été fait de façon très sérieuse et approfondie.
Je récuse, au passage, le terme de "superficiel" qui a été employé.
(Quelques applaudissements)

Le président - Le rapporteur a demandé la parole.

Lionel Jospin

Uniquement pour 20 secondes, à la demande d'un des membres du groupe de travail P.S./P.C., pour rappeler que ce groupe ce travail P.S./P.C. à partir des travaux duquel j'ai rapporté, est un groupe où sont représentées la majorité et la minorité du Parti.
Je n'ai pas à entrer davantage dans le détail de la participation à ce groupe de travail, mais en tout cas le processus qui amène ce rapport à la Convention est un processus d'un groupe de travail représentatif, désigné par la direction depuis 1974 et d'autre part le Bureau exécutif lui-même, il faut que les délégués s'en souviennent !

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je vais mettre aux voix, je demande aux secrétaires fédéraux qui sont "pour" le rapport Jospin de le manifester en levant leur carte rouge ?
Avis contraires ?

Didier Motchane - Refus de vote !

Raymond Vaillant - Combien et qui ?

Un délégué - Paris.

Un délégué - Drôme.

Louis Mermaz - Comment, Drôme ? Tu plaisantes ?

Le président - Il ne faut pas détourner les mandats.

Le délégué - Je croyais que Vaillant faisait l'appel des fédérations...
(Rires)

Un délégué - Haut-Rhin.

Claude Estier - Je ne suis pas d'accord à propos de Paris. Cela pose un problème pour toutes les fédérations ; il n'y a aucune raison que ce soit la fédération tout entière qui vote...

Dans la salle - Et pour les autres alors ?

Le président - C'est vrai pour toutes les fédérations.

Claude Estier - Ou on vote par mandats, ou on vote par délégué...

Pierre Mauroy

Président, en ce qui concerne les votes, je crois qu'il faut des procédures qui ne puissent pas être entachées d'irrégularité. Il y a deux façons de voter tout à fait licites : il y en a une qui est de voter par mandats, et si l'on vote par mandats, il faut appeler les fédérations et faire le partage des votes, et je pense que personne ne va demander cela ce soir, ou nous risquons de nous trouver dans le noir le plus complet et le plus total, ou bien tout simplement il faut demander les votes "pour", "contre", "abstentions", et les compter... en mentionnant tant de votes "contre"...

Didier Motchane - Il faut compter les "pour" aussi, car la moitié des fédérations n'est pas là...

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy - Les "pour" on les comptera par déduction de ceux qui sont "contre".

Didier Motchane - Non, la moitié des fédérations n'est pas là !

Pierre Mauroy - Les fédérations ont remis les mandats et si tu souhaites qu'on appelle les fédérations, tu verras que c'est exact, nous les avons ; il suffit tout simplement de lever la main et on a une indication.

Le président - Pour ?
Contre ?
(7)

Plusieurs délégués - C'est refus de vote et pas contre.

Le président - Avant de donner la parole à Pierre Mauroy, je veux vous indiquer que la Commission des résolutions a été saisie de deux textes, un de Jean-Pierre Cot au sujet des problèmes posés par la délégation française à l'ONU ; à ce sujet, je dois vous dire que le groupe parlementaire a reçu du Président de la République, une invitation à se rendre à l'Elysée ; le président du groupe de l'Assemblée Nationale, Gaston Defferre, en a saisi le Bureau, et celui-ci a accepté l'invitation, le rendez-vous est fixé au 11 mai. Le texte de Jean-Pierre Cot a été renvoyé au Bureau du 10 mai qui l'étudiera et fixera les conditions de ce rendez-vous.
Georges Sarre m'a saisi d'un texte sur les problèmes de l'intervention française au Tchad ; la protestation de la Convention a été unanime, et sur le texte lui-même, il a été décidé le renvoi au Bureau.
Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

J'ai plusieurs textes à rapporter, mais ce sera assez rapide :
Un texte sur la candidature Socialiste à la Présidence de la République, voté à l'unanimité par la Commission :
"La question de la candidature Socialiste à la présidence de la République risquerait de provoquer d'inutiles débats au sein du Parti et à l'extérieur s'il n'y était pas mis immédiatement un point final. L'élection étant prévue en 1981, la prochaine Convention précisera les modalités d'application de désignation de notre candidat ; cette désignation interviendra au moment choisi selon l'opportunité, par les instances élues".
Je rappelle que ce texte a été voté à l'unanimité.

Le président - Je le mets aux voix; que ceux qui l'approuvent le manifestent en levant la main ?
Contre ? Abstentions ? Refus de vote ?
Adopté à l'unanimité.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy - Deuxième texte relatif au règlement intérieur, lui aussi adopté à l'unanimité :
La Convention nationale ouvre la procédure d'adoption d'un règlement intérieur pour fixer les modalités d'application des statuts du Parti ; les propositions du Bureau exécutif seront soumises à la discussion des sections et fédérations et au vote de la Convention nationale de l'automne prochain, notamment sur les points suivants :
Pourquoi "sur les points suivants" ? Parce que les sections et les fédérations pourront naturellement en ajouter d'autres. Les points je ne vais pas vous les relire, on a repris les 9 points que j'ai présentés tout à l'heure dans mon rapport, mais on en a ajouté deux :
Point 10 : règles concernant la tenue des instances nationales, Congrès et Conventions, en particulier, quant à la diffusion des textes et le fonctionnement de la Commission des résolutions.
Point 11 : dispositions permettant d'assurer le fonctionnement du mouvement de la jeunesse Socialiste dans les fédérations départementales.
Voilà les 11 points qui sont retenus par la Commission et donc sur ces 11 points le Bureau désignera une Commission, mais, je le précise encore, sections et fédérations pourront ajouter d'autres éléments et les modalités seront fixées par le Bureau exécutif.

Le président - Ce texte a été adopté à l'unanimité par la Commission, je le soumets à la Convention.
Pour ?
Contre ? Refus de vote ? Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.

Pierre Mauroy - J'ai maintenant à vous présenter des propositions concernant le calendrier du Parti, elles ont été adoptées à la majorité.
Tenue d'une Convention nationale ordinaire en octobre prochain pour le quitus et le règlement intérieur du Parti.
Ensuite, Convention extraordinaire en février 1979 avec, à son ordre du jour, l'adoption du projet Socialiste.
Enfin, Congrès ordinaire du Parti au début de mai 1979 dans les conditions habituelles.

Le président - Sur ce calendrier, Georges Sarre demande à intervenir.

Georges Sarre

Je ne vais pas ouvrir le débat sur cette question maintenant, je précise qu'au nom des camarades du courant 2, j'ai proposé qu'il y ait effectivement un Congrès ordinaire le premier février qui serait immédiatement suivi d'une Convention qui adopterait le projet Socialiste.
Nous estimons en effet que pour des raisons purement pratiques d'abord cette

Fondation Jean-Jaurès

succession, cette cascade de réunions plénières au plan nationale empêchera, c'est évident, les militants et les sections d'intervenir convenablement sur le terrain. Par ailleurs, pour des raisons politiques, plusieurs de nos camarades ont estimé tout à fait souhaitable que le Parti Socialiste fixe sa position indépendamment d'influences extérieures, et c'est pourquoi il nous semble que c'est au Parti de donner le la qui permettrait à la Gauche de reprendre l'initiative.
C'est pourquoi nous vous demandons de vous exprimer et de nous suivre, parce que c'est le sentiment d'une majorité importante de militants.
C'est d'ailleurs pourquoi je demande un vote par mandats. Je lis le texte qui vous est proposé :
"La Convention décide, afin que le débat dans les sections et les fédérations prenne toute son ampleur, que le Congrès national ordinaire et la Convention nationale extraordinaire seront convoqués avant le premier février 1979 ; ces deux instances se réuniront successivement".

Pierre Mauroy

Je voudrais répondre très rapidement et vous demander de ne pas suivre les conclusions de Georges Sarre pour les raisons suivantes : d'abord, dans la phase actuelle, qui est une phase cruciale pour le Parti, nous pensons qu'il ne peut pas être question d'innover. Or, tenir en même temps une Convention extraordinaire pour adopter le projet Socialiste, plus le Congrès ordinaire, celui-ci durant trois jours, il faudrait ajouter deux jours pour le projet Socialiste, ce qui ferait pratiquement une semaine pour les délégués, c'est énorme...

Georges Sarre - Non, non !

Pierre Mauroy - Pardon, c'est cela... c'est par conséquent une procédure qui n'a jamais été utilisée, qui n'est pas dans l'habitude des Socialistes français, qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses, mais là ne sont pas nos objections essentielles : les objections essentielles sont qu'au moment où il y a un effort de clarification qui doit être entrepris au niveau du Parti en ce qui concerne les courants, où le Parti doit se donner une nouvelle orientation, ce serait un élément de confusion que de mener conjointement, dans le Parti, la discussion sur le projet Socialiste, qui est une chose, et la discussion sur les orientations et sur la politique qui en est une autre.
Nous pensons que c'est au contraire une décision de bonne clarification que d'avoir une convention extraordinaire sur le projet Socialiste et, trois mois plus tard, le Congrès sur les orientations et la direction. Nous pensons que c'est préparer le Parti pour mieux affronter les luttes sur le terrain et les élections à la fois cantonales et pour le Parlement européen.

Le président - Le vote par mandats est demandé par Georges Sarre, refusé par Mauroy...

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy - Je refuse l'argumentation de Georges Sarre, mais je ne m'oppose pas au vote par mandats...

Le président - Je vous rappelle qu'en vertu de l'article 28, le vote par mandats est de droit s'il est réclamé par le 10ème des délégués…

Raymond Vaillant - Est-ce qu'il y a 10 fédérations qui demandent le vote par mandats ?
(Paris, Belfort, Haut-Rhin, Loire, Essonne, Marne et Haute-Marne, Charente-Maritime, Val d'Oise...)

Pierre Mauroy - Il est acquis, je demande qu'on le fasse très rapidement.
On vote pour les propositions que j'ai faites contre celles de Georges Sarre.

Raymond Vaillant - Pour que ce soit clair, le premier vote on l'appellera Mauroy, le second Sarre.
(Il est procédé au vote par appel des fédérations)

Pierre Mauroy - Dernière communication : des fédérations et des sections nous ont adressé des textes qui ont été déposés sur le Bureau de la Commission des résolutions.
Compte tenu de l'heure tardive, la Commission ne les a pas étudiées ; je voudrais que la Convention puisse m'en donner acte et, naturellement, ces différents textes, par décision de la Convention, pourraient être transmis au Bureau exécutif pour décision.

Le président - La Convention est d'accord ?
Adopté.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès